

**MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES**

**SECRETARIAT PERMANENT POUR LE SUIVI
DES POLITIQUES DE REFORMES
ET DES PROGRAMMES FINANCIERS (SP-PRPF)**

**DIVISION DU SUIVI DES REFORMES
ET DES RELATIONS AVEC L'UNION EUROPEENNE**

REPUBLIQUE TOGOLAISE
Travail-Liberté-Patrie



**PROJET DE RAPPORT DE PERFORMANCE
DES REFORMES DANS LES MINISTERS ET
INSTITUTIONS DE L'ETAT A FIN JUIN 2018**

NOVEMBRE 2018

TABLE DES MATIERES

SIGLES ET ABREVIATIONS	3
Introduction	6
I. Synthèse des résultats à fin juin 2018	6
1.1. Situation économique et financière au 30 juin 2018	6
1.1.1 Contexte des réformes	6
1.1.2 Analyse de la situation économique et financière	7
1.2. Principales mesures engagées en 2018	11
1.3. Difficultés rencontrées.....	14
II. Evaluation de la performance du PA-RGFP et dans les différents départements ministériels	14
A- Evaluation de la performance du PA-RGFP	14
1. Mobilisation des ressources financières.....	14
2. Prévision, programmation et exécution budgétaires.....	24
3. Renforcement du contrôle.....	50
4. Informatisation des services.....	64
5. Marchés publics	68
B- Evaluation de la performance des réformes dans les différents départements	78
1. Ministère du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes	78
2. Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche	83
3. Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Réforme Administrative	87
4. Ministère des Postes et de l'Economie Numérique	90
5. Ministère des Infrastructures et des Transports	101
6. Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile.....	104
7. Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et de l'Intégration Africaine	110
8. Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche	114
9. Ministère de l'Eau et de l'Hydraulique Villageoise	118
10. Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités Locales	119
11. Ministère du Commerce et de la Promotion du Secteur Privé	124
12. Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières	128
13. Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et du Cadre de Vie.....	134
14. Ministère des Enseignements Primaire, Secondaire et de la Formation Professionnelle.....	137
15. Ministère de la Justice et des Relations avec les Institutions de la République.....	143
16. Ministère de la Communication, de la Culture, des Sports et de la Formation Civique	144
17. Ministère de la Santé et de la Protection Sociale	148
18. Ministère des Mines et de l'Energie.....	154
19. Ministère de l'Action Sociale, de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation	157
20. Ministère de la Planification du Développement	163
21. Ministère chargé de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle	167
22. Ministère de l'Industrie et du Tourisme	171
23. Secrétariat d'Etat chargé des Droits de l'Homme	174
Conclusion et recommandations	180

SIGLES ET ABREVIATIONS

AFRISTAT	Observatoire économique et statistique d'Afrique Subsaharienne
AFRITAC	Centre régional d'assistance technique du Fonds monétaire international
AN	Assemblée nationale
BAD	Banque africaine de développement
BADEA	Banque arabe pour le développement de l'Afrique
BCEAO	Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BGCT	Balance générale des comptes du Trésor
BM	Banque mondiale
BOAD	Banque ouest africaine de développement
BT	Basse tension
CASEF	Centre administratif des services économiques et financiers
CBMT	Cadre budgétaire à moyen terme
CCEMS	Commission de contrôle des effectifs et de la masse salariale
CCIT	Chambre de commerce et d'industrie du Togo
CCMP	Cellule de contrôle des marchés publics
CCP	Comptes chèques postaux
CdC	Cour des comptes
CDMT	Cadre de dépenses à moyen terme
CDS-MT	Cadre de dépenses sectoriel à moyen terme
CEDEAO	Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest
CEET	Compagnie énergie électrique du Togo
CEF	Centre de formalités des entreprises
CGAF	Compte général de l'administration des finances
CHP	Centre hospitalier préfectoral
CHR	Centre hospitalier régional
CHU	Centre hospitalier universitaire
CNDP	Comité national de la dette publique
CPE	Comptables principaux de l'Etat
CPMP	Cellule de passation des marchés publics
CRT	Caisse de retraites du Togo
DB	Direction du budget
DCF	Direction du contrôle financier
DDP	Direction de la dette publique
DeMPA	Debt Management Performance Assessment
DF	Direction des finances
DFCEP	Direction du financement et du contrôle de l'exécution du plan
DGB	Direction générale du budget
DGC	Déclaration générale de conformité
DGTCP	Direction général du trésor et de la comptabilité publique
DNCF	Direction nationale du contrôle financier
DNCMP	Direction nationale du contrôle des marchés publics
DSI	Direction des systèmes d'information
DTP	Durée totale planifiée pour réaliser l'activité

DUE	Délégation de l'Union européenne
ECA	Estimation du coût total à l'achèvement de l'activité
EDA	Estimation de la durée totale à l'achèvement de l'activité
EDIL	Ecole D'Initiative Locale
ENA	Ecole nationale d'administration
ENS	Ecole Nationale Supérieure
ETFP	Enseignement Technique et Formation Professionnelle
FACT	Fonds d'Appui aux Collectivités Locales
FCFA	Franco de la communauté financière africaine
FCFA	Franco de la Communauté Financière d'Afrique
FMI	Fonds monétaire international
FTF	Fédération Togolaise de Football
GFP	Gestion des finances publiques
GUCE	Guichet unique du commerce extérieur
GUPGA	Guide de l'utilisateur de la plateforme de gestion de l'aide
HCM	Haut conseil de la mer
HEC	Haute Ecole Commerciale
ICAT	Institut de Conseil et d'Appui Technique
IFU	Identifiant Fiscal Unique
IGE	Inspection générale d'Etat
IGF	Inspection générale des finances
IHPC	Indice harmonisé des prix à la consommation
INSEED	Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques
IPE	Indice de performance sur l'échéancier
IPC	Indice de performance sur les coûts
ITIE	Initiative pour la transparence dans les industries extractives
ITRA	Institut Technique de Recherche Agronomique
LYDIL	Lycée d'Initiative Locale
MAEH	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de l'Hydraulique
MEF	Ministère de l'économie et des finances
MSFP	Manuel des statistiques des finances publiques du FMI
MT	Moyenne tension
NBE	Nomenclature budgétaire de l'Etat
ONAEM	Organisme national chargé de l'Etat en mer
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OTR	Office togolais des recettes
PAI	Projet d'appui institutionnel de l'Union européenne
PAMOCI	Projet d'appui à la mobilisation des ressources et au renforcement des capacités
PAP	Programme d'Actions Prioritaires
PA-RGFP	Plan d'action de la réforme de la gestion des finances publiques
PCE	Plan comptable de l'Etat
PE	Plan d'engagement
PEFA	Public Expenditure and Financial Accountability
PEMFAR	Public Expenditure Management and Financial Accountability Review
PGA	Plateforme de gestion de l'aide

PGD	Plan de gestion des données de la plateforme de gestion de l'aide
PIB	Produit intérieur brut
PIMA	Public Investment Management Assessment
PIP	Programme d'investissement public
PLR	Projet de loi de règlement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PONAT	Politique Nationale de l'Aménagement du Territoire
PPM	Plan de passation de marchés
PPTE	Pays Pauvre Très Endetté
PR	Président de la République
PRECOMAT	Modèle de prévision des comptes macroéconomiques du Togo
ProDeG/GIZ	Projet Bonne gouvernance et Décentralisation de la GIZ
PROVONAT	Programme de volontariat national
PT	Plan de trésorerie
PTA	Plan de travail annuel
PTF	Partenaires techniques et financiers
RGCP	Règlement général de la comptabilité publique
SCAPE	Stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi
SEGUCE	Société d'exploitation du guichet unique du commerce extérieur
SGPA	Système de Gestion du Personnel de l'Administration
SICA	Système interbancaire de compensation automatique
SIG	Système d'Information Géographique
SIGFiP	Système intégré de gestion des finances publiques
SIGMAP	Système intégré de gestion des marchés publics
SP-PRPF	Secrétariat permanent pour le suivi des politiques de réformes et des programmes financiers
STAR	Système de transfert automatisé et de règlement
SYGADE	Système de gestion et d'analyse de la dette
TDR	Termes de Référence
TIC	Technologies de l'information et de la communication
TOFE	Tableau des opérations financières de l'Etat
TRE	Tableau des ressources et des emplois
TVT	Télévision Togolaise
UE	Union européenne
UEMOA	Union économique et monétaire ouest africaine
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population
UNICEF	Organisation des nations unies pour l'enfance
UTB	Union togolaise de banques
VA	Valeur acquise
VP	Valeur planifiée de l'activité

Introduction

Le dispositif de pilotage des réformes adopté en septembre 2010 prévoit l'organisation de deux revues chaque année. La deuxième revue de 2017, qui a eu lieu en avril 2018, a permis de faire le point sur les réalisations des réformes des finances publiques et d'effectuer un glissement du plan d'actions pour la période 2018-2020. Cette revue a été également l'occasion pour les différents acteurs d'élaborer et de faire valider leurs plans de travail pour l'année 2018 en vue de permettre une meilleure visibilité sur la programmation desdites réformes.

Les évaluations PEFA, PEMFAR, DeMPA et PIMA menées par le Gouvernement dans les années 2015 et 2016 avec l'appui des partenaires techniques et financier ont permis d'actualiser le PA-RGFP pour la période 2017-2021.

Dans le cadre de la mise en œuvre de ce nouveau plan d'actions, des mesures de réformes importantes ont été menées au cours l'année 2018 notamment la mise en œuvre du programme économique et financier avec le FMI. Ces actions concernent également la gestion de la trésorerie, la gestion de la dette, le compte unique du trésor, la mise en œuvre du budget (programme) ...

Dans le cadre de l'amélioration de l'évaluation de la performance des réformes, le Secrétariat Permanent a introduit une nouvelle méthode d'évaluation des résultats obtenus à partir de la valeur réelle produite par les services concernés grâce à la « valeur acquise ».

Cette évaluation est fondée sur la mesure et l'analyse des indicateurs de performance retenus par chaque service ou ministère concernés puis permet de répondre aux principales questions suivantes :

- Quel est le coût du projet ou de la réforme ?
- Quels ont été les résultats obtenus ?
- Dans quels délais ?
- Combien de temps reste pour l'achèvement ?

Or, avec les budgets moyens, la seule question posée par les administrateurs de crédits ou les autorités, c'est quel est le taux d'exécution du crédit ?

Le présent projet de rapport porte sur les résultats de l'évaluation de la performance desdites réformes à fin juin 2018.

Ce rapport est élaboré et consolidé à partir des rapports de performance des différents points focaux et des correspondants thématiques. Il est structuré en deux parties : (i) la première partie fait la synthèse des résultats des réformes et (ii) la deuxième partie présente l'évaluation de la performance du plan d'actions de la réforme des finances publiques ainsi que l'évaluation de la performance des réformes dans les différents départements ministériels.

I. Synthèse des résultats à fin juin 2018

1.1. Situation économique et financière au 30 juin 2018

1.1.1 Contexte des réformes

Le Document de Stratégie des Réformes (DSR), adopté par le Gouvernement en septembre 2010, trace un cadre cohérent au sein duquel les ministères élaborent et exécutent leurs propres réformes. Ces réformes sont agrégées en une matrice unifiée.

La Matrice Unifiée des Réformes qui opérationnalise la stratégie des réformes, permet d'éviter que chaque bailleur de fonds vienne avec sa propre réforme qui ne correspondrait pas aux priorités du Gouvernement. Les efforts du gouvernement pour aligner son système de gestion des finances publiques sur les standards internationaux sont marqués par un certain nombre de mesures et d'actions contenues dans le plan d'actions de la gestion de la réforme des finances publiques (PA-RGFP) intégré au Document de Stratégie des Réformes.

Le suivi de la stratégie des réformes conduit à faire l'analyse de la situation économie et financière permettant de constater l'évolution du secteur réel, de l'exécution du budget de l'Etat, de la situation monétaire et de la balance des paiements.

1.1.2 Analyse de la situation économique et financière

Secteur réel

Comptes nationaux

La conjoncture économique au premier semestre 2018 comparée à celle du premier semestre 2017 est marquée par une progression des activités au Port autonome de Lomé (PAL) et à l'Aéroport international Gnassingbé Eyadema (AIGE), une hausse de la consommation de produits pétroliers, des importations de biens et un accroissement des créances sur l'économie. Par contre, on note une baisse des exportations de biens, de la consommation d'énergie électrique.

Au Port autonome de Lomé, le total du trafic portuaire a progressé de 25,2% par rapport au premier semestre 2017 en liaison avec une hausse des marchandises débarquées (+26,0%) suite à une progression des importations des produits pétroliers (+64,6%), des produits alimentaires (+34,8%) et des matériaux de construction (+55,3%). Les marchandises embarquées, pour leur part, ont baissé de 1,6%.

Pour l'année 2018, la croissance serait tirée par l'investissement privé, la consommation des ménages et la demande extérieure (sous l'hypothèse d'un raffermissement de la demande régionale). L'investissement privé et la consommation des ménages demeurerait positifs sous l'hypothèse de la résolution de la crise socio-politique avec une atténuation de l'attentisme des opérateurs économiques et de la prudence des consommateurs. La demande publique serait modérée en vue de favoriser la réalisation des repères quantitatifs du programme soutenu par la Facilité élargie de crédit du FMI. Le Gouvernement poursuivrait la mise en œuvre des réformes en matière d'amélioration du climat des affaires.

Evolution de l'offre globale

Du côté de l'offre, le Gouvernement continuerait à appuyer l'agriculture dans le secteur primaire. Les autres secteurs d'activité progresseraient également mais dans une moindre mesure eu égard aux phénomènes d'attentisme et de prudence qui seraient le résultat de la crise politique actuelle et de la mise en œuvre du calendrier électoral retenu pour 2018.

Une résolution rapide de la crise sociopolitique constituerait un facteur d'accélération de la croissance économique en 2018. A contrario, toute détérioration additionnelle de la situation sociopolitique aggraverait la situation économique du Togo en 2018.

Sur la base de ces hypothèses, en 2018, le taux de croissance du PIB réel serait de 4,9% contre 4,4% pour 2017. Le PIB nominal serait de 2.915,4milliards de FCFA et l'indice du déflateur du PIB progresserait de 1,4%.

La situation des différentes composantes du PIB se présenterait comme suit :

TABLEAU 2.1 : Evolution de la valeur ajoutée des secteurs (%)			
PIB A PRIX CONSTANTS (en milliards de FCFA)	2016	2017	2018
Secteur primaire	8,8	7,7	5,6
Secteur secondaire	0,8	6,2	8,3
Secteur tertiaire	3,2	7,5	6,0
Prod. Imp services bancaires	20,3	20,9	21,4
VA Branches non marchandes	2,3	5,6	3,0
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) nette de subventions	6,5	-3,2	7,6
Droits et taxes à l'importation hors TVA nets de subventions	31,7	-7,0	-0,6
Produit Intérieur Brut (PIB) en %	5,1	4,4	4,9

Source : Direction Générale des Etudes et Analyses Economiques

Evolution de la demande globale

La consommation finale globale à prix courant en 2018 représenterait 95,2% du PIB contre 97,9% en 2017, en liaison avec la consommation publique qui représenterait 16,1% du PIB tout comme en 2017 et la consommation privée dont la part dans le PIB serait de 79,1% contre 81,8% en 2017.

La Formation brute de capital fixe (FBCF) totale enregistrerait une hausse 13,1% par rapport à 2017 pour se fixer à 657,1 milliards de FCFA. Cette hausse serait impulsée par la FBCF privée et la FBCF publique qui progresseraient respectivement de 18,9% et 2,3%. La part relative de la FBCF publique passerait de 6,4% en 2017 à 6,7% en 2018. Le taux d'investissement se situerait à 22,4% en 2018 contre 20,2% en 2017, en liaison avec les effets favorables attendus des efforts du Gouvernement dans l'amélioration du climat des affaires à l'endroit du secteur privé. La demande intérieure représenterait 117,6% du PIB en 2018 contre 118,1% en 2017.

La croissance de 4,9% en 2018 serait tirée par la consommation finale ainsi que les investissements privés et leurs contributions se présenteraient comme suit :

Contributions des emplois du PIB à la croissance en %			
	2016	2017	2018
PIB aux prix du marché	5,1	4,4	4,9
Exportations nettes de biens et services	4,3	0,1	-3,6
Consommation finale	-5,0	13,7	1,6
Privée	-3,4	10,1	1,1
Publique	-1,6	3,6	0,5
Formation brute de capital fixe	4,8	-9,2	4,1
Privé	1,5	0,6	3,8
Publique	3,2	-9,8	0,2
Variation des stocks	1,0	-0,1	2,9

Source : Direction Générale des Etudes et Analyses Economiques

Prix et inflation

La moyenne de l'IHPC sur les six premiers mois de 2018 se chiffre à 116,9 contre 116,8 aux six premiers mois de 2017, soit une hausse de 0,1%. Cette augmentation est principalement liée à la progression des prix observés au niveau des fonctions « **Communications** », « **Restaurants et hôtels** » et « **Biens et services divers** » respectivement pour 0,3%, 2,2% et 1,0%.

Sur les six premiers mois de 2018, les prix des produits importés ont baissé de 0,2% tandis que ceux des produits locaux ont progressé de 0,3% par rapport aux six premiers mois de 2017.

La prévision réalisée, sur la base de l'acquis à fin juin 2018, donne un taux d'inflation de 0,9% pour l'année 2018.

FINANCES PUBLIQUES

Au titre des finances publiques, les recettes et dons mobilisés au cours des six premiers mois de 2018 se chiffrent à 324,52 milliards de FCFA, en augmentation de 9,7% par rapport au premier semestre 2017. De même, les dépenses totales et prêts nets ordonnancés sur la période sont en hausse de 2,4% pour se fixer à 296,71 milliards de FCFA.

Recettes et dons

Au titre du premier semestre 2018, les recettes de l'Etat (hors dons) se chiffrent à 308,0 milliards de FCFA, en hausse de 9,0% par rapport à la même période de 2017. Ces réalisations représentent 43,7% des prévisions annuelles de la loi de finances rectificative 2018. Ce résultat s'explique par la bonne performance enregistrée dans la mobilisation des recettes fiscales et non fiscales.

Les recettes fiscales s'élèvent à 269,1 milliards de FCFA contre 255,4 milliards de FCFA à fin juin 2017, soit une progression de 5,4% impulsée par la hausse des "Impôts sur les revenus et les bénéfices" (+10,0%), des droits de douane (+9,9%) et des "Autres impôts" (+20,2). Par contre les "Taxes sur les biens et services" ont baissé de 0,3% pour se chiffrer à 134,1 milliards de FCFA à fin juin 2018.

Dépenses et prêts nets

Les dépenses totales et prêts nets ordonnancés au terme du premier semestre 2018, s'élèvent à 296,7 milliards de FCFA, en hausse de 2,4% par rapport à la même période de 2017. Ces dépenses représentent 32,1% des prévisions annuelles.

Les dépenses courantes ordonnancées du budget général s'élèvent à 250,4 milliards de FCFA contre 248,8 milliards de FCFA à fin juin 2017, soit une hausse de 0,7%. Cette évolution est imputable à la progression de 4,8% des "salaires et traitements" atténuée par la baisse de 1,0% des "transferts et subventions" et de 1,9% des "autres dépenses courantes". Les intérêts dus au titre de la dette publique se chiffrent à 24,1 milliards de FCFA contre 22,7 milliards de FCFA à fin juin 2017.

Sur les six premiers mois de 2018, les dépenses d'investissement ont atteint 46,7 milliards de FCFA, en progression de 13,9% par rapport aux six premiers mois de 2017 et représentent 14,6% des prévisions annuelles.

DETTE PUBLIQUE

L'encours de la dette publique totale est passé de 2.008,2 milliards de FCFA à fin décembre 2017 à 2.116,3 milliards de FCFA à fin juin 2018, en hausse de 5,4%.

Dette extérieure

Au terme du deuxième trimestre 2018, l'encours de la dette extérieure totale se chiffre à 570,9 milliards de FCFA et représente 27,0% du portefeuille de la dette totale. Il a progressé de 32,8 milliards de FCFA par rapport à fin décembre 2017, soit une augmentation de 6,1%. Cette variation est due à l'effet conjugué de la fluctuation des cours des principales devises de libellé des prêts, des paiements et des décaissements.

Dette intérieure

L'encours de la dette intérieure, à fin juin 2018, s'élève à 1.545,3 milliards de FCFA contre 1.470,1 milliards de FCFA à fin décembre 2017, soit une hausse de 5,1%. Cette variation est due d'une part à l'effet combiné des remboursements et des nouveaux tirages sur les prêts de la BOAD et d'autre part aux remboursements et émissions des emprunts obligataires et des bons du Trésor.

ESTIMATIONS DE LA BALANCE DES PAIEMENTS 2018

La balance des paiements du Togo enregistrerait en 2018, un solde excédentaire de 10,0 milliards de FCFA, en rapport avec un déficit courant de 212,9 milliards de FCFA, un

excédent du compte de capital de 168,1 milliards de FCFA et un passif net du compte financier de 54,8 milliards de FCFA. Les transactions courantes et en capital ressortiraient déficitaires de 44,8 milliards de FCFA en 2018, après un déficit de 56,1 milliards de FCFA un an plus tôt.

Le solde du compte financier serait de -54,8 milliards de FCFA en 2018, contre -19,4 milliards de FCFA en 2017, soit un endettement net de 35,4 milliards de FCFA, consécutive notamment à la diminution du solde excédentaire des flux des investissements directs étrangers au Togo, conjuguée à la baisse du passif net des investissements de portefeuille.

SECTEUR MONÉTAIRE

La situation monétaire à fin juin 2018 laisse apparaître une augmentation de 4,1% de la masse monétaire par rapport à fin décembre 2017 résultant de l'accroissement des créances nettes sur le Gouvernement (+31,2%) et des créances sur l'économie (+5,3%), atténué par le repli des actifs extérieurs nets (-29,3%). Les créances sur l'économie s'élèvent à 1.196,3 milliards de FCFA à fin juin 2018, en augmentation de 19,4 milliards de FCFA par rapport à leur niveau à fin décembre 2017.

1.2. Principales mesures engagées en 2018

A fin juin 2018, plusieurs réformes ont été mises œuvre. Parmi les principales mesures engagées, il convient de relever :

- mise en œuvre des mesures de réformes au titre du programme FEC conclu avec le FMI ;
- élaboration du budget programme de l'Etat 2019-2021, sa présentation en Conseil des Ministres et sa soumission à l'Assemblée Nationale pour débat sans vote ;
- poursuite des travaux informatiques (adaptation et réécriture) pour la mise en œuvre du budget de l'Etat en mode programme ;
- mise en place d'une structure dédiée à la gestion de la trésorerie de l'Etat par la création de la Trésorerie Générale de l'Etat (TGE) ;
- élaboration d'un document méthodologique portant sur le Registre Foncier Urbain (RFU) et sa présentation en Conseil des Ministres ;
- mise en place progressive du Compte Unique du Trésor (CUT) ;
- adoption du nouveau "code des impôts et procédures simplifiées" par le Conseil des Ministres ;
- élaboration d'une nouvelle stratégie de gestion de la dette à moyen terme axée sur la garantie de la soutenabilité de la dette et la minimisation du coût de service de la dette ;
- élaboration du manuel d'évaluation ex ante de sélection, d'hierarchisation et de programmation des investissements publics ;
- élaboration du manuel de suivi physique des projets d'investissement public ;

- adoption du projet de code foncier et domanial ;
- adoption du décret de réglementation des loyers des baux d'habitation et de fixation des prix des loyers à usage professionnel ;
- élaboration d'un schéma d'aménagement transfrontalier intégré local ;
- opérationnalisation des structures de la qualité et du Fonds National de Promotion de la Qualité (FNPQ) ;
- adoption de la loi relative à la promotion des énergies renouvelables ;
- élaboration et vulgarisation d'un guide pratique des risques et menaces des responsabilités des élus locaux ;
- élaboration de la politique nationale de la sécurité routière ;
- élaboration et adoption des textes d'application du code de la marine marchande.

METHODOLOGIE D'EVALUATION DE LA PERFORMANCE

La méthode de la valeur acquise est retenue pour évaluer la performance des responsables de programme dans le cadre de la mise en œuvre des réformes relatives au budget programme au Togo. En prélude à la mise en œuvre des budgets programmes, cette méthode est expérimentée dans l'évaluation de la performance de mise en œuvre des mesures de réformes de l'exercice 2017 dans le cadre des budgets moyens et pas de budgets programmes. Les résultats devront être analysés avec prudence, car c'est une méthodologie adaptée aux budgets programmes et cette démarche permet aux responsables des services de s'exercer.

Pour les besoins de l'élaboration des rapports de performance de mise en œuvre desdites réformes, l'analyse des résultats de chaque ministère se fera désormais par la méthode de la valeur acquise à travers des indicateurs de performance. La valeur acquise est un système de gestion qui combine l'échéance de réalisation des résultats et les coûts y afférents. Elle sert à répondre aux questions suivantes :

- i. combien l'activité (action, projet, programme) devrait-elle coûter à la fin ?
- ii. quels résultats avons-nous obtenus avec les ressources utilisées ?
- iii. est-ce qu'on a dépassé le coût ou le budget planifié ?
- iv. est-ce qu'on est en avance ou en retard par rapport aux délais prévus pour la réalisation de l'activité ?
- v. comment utilise-t-on les ressources prévues pour l'activité (action, projet, programme)?
- vi. quand l'activité (action, projet, programme) devrait-elle se terminer ?

Les indices ci-après servent de base pour l'évaluation :

- Indice de performance de l'échéancier ou des délais (IPE) : c'est le rapport entre la valeur acquise et la valeur planifiée. Il sert à mesurer l'efficacité en comparant l'écart entre le résultat planifié et le résultat obtenu ;
- Indice de performance des coûts (IPC) : c'est le rapport entre la valeur acquise et le coût réel. Il sert à mesurer l'efficience en comparant le résultat obtenu et le coût exécuté ;
- Estimation de la durée à l'achèvement de l'activité (EDA) : c'est le rapport entre la durée totale planifiée et l'IPE. Il permet de projeter la durée nécessaire pour achever l'activité ;
- Estimation du coût à l'achèvement de l'activité (ECA) : c'est le rapport entre le coût total planifié et l'IPC. Il permet de projeter le coût nécessaire pour achever l'activité.

INTERPRETATION DE LA PERFORMANCE

Si l'IPE et l'IPC sont de 1 (100%), alors la mise en œuvre de l'activité est performante. Cela signifie que l'activité a été exécutée dans les délais et aux coûts planifiés.

Si l'IPE et l'IPC sont compris entre 0,85 et 1,15 (100% +/- 15%), alors la mise en œuvre de l'activité est considérée avoir atteint une performance avec une marge d'erreur acceptable, car cela a pris plus ou moins de temps et a coûté plus ou moins chère.

Si l'IPE et l'IPC sont supérieurs à 1,15%, alors la mise en œuvre de l'activité est non performante.

Si l'IPE et l'IPC sont inférieurs à 0,85, alors la mise en œuvre de l'activité est non performante.

Si l'IPE est inférieur à 0,85 et IPC supérieur à 0,85, alors la mise en œuvre de l'activité est considérée comme inefficace mais efficiente¹.

Si l'IPE est supérieur à 0,85 et IPC inférieur à 0,85, alors la mise en œuvre de l'activité est considérée comme efficace² mais inefficente.

Si l'IPE est supérieur à 1,15 et l'IPC est inférieur à 1,15 mais supérieur à 0,85, alors la mise en œuvre de l'activité est considérée comme inefficace mais efficiente.

Si l'IPE est supérieur à 0,85 mais inférieur à 1,15 et l'IPC est supérieur à 1,15, alors la mise en œuvre de l'activité est considérée comme efficace mais inefficente.

Les activités dont la mise en œuvre ne nécessite pas de coût ou dont le coût n'est pas planifié sont évaluées par le taux d'exécution physique.

¹ IPC supérieur à 1,15, il faut faire une analyse fine pour s'assurer que les coûts de l'activité ont été surévalués ou les coûts couvrent plusieurs années.

² IPE supérieur à 1,15, il faut faire une analyse fine pour s'assurer que les délais de réalisation de l'activité ont été surévalués ou l'activité couvre plusieurs années.

1.3. Difficultés rencontrées

Au vu des résultats de l'évaluation de la performance des réformes, il convient de souligner que la mise en œuvre des réformes connaît des difficultés liées aux faiblesses de la planification des réformes et de l'estimation de leurs coûts ainsi que le mécanisme de suivi-évaluation qui ne permet pas la collecte à bonne date des informations de mise en œuvre des réformes.

II. Evaluation de la performance du PA-RGFP et dans les différents départements ministériels

A- Evaluation de la performance du PA-RGFP

L'évaluation de la mise en œuvre du PA-RGFP à fin juin 2018 a été faite sur la base des plans de travail et budget annuel (PTBA 2018). Ces PTBA ont été proposés en avril 2018 par les correspondants thématiques chargés du suivi des réformes des finances publiques et validés lors des travaux d'actualisation du PA-RGFP pour la période 2018-2020. Elle porte sur :

1. Mobilisation des ressources financières

Les réformes sur la mobilisation des ressources visent à assurer le financement des politiques publiques grâce à une mobilisation efficace des ressources financières intérieures et extérieures permettant de faire face aux dépenses publiques dans le respect de l'équilibre budgétaire.

1.1. Mobilisation des ressources intérieures

Réforme de l'Office Togolais des Recettes

1.1.1. Etat de mise en œuvre des réformes

1.1.1.1. Evaluation de la performance par la méthode de la valeur acquise

Activités	Nom et titre de la personne responsable de l'activité	Indicateur de l'activité	COLLECTE DES DONNEES NECESSAIRES POUR L'EVALUATION					EVALUATION PAR LA VALEUR ACQUISE				
			Cible planifiée	Cible atteinte	Valeur planifiée (VP)	Coût réel (CR)	Durée totale planifiée (DTP)	VA	IPE	IPC	EDA	ECA
			2018	(valeur de l'indicateur atteinte à fin juin 2018)	(dotations)	(montant exécuté)	(mois)	VP* Cible atteinte/Cible planifiée	VA/VP	VA/CR	DTP/IPE	CTP(VP)/IPC
Planification des contrôles sur la base de la cartographie des risques	OTR	La programmation des contrôles est faite sur la base de l'analyse risque	1	1	0	0	12	0	-	-	-	-
Réalisation des audits et contrôles de manière plus efficace	OTR	Taux d'amélioration des recettes recouvrées après contrôle	1	0,2	0	0	12	0	-	-	-	-
Préparation du rapport annuel sur les exonérations et les dépenses fiscales	OTR	Rapport disponible	1	1	0	0	12	0	-	-	-	-
Mise en place du e-service pour les contribuables	OTR	e-service opérationnel pour les contribuables	1	1	0	0	12	0	-	-	-	-
Modernisation du cadastre et de la conservation foncière	OTR	Cadastre et Conservation foncière sont modernisés	1	0,42	0	0	12	0	-	-	-	-
Simplification du système fiscal	OTR	Nouveau code général des impôts simplifié et révisé disponible	1	0,95	0	0	12	0	-	-	-	-

Mise en place une procédure transparente et rapide de remboursement de la TVA	OTR	Système de remboursement de la TVA amélioré	1	0,80	0	0	12	0	-	-	-	-
TOTAL			7	5,37	0	0	12	0	-	-	-	-

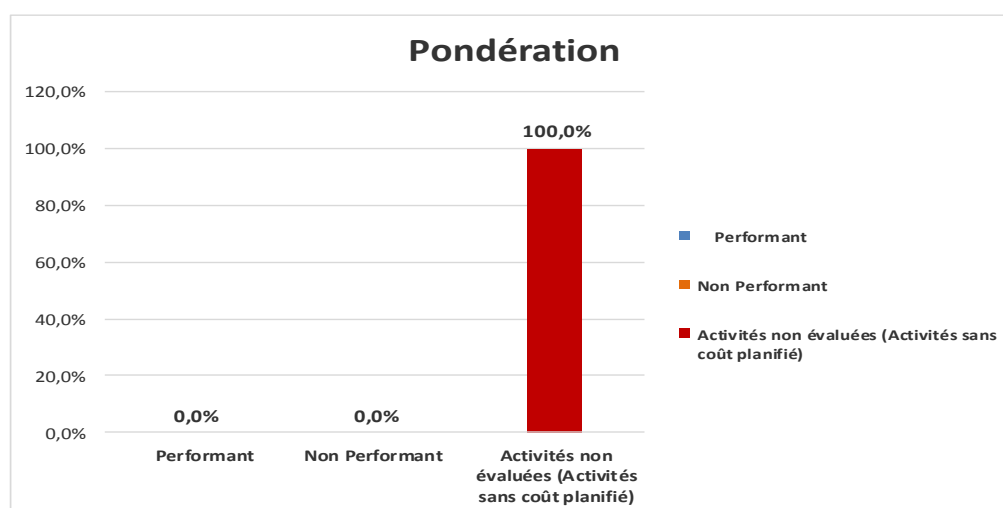
a- Interprétation globale des résultats de l'évaluation

NB : Toutes les activités planifiées sont en cours et valeurs planifiées et les coûts réels ne sont pas disponibles, donc l'interprétation par la méthode de la valeur acquise n'est pas possible.

Néanmoins, le taux moyen d'exécution physique de la mise en œuvre des activités inscrites à fin juin 2018 est de 76,71%. En conclusion, l'OTR à cette allure achèvera la mise en œuvre de ses activités avant la fin de l'année.

Tableau et graphique de l'évaluation de la performance

Activité	Performant	Non Performant	Activités non évaluées (Activités sans coût planifié)
Pondération	0,0%	0,0%	100,0%



b- Interprétation par activité des résultats de l'évaluation

Par rapport à chaque activité, l'interprétation se présente comme suit :

- **Planification des contrôles sur la base de la cartographie des risques :** le taux d'exécution physique de l'activité est de 100%.
- **Préparation d'un rapport annuel sur les exonérations et les dépenses fiscales :** le taux d'exécution physique de l'activité est donc de 100%.
- **Mise en place pour les contribuables du e-service :** le taux d'exécution de l'activité est de 100%.
- **Réalisation des audits et contrôles de manière plus efficace :** le taux d'exécution physique de l'activité est de 20%.
- **Modernisation du cadastre et la conservation foncière :** le taux d'exécution de l'activité est de 42%.

- **Simplification du système fiscal togolais** : le taux d'exécution physique est estimé à 95%.
- **Mise en place une procédure transparente et rapide de remboursement de la TVA** : le taux d'exécution physique de l'activité est de 80%.

1.1.1.2. Etat d'exécution des activités programmées

Les activités de réformes programmées à fin juin 2018 sont au nombre de sept (7). L'état d'exécution se présente comme suit :

a- Activités réalisées à fin juin 2018

Les activités réalisées sont au nombre de trois (3). Il s'agit de :

- **Planification des contrôles sur la base de la cartographie des risques**

Indicateur de l'activité : La programmation des contrôles est faite sur la base de l'analyse risque

Les contrôles sont programmés sur la base de l'analyse risque. Une grille d'analyse comportant plusieurs critères avec des cotations bien définies est donc utilisée. Par ailleurs, les données de sydonia world sont exploitées à des fins de recoupement. De plus, un logiciel de recoupement des données est en cours de développement et est en phase de test.

- **Préparation d'un rapport annuel sur les exonérations et les dépenses fiscales**

Indicateur de l'activité : Rapport disponible

Un rapport annuel sur les exonérations et les dépenses fiscales est préparé permanemment.

- **Mise en place pour les contribuables du e-service**

Indicateur de l'activité : e-service opérationnel pour les contribuables

La télédéclaration est étendue à plus de 500 petites et moyennes entreprises (PME) et ces dernières ont suivi des séances de formation du 19 au 23 mars et du 4 au 10 avril 2018. De plus, le paiement mobile est effectif avec le lancement le 29 novembre 2017 du paiement via mobile (Tmoney) de l'Impôt sur le Revenu des Transporteurs Routiers (IRTR) et la formation des agents des impôts chargés du recouvrement de l'IRTR sur toute l'étendue du territoire togolaise (70 agents formés) en décembre 2017.

b- Activités partiellement réalisées à fin juin 2018

Les activités partiellement réalisées sont au nombre de quatre (4). Il s'agit de :

- **Réalisation des audits et contrôles de manière plus efficace**

Indicateur de l'activité : Taux d'amélioration des recettes recouvrées après contrôle

Certains contrôles conjoints impôts-douanes sont réalisés et un projet d'arrêté est élaboré.

- **Modernisation du cadastre et la conservation foncière**

Indicateur de l'activité : Cadastre et Conservation foncière sont modernisés

Plusieurs tâches ont été entamées depuis le rattachement de ces deux divisions à l'OTR. Les termes de références et les manuels de procédures sont transmis à la Direction informatique pour l'informatisation. La quasi-totalité des titres existant ont été numérisées.

- **Simplification du système fiscal togolais**

Indicateur de l'activité : Nouveau code général des impôts simplifié et révisé disponible

L'indicateur de cette activité est que le nouveau code général des impôts simplifié et révisé disponible. Le nouveau code général des impôts simplifié adopté en Conseil des ministres le 1er février 2018 est à l'Assemblée nationale pour son vote.

- **Mise en place d'une procédure transparente et rapide de remboursement de la TVA**

Indicateur de l'activité : Système de remboursement de la TVA amélioré

L'indicateur de cette activité est que le système de remboursement de la TVA soit amélioré. A cet effet, l'instruction N°174 du 28 décembre 2017 relative au traitement des demandes de remboursement de TVA conformément aux dispositions du CGI et ceci sur la base des certificats de détaxe a été prise. Aussi peut-on préciser que le projet de code envoyé à l'Assemblée nationale après son adoption en Conseil des ministres a prévu un compte d'affectation.

1.2. Mobilisation des ressources extérieures

Réforme de la Direction générale de la mobilisation de l'aide et du partenariat (DGMAP/MPD)

1.2.1. Etat de mise en œuvre des réformes

L'évaluation de la performance par la méthode de la valeur acquise et l'état d'exécution des activités programmées par la direction générale de la mobilisation de l'aide et du partenariat se présentent comme suit :

1.2.1.1. Evaluation de la performance par la méthode de la valeur acquise

Activités	Nom et titre du responsable de l'activité	Indicateur de l'activité	COLLECTE DES DONNEES NECESSAIRES POUR L'EVALUATION					EVALUATION PAR LA VALEUR ACQUISE				
			Cible planifiée	Cible atteinte	Valeur planifiée (VP)	Coût réel (CR)	Durée totale planifiée (DTP)	VA	IPE	IPC	EDA	ECA
			(en 2018)	(valeur de l'indicateur atteinte à fin juin 2018)	(dotation)	montant exécuté	(mois)	$VA=VP \times \frac{\text{cible atteinte}}{\text{cible planifiée}}$	$IPE= \frac{VA}{VP}$	$IPC= \frac{VA}{CR}$	$EDA=DTP/ IPE$	$ECA=VP/ IPC$
Appui et accompagnement aux ministères sur les outils de la chaîne PPBSE et sur la planification basée sur les ODD	M.BAMBAH, Directeur Général de la DGPD	Nombres de ministères accompagnés dans la mise en place des outils de la chaîne PPBSE	5	0	5 000 000	0	12	0	0	-	-	-
Réalisation de la Vision du Togo à l'horizon 2030	M.BAMBAH, Directeur Général de la DGPD	Document de vision du Togo à l'horizon 2030	1	0,25	40 000 000	15 500 000	12	10 000 000	0,25	0,65	48	62 000 000
Elaboration et actualisation du PIP triennal glissant sur la base de l'analyse avantage-coût	M.MEATCHI, Directeur de la DPPD	PIP 2017-2019 actualisé et PIP 2018-2020 élaboré	1	0,50	10 000 000	5 000 000	12	5 000 000	0,50	1	24	10 000 000
Suivi physique des projets et des programmes de développement	M.MEATCHI, Directeur de la DPPD	Nombre de projets de développement suivi sur le terrain	25	0	10 000 000	0	12	0	0	-	-	-
Evaluation des projets et des programmes de développement (Phase de mise en place des outils de suivi-évaluation)	Mme AKPABI, Directrice générale Adjoint	Niveau de mise en place des outils de suivi-évaluation	1	0,50	35 378 956	0	12	17 689 478	0,50	-	24	-
Animation des organes du DIPD (Comités sectoriels, CED, CNPPD et RAP)	Monsieur KAMAGA, Secrétaire technique de la SCAPE	Rapports (Comités sectoriels, CED, CNPPD et RAP)	1	0,33	20 000 000	9 179 500	12	6 666 667	0,33	0,73	36	27 538 500
TOTAL			34	1,58	120 378 956	29 679 500	12	5 605 883	0,05	1,19	257,7	637 328 211

a- Interprétation globale des résultats de l'évaluation

Selon le PTBA de l'année 2018, la DGMAP a planifié 120 378 956 F CFA pour atteindre des résultats mesurés à travers 6 indicateurs.

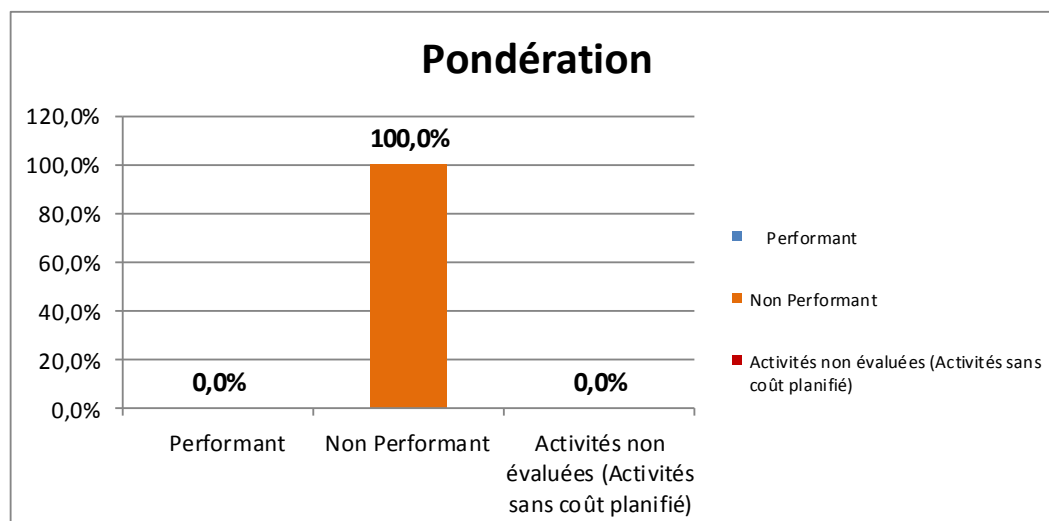
La valeur acquise, c'est à dire la valeur réelle des résultats atteints est de 5 605 883 F CFA pour le premier semestre 2018. Pour la même période, l'indice de performance de l'échéancier (IPE) ou des délais est de 0,05 et l'indice de performance des coûts (IPC) est de 1,19. L'estimation de la durée nécessaire pour achever la mise en œuvre des activités engagées est de 257 mois 21 jours. Enfin, l'estimation du coût pour achever la mise en œuvre des activités engagées est de 637 328 211 F CFA.

Au regard des différents résultats obtenus dans le tableau ci-dessus, il faudra 217 mois et 9 jours de plus la DGMAP pour terminer les activités de réformes programmées pour l'année 2018. L'écart entre la valeur planifiée (VP) et l'estimation du coût pour achever la mise en œuvre des activités engagées (ECA) est de 516 949 255 F CFA. Ce qui indique une sous-estimation de la prévision du coût et une sous-estimation de la durée d'exécution des activités de réformes pour l'année 2018.

En conclusion, la DGMAP est en retard dans la mise en œuvre de ses réformes au cours du premier semestre de l'année 2018

Tableau et graphique de l'évaluation de la performance

Activité	Performant	Non Performant	Activités non évaluées (Activités sans coût planifié)
Pondération	0,0%	100,0%	0,0%



b- Interprétation par activité des résultats de l'évaluation

Par rapport à chaque activité, l'évaluation se présente comme suit :

- **Appui et accompagnement aux ministères sur les outils de la chaîne PPBSE et sur la planification basée sur les ODD :** la mise en œuvre de l'activité n'a pas été efficace car l'IPE est nul. L'IPC n'a pas été calculé car aucune dépense n'a été exécutée. Le responsable doit prendre des mesures pour finir l'activité dans les délais.
- **Réalisation de la Vision du Togo à l'horizon 2030 :** la mise en œuvre de l'activité n'a pas été efficace ni efficiente car l'IPE et l'IPC sont respectivement de 0,25 et 0,65. Le responsable doit prendre des mesures pour finir l'activité dans les délais.
- **Elaboration et actualisation du PIP triennal glissant sur la base de l'analyse avantage-coût :** la mise en œuvre de l'activité n'a pas été efficace mais efficiente car l'IPE et l'IPC sont respectivement de 0,5 et 1. Le responsable doit prendre des mesures pour finir l'activité dans les délais.
- **Suivi physique des projets et des programmes de développement :** la mise en œuvre de l'activité n'a pas été efficace car l'IPE est nul. L'IPC n'a pas été calculé car aucune dépense n'a été exécutée. Le responsable doit prendre des mesures pour finir l'activité dans les délais.
- **Evaluation des projets et des programmes de développement (Maintenance évolutive du logiciel de suivi-évaluation "SESAME" dans la perspective du système informatisé intégré de suivi-évaluation) :** la mise en œuvre de l'activité n'a pas été efficace car l'IPE est de 0,5. L'IPC n'a pas été calculé car aucune dépense n'a été engagée. Le responsable doit prendre des mesures pour finir l'activité dans les délais.
- **Animation des organes du DIPD (Comités sectoriels, CED, CNPPD et RAP) :** la mise en œuvre de l'activité n'a pas été efficace ni efficiente car l'IPE et l'IPC sont respectivement de 0,33 et 0,73. Le responsable doit prendre des mesures pour finir l'activité dans les délais.

1.2.1.2. Etat d'exécution des activités programmées

Les activités de réformes programmées à fin juin 2018 sont au nombre de six (6). L'état de mise en œuvre se présente comme suit :

a- Activités partiellement réalisées à fin juin 2018

Les activités partiellement réalisées sont au nombre de quatre (4). Il s'agit de :

- **Elaboration et actualisation du PIP triennal glissant sur la base de l'analyse avantage-coût**

Indicateur de l'activité : PIP 2017-2019 actualisé et PIP 2018-2020 élaboré sur la base de l'analyse coût-avantage.

Le lancement de l'élaboration du PIP et la formation des acteurs impliqués sur le remplissage de la fiche PIP s'est fait le 5 février 2018. De février à fin mars, il a été organisé, les collectes des fiches de projets. La première version du PIP a été validée par le Comité PIP le 6 avril 2018. Le PIP non cadré a été élaboré et validé par le Comité PIP. Ce PIP a servi aux travaux d'élaboration du DPBEP. La finalisation du manuel de sélection et de hiérarchisation des projets d'investissement intégrant l'analyse coût-avantage est en cours de finalisation avec l'appui des experts d'AFRITAC de l'ouest.

- **Evaluation des projets et des programmes de développement**

Indicateur de l'activité : Nombre d'études d'impact réalisées dans différents secteurs

Plusieurs tâches sont prévues à savoir : (i) Maintenance évolutive du logiciel de Suivi-Evaluation "SESAME" dans la perspective du système informatisé intégré de suivi-évaluation ; (ii) Redéploiement et formation du personnel des ministères en programmation et suivi-évaluation ; (iii) Formation des points focaux des ministères et institutions sur le logiciel "SESAME" ; (iv) Evaluation des projets et programmes d'investissements publics.

Concernant la Maintenance évolutive du logiciel de Suivi-Evaluation "SESAME", la signature du contrat avec la DNCMP et le Ministre des Finances pour ce qui concerne le recrutement du consultant a été réalisée. Le consultant est arrivé en mai 2018 et a mis en place la première version du logiciel SESAME et a élaboré un rapport des spécifications fonctionnelles. Ce rapport est actuellement en cours d'amendement et le logiciel subit des tests. Les observations seront faites au consultant pour finalisation.

- **Animation des organes du DIPD (Comités sectoriels, CED, CNPPD et RAP)**

Indicateur de l'activité : Les différents rapports des organes du DIPD sont disponibles

Une retraite a été organisée du 23 au 28 juillet 2018 pour l'élaboration du rapport bilan 2017 de mise en œuvre de la SCAPE. Ce rapport fera objet d'examen par le Comité Etat-donateurs avant la tenue de la session du Conseil national de pilotage des politiques de développement (CNPPD).

- **Réalisation de la Vision du Togo à l'horizon 2030**

Indicateur de l'activité : Document de la Vision Togo 2030 adopté

Dans le cadre de la poursuite des activités de la vision 2030, l'identification et la formulation des cibles sectorielles 2018-2030 a été réalisée ainsi que la relecture et synthèse de la version avancée du document. Il reste à élaborer une stratégie de communication, valider techniquement le document au niveau central et dans les régions puis finaliser le document en tenant compte des thématiques émergentes.

b- Activités non réalisées à fin juin 2018

Les activités non réalisées sont au nombre de deux (2). Il s'agit de :

- **Appui et accompagnement aux ministères sur les outils de la chaîne PPBSE et sur la planification basée sur les ODD**

Indicateur de l'activité : Nombre de ministères accompagnés dans la mise en place des outils de la chaîne PPBESE ; Nombre de cadres formés sur la planification basée sur les ODD.

L'activité n'a pas encore démarré.

- **Suivi physique des projets et des programmes de développement**

Indicateur de l'activité : Nombre de projets de développement suivi sur le terrain.

L'activité n'a pas encore démarré.

2. Prévision, programmation et exécution budgétaires

Les réformes relatives à cette partie visent à disposer d'un cadre budgétaire crédible et fiable, et à mettre en place un circuit performant de l'exécution de la dépense.

Réformes de la Direction Générale des Etudes et Analyses Economiques

2.1.1 Etat de mise en œuvre des réformes

L'évaluation de la performance par la méthode de la valeur acquise et l'état d'exécution des activités programmées par la direction de l'économie se présentent comme suit :

2.1.1.1. Evaluation de la performance par la méthode de la valeur acquise

Activités	Nom et titre de la personne responsable de l'activité	Indicateur de l'activité	COLLECTE DES DONNEES NECESSAIRES POUR L'EVALUATION					EVALUATION PAR LA VALEUR ACQUISE				
			Cible planifiée	Cible atteinte	Valeur planifiée (VP)	Coût réel (CR)	Durée totale planifiée (DTP)	VA	IPE	IPC	EDA	ECA
			2018	Valeur de l'indicateur réalisée en juin 2018	(dotations)	(montant exécuté)	(mois)	VP* Cible atteinte/Cible planifiée	VA/VP	VA/CR	DTP/IPE	CTP(VP)/IPC
Elaboration du Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE) selon la directive de l'UEMOA	Mme JOHNSON	TOFE selon la directive n°10 de l'UEMOA est disponible	4	3	31 051 636	29 828 011	6	23 288 727	0,75	0,78	8,00	39 770 681
Production des données économiques et financières fiables dans les délais	Mme JOHNSON	Production des données dans le délai réglementaire	8	7	0	0	6	-	-	-	-	-
TOTAL			12	10	31 051 636	29 828 011	6	25 876 363	0,83	0,87	7,20	35 793 613

a- Interprétation globale des résultats de l'évaluation

Selon le PTBA, la DGEAE a planifié 86 196 261 FCFA pour atteindre des résultats mesurés à travers cinq (05) indicateurs prévus pour l'année 2017. Au premier semestre, sur deux (02) indicateurs programmés.

La valeur acquise de cet indicateur, c'est-à-dire la valeur réelle des résultats atteints est 25 876 363 FCFA. L'indice de performance sur l'échéancier (IPE) est de 0,83 et l'indice de performance sur les coûts (IPC) est de 0,87. L'estimation de la durée nécessaire pour achever les activités programmées (EDA) est de 7 mois et 6 jours. Enfin, l'estimation du coût pour achever la mise en œuvre des activités engagées est de 35 793 613 FCFA.

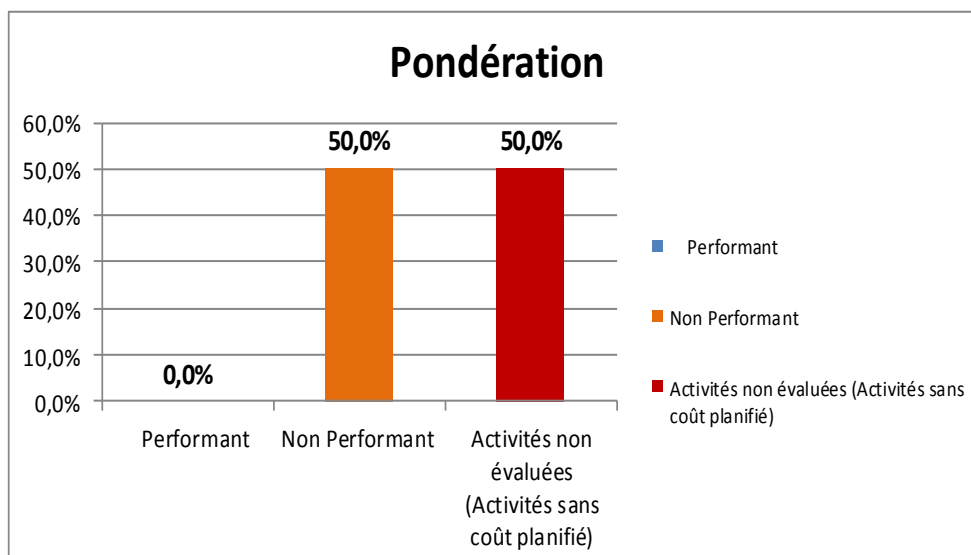
Au regard des résultats obtenus dans le tableau ci-dessus, il faudra encore 1 mois 6 jours de plus à la DGEAE pour terminer les activités de réformes débutées au premier semestre 2018.

L'évaluation montre également qu'il faudra 4 741 977 FCFA de plus à la valeur planifiée pour achever l'exécution des activités débutés au premier semestre.

En conclusion, si aucune disposition n'est prise, la DGEAE ne pourra pas achever la mise en œuvre de ses activités avant la fin de l'année. En outre, la mise en œuvre nécessitera plus de ressource que prévues. Le taux moyen d'exécution physique est de 83,33%.

Tableau et graphique de l'évaluation de la performance

Activité	Performant	Non Performant	Activités non évaluées (Activités sans coût planifié)
Pondération	0,00%	50,0%	50,0%



b- Interprétation par activité des résultats de l'évaluation

Par rapport à chaque activité, l'évaluation se présente comme suit :

- **Elaboration du Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE) selon la directive de l'UEMOA :** la mise en œuvre de l'activité n'a pas été efficace et

efficace car l'IPE et l'IPC sont respectivement de 0,75 et de 0,78. Le responsable doit prendre des mesures pour réaliser l'activité dans les délais.

- **Production des données économiques et financières fiables dans les délais :** le taux d'exécution physique de l'activité est de 87,5%.

2.1.1.2. Etat d'exécution des activités programmées

Les activités de réforme programmées à fin juin 2018 sont au nombre de deux (2). L'état d'exécution se présente comme suit :

a- Activités partiellement réalisées à fin juin 2018

Les activités réalisées sont au nombre de deux (2). Il s'agit de :

- **Elaboration du Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE) selon la directive de l'UEMOA**

Indicateur de l'activité : TOFE selon le CAM de la directive n°10 de l'UEMOA est disponible

Cette activité s'inscrit dans le cadre de l'application des directives de l'UEMOA. La direction de l'économie a réussi à programmer le TOFE selon le cadre d'analyse minimum de la directive de l'UEMOA.

Le cadre d'analyse minimum de la directive comporte quatre (04) tableaux à savoir TOFE UEMOA, la situation des flux de trésorerie, la situation des actifs financiers et des passifs et la situation de la dette. A fin juin 2018, sur les quatre (04) tableaux, seule la situation des actifs financiers et des passifs (tableau 3) n'est pas encore produite mais des efforts sont en cours pour la production de ce tableau.

- **Production des données économiques et financières fiables dans les délais**

Indicateur de l'activité : Production des données dans le délai réglementaire

Il s'agit de produire la note de conjoncture et le tableau de bord de l'économie dans les délais réglementaires. Au cours du 1er semestre 2018, la note de conjoncture du 1er trimestre 2018 et le tableau de bord de mars 2018 sont disponibles. Leur périodicité étant deux (02) mois après la période de production, le tableau de bord de l'économie d'avril qui devait être disponible à fin juin 2018, a été produit avec un retard et n'est disponible qu'en juillet 2018.

Réforme de la Direction Générale du Budget et des Finances

Réforme de la Direction du Budget

2.1.2. Etat de mise en œuvre des réformes

L'évaluation de la performance par la méthode de la valeur acquise et l'état d'exécution des activités programmées par la direction du budget se présentent comme suit :

2.1.2.1. Evaluation de la performance par la méthode de la valeur acquise

Activités	Nom et titre de la personne responsable de l'activité	Indicateur de l'activité	COLLECTE DES DONNEES NECESSAIRES POUR L'EVALUATION					EVALUATION PAR LA VALEUR ACQUISE				
			Cible planifiée	Cible atteinte	Valeur planifiée (VP)	Coût réel (CR)	Durée totale planifiée (DTP)	VA	IPE	IPC	EDA	ECA
			2018	Valeur de l'indicateur réalisée à fin juin 2018	(dotations)	(montant exécuté)	(mois)	VP* Cible atteinte/Cible planifiée	VA/VP	VA/CR	DTP/IPE	CTP(VP)/IPC
Amélioration des prévisions économiques à moyen terme et du rapport économique, financier et social	Amawuda Wolanyo, Directeur Général du Budget et des Finances	Prévision à moyen terme disponible dans le rapport économique, financier et social	1	1	6 644 750	6 644 750	1	6 644 750	1	1	1	6 644 750
Préparation d'un ensemble de scénarios budgétaires prévisionnels fondés sur les différentes hypothèses macroéconomiques y compris les hypothèses alternatives permettant une analyse de sensibilité	Amawuda Wolanyo, Directeur Général du Budget et des Finances	Scénarios budgétaires prévisionnels disponible	1	1	2 847 750	2 468 050	3	2 847 750	1	1,15	3	2 468 050
Tenue du débat d'orientation budgétaire (DOB) : Examen du DPBEP en Conseil des ministres Examen par l'AN des politiques budgétaires, des prévisions budgétaires à moyen terme, des priorités à moyen terme des dépenses et des recettes	Amawuda Wolanyo, Directeur Général du Budget et des Finances	Recommandations de l'AN sur le DPBEP Date d'adoption en conseil des ministres	1	0	0	0	1	0	-	-	-	-

Maitrise de l'écart entre les prévisions et les réalisations au plus 10% : les dépenses exécutées représentent entre 90 et 110% des dépenses totales inscrites au budget initial	Amawuda Wolanyo, Directeur Général du Budget et des finances	Réalisations à + ou - 10% des prévisions	1	0,87	949 250	949 250	1	825 850	0,87	0,87	1,15	1 091 092
Maitrise de l'écart à 5% au plus entre les prévisions et les réalisations dans la composition des dépenses selon la classification économique	Amawuda Wolanyo, Directeur Général du Budget et des finances	Réalisations à + ou - 5% des prévisions	1	0,87	949 250	949 250	1	825 850	0,87	0,87	1,15	1 091 092
Mise à disposition du public des informations budgétaires	Amawuda Wolanyo, Directeur Général du Budget et des finances	Nombre d'éléments publiés	8	0,6	4 746 250	4 746 250	6	2 847 750	0,75	0,60	10	6 328 333
Respect des règles régissant les ajustements budgétaires en cours d'exercice par le gouvernement	Amawuda Wolanyo, Directeur Général du Budget et des finances	Nombre de dispositions respectées dans les ajustements	1	1	949 250	949 250	1	949 250	1	1,0	1,0	949 250
Amélioration de la régulation budgétaire	Amawuda Wolanyo, Directeur Général du Budget et des finances	Ouvertures respectant la disponibilité de trésorerie	1	0,50	1 898 500	1 898 500	2	949 250	0,5	0,5	4	3 797 000
Elaboration d'un rapport trimestriel détaillé d'exécution des dépenses par nature, par ministère, en fonction des engagements et des paiements ainsi que leur comparaison avec les prévisions du budget initial	Amawuda Wolanyo, Directeur Général du Budget et des finances	Nombre de rapports trimestriels détaillés	2	2	4 746 250	4 746 250	8	4 746 250	0,5	1,0	8,0	9 492 500
TOTAL			10	7,84	23 731 250	23 351 550	11	18 605 300	0,78	0,80	14,03	33 510 532

a- Interprétation globale des résultats de l'évaluation

Selon le PTBA, la Direction du Budget a planifié 23 731 250 FCFA pour atteindre des résultats mesurés à travers 9 indicateurs prévus pour l'année 2018.

La valeur acquise de ces 09 indicateurs, c'est-à-dire la valeur réelle des résultats atteints est 18 605 300 FCFA. L'indice de performance sur l'échéancier (IPE) est de 0,78 et l'indice de performance sur les coûts (IPC) est de 0,80. L'estimation de la durée nécessaire pour achever les activités programmées (EDA) est de 14 mois 9 jours. Enfin, l'estimation du coût pour achever la mise en œuvre des activités engagées est de 29 785 140 FCFA.

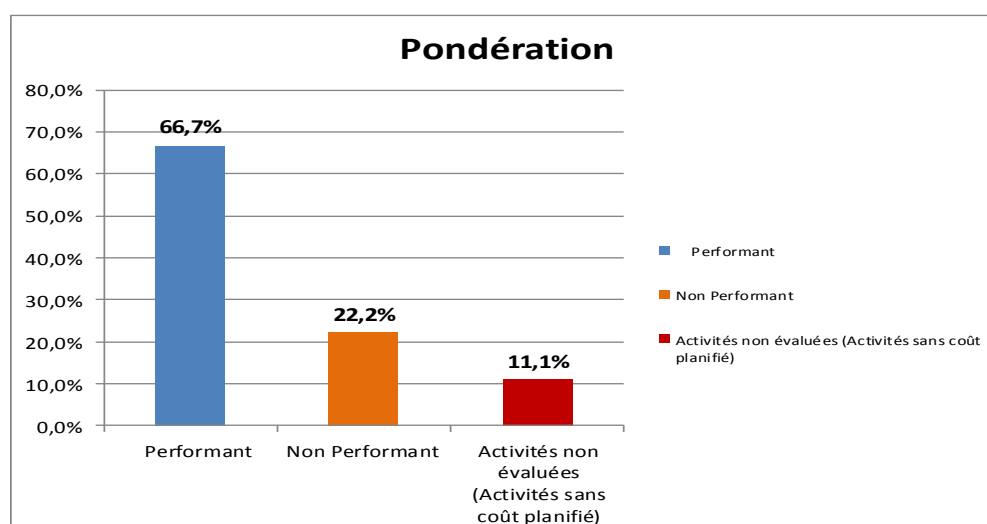
Au regard des résultats obtenus dans le tableau ci-dessus, il faudra 3 mois et 9 jours de plus à la Direction Générale du Budget et des Finances pour terminer les activités de réformes débutées au premier semestre 2018.

L'écart entre la valeur planifiée (VP) et l'estimation du coût pour achever la mise en œuvre des activités engagées (ECA) est de 6 053 890 FCFA. Ce qui indique une sous-estimation de la prévision du coût des activités de réformes.

En conclusion, si aucune disposition n'est prise, la Direction du Budget ne pourra pas achever la mise en œuvre de ses activités avant la fin de l'année.

Tableau et graphique de l'évaluation de la performance

Activité	Performant	Non Performant	Activités non évaluées (Activités sans coût planifié)
Pondération	66,7%	22,2%	11,1%



b- Interprétation par activité des résultats de l'évaluation

Par rapport à chaque activité, l'évaluation se présente comme suit :

- **Amélioration des prévisions économiques à moyen terme et du rapport économique, financier et social** : la mise en œuvre de cette activité a été efficace et efficiente car l'IPE et l'IPC sont de 1. Le responsable de l'activité a été performant.
- **Préparation d'un ensemble de scénarios budgétaires prévisionnels fondés sur les différentes hypothèses macroéconomiques y compris les hypothèses alternatives permettant une analyse de sensibilité** : la mise en œuvre de cette activité a été efficace et efficiente car l'IPE et l'IPC sont respectivement de 1 et 1,15. Le responsable de l'activité a été performant.
- **Tenue du débat d'orientation budgétaire (DOB) : Examen du DPBEP en Conseil des ministres Examen par l'AN des politiques budgétaires, des prévisions budgétaires à moyen terme, des priorités à moyen terme des dépenses et des recettes** : le taux d'exécution physique de cette activité est de 0%.
- **Maitrise de l'écart entre les prévisions et les réalisations au plus 10% : les dépenses exécutées représentent entre 90 et 110% des dépenses totales inscrites au budget initial** : la mise en œuvre de cette activité a été efficace et efficiente car l'IPE et l'IPC sont de 0,87. Le responsable de l'activité a été performant.
- **Maitrise de l'écart à 5% au plus entre les prévisions et les réalisations dans la composition des dépenses selon la classification économique** : la mise en œuvre de cette activité a été efficace et efficiente car l'IPE et l'IPC sont de 0,87. Le responsable de l'activité a été performant.
- **Mise à disposition du public des informations budgétaires** : la mise en œuvre de cette activité n'a été ni efficace ni efficiente car l'IPE et l'IPC sont de 0,60. Le responsable doit prendre des mesures pour réaliser l'activité dans les délais.
- **Respect des règles régissant les ajustements budgétaires en cours d'exercice par le gouvernement** : la mise en œuvre de cette activité a été efficace et efficiente car l'IPE et l'IPC sont de 1. Le responsable de l'activité a été performant.
- **Amélioration de la régulation budgétaire** : la mise en œuvre de cette activité n'a été ni efficace ni efficiente car l'IPE et l'IPC sont de 0,50. Le responsable doit prendre des mesures pour réaliser l'activité dans les délais.
- **Elaboration d'un rapport trimestriel détaillé d'exécution des dépenses par nature, par ministère, en fonction des engagements et des paiements ainsi que leur comparaison avec les prévisions du budget initial** : la mise en œuvre de cette activité a été efficace et efficiente car l'IPE et l'IPC sont de 1. Le responsable de l'activité a été performant.

2.1.2.2. Etat d'exécution des activités programmées

Les activités de réformes programmées au titre de l'année 2018 sont au nombre de neuf (9). L'état d'exécution se présente comme suit :

a- Activités réalisées à fin juin 2018

Les activités réalisées sont au nombre de quatre (4). Il s'agit de :

- **Amélioration des prévisions économiques à moyen terme et du rapport économique, financier et social**

Indicateur de l'activité : Prévision à moyen terme disponible dans le rapport économique, financier et social

L'élaboration des prévisions des principaux indicateurs budgétaires notamment les recettes par catégorie, les dépenses totales et le solde budgétaire pour les trois prochaines années a été fourni dans le DPBEP. Le document a été transmis et adopté par le conseil des ministres.

- **Préparation d'un ensemble de scénarios budgétaires prévisionnels fondés sur les différentes hypothèses macroéconomiques y compris les hypothèses alternatives permettant une analyse de sensibilité**

Indicateur de l'activité : Scénarios budgétaires prévisionnels disponible

Les scénarios budgétaires sont élaborés en fonction des hypothèses macroéconomiques prenant en compte la situation économique internationale, régionale et nationale et sont retracés dans le document de programmation budgétaire économique et pluriannuel qui permet d'apprécier la sensibilité.

- **Respect des règles régissant les ajustements budgétaires en cours d'exercice par le gouvernement**

Indicateur de l'activité : Nombre de dispositions respectées dans les ajustements

La prise en compte des transferts et virements des crédits budgétaires se fait à chaque sollicitation. L'ouverture des lignes budgétaires est faite en tenant compte des secteurs sociaux dits prioritaires.

- **Elaboration d'un rapport trimestriel détaillé d'exécution des dépenses par nature, par ministère, en fonction des engagements et des paiements ainsi que leur comparaison avec les prévisions du budget initial**

Indicateur de l'activité : Nombre de rapports trimestriels détaillés

Le rapport sur l'exécution budgétaire se tient à la fin de chaque trimestre. Le rapport du dernier trimestre 2017, de même que celui du premier trimestre 2018 sont élaborés, validés et transmis au gouvernement dans le courant de ce premier semestre 2018. Ces rapports sont disponibles.

b- Activités partiellement réalisées à fin juin 2018

Les activités réalisées sont au nombre de quatre (4). Il s'agit de :

- **Maitrise de l'écart entre les prévisions et les réalisations au plus 10%**

Indicateur de l'activité : Rapport de décembre sur l'exécution budgétaire

Les réalisations budgétaires contenues dans le rapport de décembre 2017 sont à 87%, ce qui laisse voir un écart de 13%.

- **Maitrise de l'écart à 5% au plus entre les prévisions et les réalisations dans la composition des dépenses selon la classification économique**

Indicateur de l'activité : Rapport de décembre sur l'exécution budgétaire

Les réalisations budgétaires contenues dans le rapport de décembre 2017 sont à 87%, ce qui laisse voir un écart de 13%.

- **Mise à disposition du public des informations budgétaires**

Indicateur de l'activité : Nombre d'éléments publiés

Les éléments fondamentaux sont publiés. En effet, les documents relatifs aux lois de finances initiales et rectificatives sont publiés après leur vote. Toutefois, les rapports sur les états financiers ainsi que leur audit n'étant pas élaborés ne sont par conséquent pas publiés.

- **Amélioration de la régulation budgétaire**

Indicateur de l'activité : Ouverture respectant la disponibilité de trésorerie

L'ouverture de crédits budgétaires est faite suivant les natures de dépenses, mais pas encore en fonction de l'état de la trésorerie.

c- Activités non réalisées à fin juin 2018

Une (1) activité n'a pas été réalisée à fin juin 2018. Il s'agit de :

- Tenue du débat d'orientation budgétaire (DOB)

Indicateur de l'activité : Recommandations de l'AN sur le DPBEP Date d'adoption en conseil des ministres

Cette activité n'a pas pu être tenue dans les délais réglementaires de la loi organique relative aux lois de finances et est une activité dont la tenue n'est pas de la responsabilité de la DGBF, bien que celle-ci soit la cheville ouvrière du DPBEP. La tenue du DOB incombe au gouvernement et à l'Assemblée nationale.

Réforme de la Direction des Finances

2.1.3. Etat de mise en œuvre des réformes

L'évaluation de la performance par la méthode de la valeur acquise et l'état d'exécution des activités programmées par la direction des finances se présentent comme suit :

2.1.3.1. Evaluation de la performance par la méthode de la valeur acquise

Activités	Nom et titre de la personne responsable de l'activité	Indicateur de l'activité	COLLECTE DES DONNEES NECESSAIRES POUR L'EVALUATION					EVALUATION PAR LA VALEUR ACQUISE				
			Cible planifiée	Cible atteinte	Valeur planifiée (VP)	Coût réel (CR)	Durée totale planifiée (DTP)	VA	IPE	IPC	EDA	ECA
			2018	Valeur de l'indicateur réalisée à fin juin 2018	(dotations)	(montant exécuté)	(mois)	VP* Cible atteinte/Cible planifiée	VA/VP	VA/CR	DTP/IPE	CTP(VP)/IPC
Encadrement des habilitations pour les modifications des dossiers et des états de paye afin d'assurer l'intégrité des données	K. B. BAKPENA Directeur des finances	Habilitation hiérarchisée	1	0,5	0	0	12	-	-	-	-	-
Agir positivement sur les délais et la qualité des concertations entre les ministères sectoriels et leurs structures déconcentrées pour améliorer la prévision et la gestion des dépenses de personnel	K. B. BAKPENA Directeur des finances	Prévision et Gestion des dépenses de personnel améliorées	1	0,5	0	0	12	-	-	-	-	-
Etude de faisabilité du projet de numérisation des dossiers-solde.	K. B. BAKPENA Directeur des finances	Nombre des dossiers-solde numérisé	35 000	35 000	48 028 000	28 716 486	12	48 028 000	1	1,67	12	28 716 486
TOTAL			35 002	35 001	48 028 000	28 716 486	12	48 026 628	1,00	1,67	12	28 717 306

a- Interprétation globale des résultats de l'évaluation

Selon le PTBA, la direction des finances a planifié 48 028 000 FCFA pour atteindre des résultats mesurés à travers trois (3) indicateurs prévus pour le premier semestre 2018.

La valeur acquise de ces 3 indicateurs, c'est-à-dire la valeur réelle des résultats atteints est 48 026 628 FCFA. L'indice de performance sur l'échéancier (IPE) est de 1 et l'indice de performance sur les coûts (IPC) est de 1,67. L'estimation de la durée nécessaire pour achever les activités programmées (EDA) est de 12 mois. Enfin, l'estimation du coût pour achever la mise en œuvre des activités engagées est de 28 717 306 FCFA.

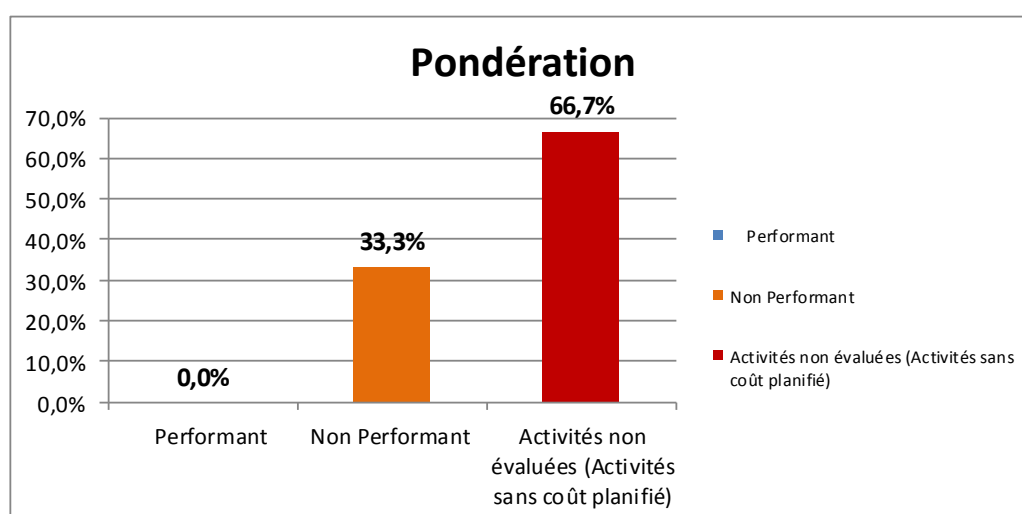
Au regard des résultats obtenus dans le tableau ci-dessus, il faudra quelques jours de plus à la direction des finances pour terminer les activités de réformes débutées au premier semestre 2018.

L'écart entre la valeur planifiée (VP) et l'estimation du coût pour achever la mise en œuvre des activités engagées (ECA) est de 19 310 694 FCFA. Ce qui indique une surestimation de la prévision du coût des activités de réformes.

En conclusion, la direction des finances (DF) a été efficace dans la mise en œuvre des activités programmées aux premier semestre 2018. Le taux moyen d'exécution physique est de 99,99%.

Tableau et graphique de l'évaluation de la performance

Activité	Performant	Non Performant	Activités non évaluées (Activités sans coût planifié)
Pondération	0,0%	33,3%	66,7%



b- Interprétation par activité des résultats de l'évaluation

Par rapport à chaque activité, l'évaluation se présente comme suit :

- **Encadrement des habilitations pour les modifications des dossiers et des états de paye afin d'assurer l'intégrité des données** : le taux d'exécution physique de l'activité est de 50%.
- **Agir positivement sur les délais et la qualité des concertations entre les ministères sectoriels et leurs structures déconcentrées pour améliorer la prévision et la gestion des dépenses de personnel** : le taux d'exécution physique de l'activité est de 50%.
- **Etude de faisabilité du projet de numérisation des dossiers-solde** : la mise en œuvre de l'activité est efficace et efficiente car l'IPE et l'IPC sont respectivement de 1 et 1,67. Le responsable de l'activité a été performant.

2.1.3.2. Etat d'exécution des activités programmées

Les activités de réformes programmées à fin juin 2018 sont au nombre de trois (3). L'état d'exécution se présente comme suit :

a- Activités partiellement réalisées à fin juin 2018

Les activités réalisées sont au nombre de trois (3). Il s'agit de :

- **Encadrement des habilitations pour les modifications des dossiers et des états de paye afin d'assurer l'intégrité des données**

Indicateur de l'activité : Habilitation hiérarchisée

Cette activité qui est un aspect important de l'exécution des opérations des dépenses de personnel se réalise avec autant d'attention de la hiérarchie au jour le jour pour assurer la fiabilité et l'intégrité des données relatives à la masse salariale.

- **Agir positivement sur les délais et la qualité des concertations entre les ministères sectoriels et leurs structures déconcentrées pour améliorer la prévision et la gestion des dépenses de personnel**

Indicateur de l'activité : Prévision et gestion des dépenses de personnel améliorées

Cette activité est transversale. En ce sens qu'en matière de prévision et de gestion des dépenses de personnel, la Direction des finances a besoin d'informations fiables de la part des gestionnaires des ressources humaines des ministères et institutions de l'Etat. La Direction des Finances bénéficie souvent des appuis de la Cellule de contrôle de l'effectif et de la masse salariale (CCEMS). Toutes ces informations très utiles recueillies permettent d'assainir le fichier de la solde.

- **Etude de faisabilité du projet de numérisation des dossiers-solde des agents publics**

Indicateur de l'activité : Etude de faisabilité disponible

Cette activité constitue un aspect prépondérant du projet de numérisation des dossiers-soldes des agents publics affiliés au fichier solde du MEF. L'étude réalisée sera l'outil de référence pour les différentes phases de mise en œuvre du projet.

Réforme de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique

2.1.5. Etat de mise en œuvre des réformes

L'évaluation de la performance par la méthode de la valeur acquise et l'état d'exécution des activités programmées par la direction générale du trésor et de la comptabilité publique se présentent comme suit :

2.1.5.1. Evaluation de la performance par la méthode de la valeur acquise

Activités	Nom et titre de la personne responsable de l'activité	Indicateur de l'activité	COLLECTE DES DONNEES NECESSAIRES POUR L'EVALUATION					EVALUATION PAR LA VALEUR ACQUISE				
			Cible planifiée	Cible atteinte	Valeur planifiée (VP)	Coût réel (CR)	Durée totale planifiée (DTP)	VA	IPE	IPC	EDA	ECA
			2018	Valeur de l'indicateur réalisée à fin juin 2018	(dotations)	(montant exécuté)	(mois)	VP* Cible atteinte/Cible planifiée	VA/VP	VA/CR	DTP/IPE	CTP(VP)/IPC
Amélioration de la prévision et de la collecte des recettes non fiscales	Mme Edorh (RGE)	Taux de mobilisation est accru	1	0,65	0	0	7	0	-	-	-	-
Mise en place du Compte Unique de Trésor (CUT)	Comité/ Atekéssim (DT)	DGTCP connecté au STAR et SICA UEMOA et le CUT mis en place	1	0,95	45 000 000	43 935 110	12	42 750 000	0,95	0,97	12,63	46 247 484
Renforcement de la programmation des dépenses d'investissement dans les plans de trésorerie et les plans d'engagement	Mr. Donko (TGE) / Mr. Atekéssim (DT)	Les plans d'engagement sont arrimés avec les plans de trésorerie	1	0,65	0	0	10	0	-	-	-	-
Formation des agents du Trésor à la tenue de la comptabilité, conformément au nouveau PCE (comptabilité de droits constatés et patrimoniale)	Comité	Les agents du Trésor public sont formés à la tenue de la comptabilité	1	0,95	0	0	7	0	-	-	-	-
Tenue de la comptabilité matières	Comité	Elaboration des textes d'application du décret	1	0,36	0	0	12	0	-	-	-	-
Vulgarisation du décret relatif à la comptabilité matières	Adjabo (DGTCP)/ Agbodjinou (DCP)	Organisation des ateliers de vulgarisation	1	0	0	0	12	0	-	-	-	-
TOTAL			6	3,56	45 000 000	43 935 110	12	26 700 000	0,59	0,61	20,22	74 047 938

a- Interprétation globale des résultats de l'évaluation

Selon le PTBA, la DGTCP a planifié 45 000 000 FCFA pour atteindre un résultat mesuré à travers six (6) indicateurs prévus pour l'année 2018. Au premier semestre, cinq (5) des six indicateurs ont connu un début de réalisation.

La valeur acquise, c'est-à-dire la valeur réelle des résultats atteints est de 26 700 000 FCFA pour le compte de la première moitié de l'année. Pour la même période, l'indice de performance de l'échéancier (IPE) ou des délais est de 0,59 et l'indice de performance des coûts (IPC) est de 0,61. L'estimation de la durée nécessaire pour achever les activités programmées (EDA) est de 20 mois 7 jours. Enfin, l'estimation du coût pour achever la mise en œuvre des activités engagées est de 74 047 938 FCFA.

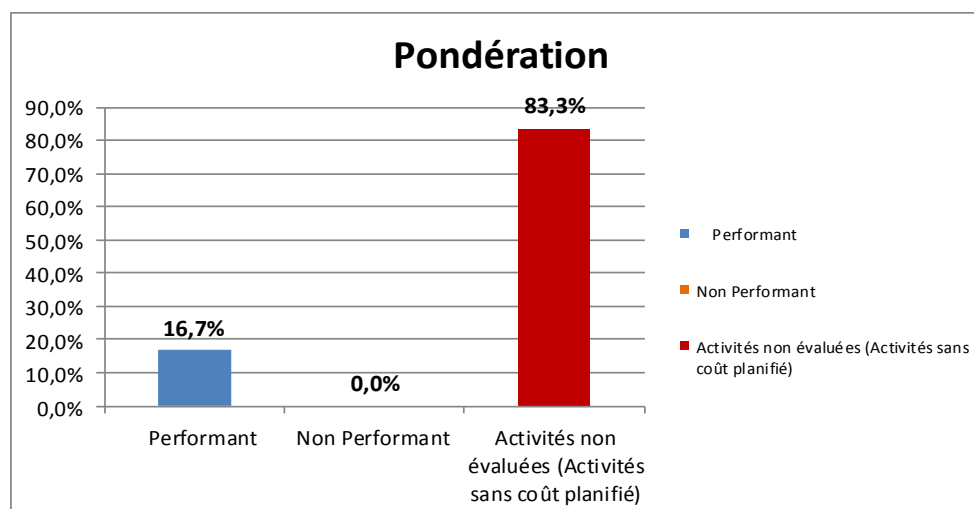
Au regard des résultats obtenus dans le tableau ci-dessus, il faudra 8 mois 22 jours de plus à la direction générale pour terminer les activités de réformes débutées au premier semestre 2018.

L'écart entre la valeur planifiée (VP) et l'estimation du coût pour achever la mise en œuvre des activités engagées (ECA) est de 29 047 938 FCFA. Ce qui indique une sous-estimation de la prévision du coût.

En conclusion, si aucune disposition n'est prise, la Direction générale du trésor et de la comptabilité publique ne pourra pas achever la mise en œuvre de ses activités avant la fin de l'année. Le taux moyen d'exécution physique est de 59,33% à fin juin 2018.

Tableau et graphique de l'évaluation de la performance

Activité	Performant	Non Performant	Activités non évaluées (Activités sans coût planifié)
Pondération	16,7%	0,0%	83,3%



b- Interprétation par activité des résultats de l'évaluation

Par rapport à chaque activité, l'évaluation se présente comme suit :

- **Amélioration de la prévision et de la collecte des recettes non fiscales** : le taux d'exécution physique de cette activité est de 65%.
- **Mise en place du Compte Unique de Trésor (CUT)** : la mise en œuvre de cette activité a été efficace et efficiente car l'IPE et l'IPC sont respectivement de 0,95 et 0,97. Le responsable de cette activité a été performant.
- **Renforcement de la programmation des dépenses d'investissement dans les plans de trésorerie et les plans d'engagement** : le taux d'exécution physique de cette activité est de 65%.
- **Formation des agents du Trésor à la tenue de la comptabilité conformément au nouveau PCE** : le taux d'exécution physique de cette activité est de 95%.
- **Tenue de la comptabilité matière** : le taux d'exécution physique de cette activité est de 36%.
- **Vulgarisation du décret relatif à la tenue de la comptabilité matière** : le taux d'exécution physique de cette activité est de 0%.

2.1.5.2. Etat d'exécution des activités programmées

Les activités de réformes programmées au premier semestre 2018 sont au nombre de six (6). L'état d'exécution se présente comme suit :

a- Activités réalisées à fin juin 2018

Une (1) seule activité a été réalisée. Il s'agit de :

- **Mise en place du Compte Unique de Trésor (CUT)**

Indicateur d'activité : SITAR-UEMOA et SICA-UEMOA opérationnels, CUT opérationnel

Le comité ad'hoc institué dans le cadre de la mise en place du CUT par décision n° 01/MEF/SG/DGTCP/DLRFC/2018 du 20/01/2018 a fait plusieurs diligences : (i) le comité a retenu au total 29 comptes à fermer, dans le cadre de l'identification des comptes ne rentrant pas dans le champ du CUT ; (ii) il a envoyé des correspondances aux banques pour qu'elles communiquent les soldes des comptes identifiés. Il faut noter que toutes les banques ont répondu aux correspondances ; (iii) le comité a demandé aux banques de clôturer les comptes concernés et de procéder au reversement de ces soldes sur un compte ouvert à la BCEAO ; en ce jour, les 29 comptes sont fermés ; (iv) la DGTCP a signé les conventions de STAR-UEMOA et SICA-UEMOA en 2015 pour la connexion du Trésor aux systèmes de paiements automatiques ; (v) la liaison spécialisée entre le Trésor et la BCEAO a été réalisée en février 2018 ; (vi) les équipements réseaux (routeur, modem) ont été acquis ; (vii) les installations et les configurations de la base de données oracle sur le serveur ont été faites ; (viii) les configurations de la base de données des utilisateurs STAR et des clients oracle sur les postes de travail sont effectuées ; (ix) le Trésor a obtenu le code BIC et les certificats d'utilisateurs du siège de la BCEAO à Dakar ; (x) l'installation et la configuration du logiciel de règlement brut en temps réel pour la base test ont été réalisées.

Le CUT est opérationnel suite au courrier réponse N/Réf : N° 3392/CG/CB de la BCEAO confirmant la lettre n° 1668/MEF/SG/DGTCP/TGE/2018 du 19 juin 2018 adressée à elle par le Ministre de l'Economie et des Finances demandant l'ouverture du compte intitulé « TRESOR – COMPTE – UNIQUE ».

b- Activités partiellement réalisées à fin juin 2018

Les activités partiellement réalisées sont au nombre de cinq (5). Il s'agit de :

- **Renforcement de la programmation des dépenses d'investissement dans les plans de trésorerie et les plans d'engagement**

Indicateur d'activité : Les programmations des dépenses d'investissement sont arrimées avec les plans de trésorerie

Pour la mise en place des plans d'engagement (intégrant les plans de passation des marchés) harmonisés avec le plan de trésorerie, la nouvelle maquette du plan d'engagement est utilisée. Le plan de trésorerie est maîtrisé. Un plan d'engagement consolidé par la DNCF est produit, mais il n'intègre pas tous les ministères.

En ce qui concerne la poursuite de l'examen des comptes pour clôturer les comptes inactifs et ceux devenus sans objet, les dispositions sont prises pour avoir la liste des comptes bancaires sur lesquels sont virés les salaires des fonctionnaires émargeant sur le budget de l'Etat et qui ne sont pas mouvementés. Par lettre N° 1463/MEF/SG/DGTCP/C-CUT/2018 le MEF a demandé aux banques de communiquer les comptes à la DGTCP. Certaines banques ont déjà répondu et une étude de ces comptes est en cours pour éviter de fermer indument les comptes communiqués.

- **Amélioration de la prévision et de la collecte des recettes non fiscales**

Indicateur d'activité : Taux de mobilisation accru

Des rencontres d'échanges avec les différents ministères et institutions ont eu lieu du 03 mai au 06 juin 2018. Un rapport identifiant les nouvelles niches de recettes de services a été produit.

Les recettes de services ainsi identifiées dans le cadre de ces rencontres avec les ministères et institution sont en étude pour déterminer leur conformité par rapport aux dispositions de la loi des finances, avant leur approbation par le MEF.

Pour la période couvrant le premier semestre 2018, le taux de réalisation des recettes des régies est de 36,94%.

- **Formation des agents du Trésor à la tenue de la comptabilité conformément au nouveau PCE**

Indicateurs d'activité : Les agents du Trésor public sont formés à la tenue de la comptabilité

Par note de service N° 027/MEF/SG/DGTCP/DPM du 23 février 2018, il a été créé au sein de la DGTCP un comité dénommé « Comité Comptabilité » chargé de mettre en place au niveau de l'Etat, des Collectivités Territoriales et des Etablissements Publics Nationaux, une comptabilité à partie double de bonne qualité et de renforcer les capacités du personnel en matière de la tenue de la comptabilité.

Ce comité est subdivisé en trois (3) sous-comités : le sous-comité **Comptabilité de l'Etat** ; le sous-comité **comptabilité des collectivités territoriales** et le sous-comité **comptabilité des établissements publics nationaux**.

A ce jour, les modules de formation sont prêts et un rapport général du sous-comité comptabilité est soumis au DGTCP pour approbation et tenue des ateliers de formation.

- **Tenue de la comptabilité des matières**

Indicateurs d'activité : Nombre de textes signés

Un comité dénommé "**Comité Comptabilité matières**" chargé de mener les réflexions et de faire des propositions concrètes aux autorités pour la mise en place de la comptabilité matières au Togo a été mis en place par note de service N° 052/MEF/SG/DGTCP/DPM du 12 avril 2018.

En collaboration avec le Centre Autonome d'Etudes et de Renforcement des Capacités pour le Développement au Togo (CADERDT), la DGTCP a organisé un séminaire de sensibilisation le 12 juin 2018 à Lomé sur l'importance de la comptabilité des matières dans la gestion des finances publiques. Ce séminaire a regroupé une centaine de participants, notamment :

- ✓ les secrétaires généraux et directeurs des affaires administratives et financières de tous les ministères et institutions constitutionnelles ;
- ✓ les directeurs centraux et certains cadres du ministère de l'économie et des finances.

Deux autres ateliers de formation approfondie en comptabilité des matières ont été organisés à Kpalimé du 18 au 20 juin 2018 pour la première vague et du 25 au 27 juin 2018 pour la deuxième vague.

Ces ateliers ont permis d'outiller les cadres aux techniques de tenue de la comptabilité matières. Au total, 60 cadres, dont tous les DAF des ministères, ont été formés.

Un comité national de recensement des biens mobiliers et immobiliers de l'Etat est en cours de création (projet d'arrêté déjà validé). Les représentants des sous-comités par ministères et institutions sont déjà désignés et les listes communiquées à la DGTCP.

Les projets de textes d'application sont en cours d'élaboration au sein du comité. Toutefois, il faut noter que le décret N° 2016-060/PR du 04/05/2016 portant règlement général sur la comptabilité des matières appartenant à l'Etat et aux autres organismes publics est également en relecture, compte tenu du fait qu'il comporte des imprécisions et incohérences relevées qui doivent être corrigées avant son application.

c- Activités non réalisées à fin juin 2018

La vulgarisation du décret n° 2016-060/PR du 04/05/2016 portant règlement général sur la comptabilité des matières appartenant à l'Etat et aux autres organismes publics est la seule activité qui n'est pas mis en œuvre, car elle nécessite la réalisation complète de l'activité précédente.

Réformes de la Direction de la Dette Publique et du Financement

Réforme de la Dette publique

Les réformes de la direction de la dette publique et du financement visent à rendre viable la dette publique.

2.1.6. Etat de mise en œuvre des réformes

L'évaluation de la performance par la méthode de la valeur acquise et l'état d'exécution des activités programmées de la direction de la dette publique se présentent comme suit :

2.1.6.1. Evaluation de la performance par la méthode de la valeur acquise

Activités	Nom et titre de la personne responsable de l'activité	Indicateur de l'activité	COLLECTE DES DONNEES NECESSAIRES POUR L'EVALUATION					EVALUATION PAR LA VALEUR ACQUISE				
			Cible planifiée	Cible atteinte	Valeur planifiée (VP)	Coût réel (CR)	Durée totale planifiée (DTP)	VA	IPE	IPC	EDA	ECA
			2018	Valeur de l'indicateur réalisée à fin juin 2018	(dotations)	(montant exécuté)	(mois)	VP* Cible atteinte/Cible planifiée	VA/VP	VA/CR	DTP/IPE	CTP(VP)/IPC
Faire l'analyse de viabilité de la dette publique au moins deux fois par an		Rapport sur l'analyse de viabilité de la dette publique est disponible	2	1	6 200 000	4 084 750	6	3 100 000	0,50	0,76	12	8 169 500
Identification des indicateurs de coûts et risques dans le portefeuille de la dette publique		Document des indicateurs de coût et risques disponible	1	1	4 100 000	4 100 000	6	4 100 000	1	1	6	4 100 000
Formation des agents sur l'élaboration du bulletin statistique		Nombre de personne formé	14	14	49 196 775	49 196 775	6	49 196 775	1	1	6	49 196 775
TOTAL			17	16	59 496 775	57 281 525	6	56 396 775	0,95	0,98	6,33	60 535 654

a- Interprétation globale des résultats de l'évaluation

Selon le PTBA, la direction de la dette publique et du financement a planifié 59 496 775 F CFA pour atteindre des résultats mesurés à travers 03 indicateurs prévus pour juin 2018. Les 03 indicateurs ont connu un début de réalisation au premier semestre.

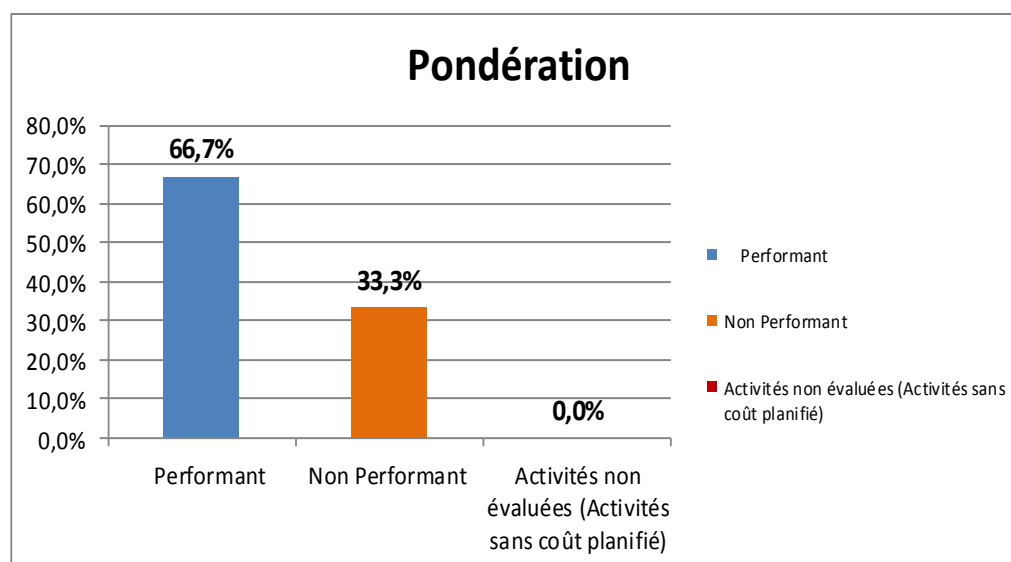
La valeur acquise de ces 03 indicateurs c'est-à-dire la valeur réelle des résultats atteints est 56 396 775 F CFA. L'indice de performance sur l'échéancier (IPE) et l'indice de performance sur les coûts (IPC) sont de 0,95 et 0,98. L'estimation de la durée nécessaire pour achever les activités programmées (EDA) est de 6 mois et 10 jours. Enfin, l'estimation du coût pour achever la mise en œuvre des activités engagées est de 60 535 654 F CFA.

Au regard des différents résultats obtenus dans le tableau ci-dessus, il faudra 10 jours de plus à la direction de la dette pour terminer les activités de réformes démarrées au premier semestre 2018.

En conclusion, si aucune mesure n'est prise, la direction ne pourra pas terminer la seule activité qui lui reste à mettre en œuvre avant la fin de l'année. En outre, la mise en œuvre nécessitera plus de ressources que prévues.

Tableau et graphique de l'évaluation de la performance

Activité	Performant	Non Performant	Activités non évaluées (Activités sans coût planifié)
Pondération	66,7%	33,3%	0,0%



b- Interprétation par activité des résultats de l'évaluation

Par rapport à chaque activité, l'évaluation se présente comme suit :

- **Faire l'analyse de viabilité de la dette publique au moins deux fois par an :**
la mise en œuvre de l'activité n'a pas été efficace ni efficiente car l'IPE et l'IPC sont

respectivement de 0,50 et 0,76. Le responsable doit prendre des mesures pour réaliser l'activité dans les délais.

- **Identification des indicateurs de coûts et risques dans le portefeuille de la dette publique** : La mise en œuvre de l'activité a été efficace et efficiente car l'IPE et l'IPC sont de 1. Le responsable de l'activité a été performant.
- **Formation des agents sur l'élaboration du bulletin statistique** : la mise en œuvre de l'activité a été efficace et efficiente car l'IPE et l'IPC sont de 1. Le responsable de l'activité a été performant.

2.1.5.2. Etat d'exécution des activités programmées

Les activités de réformes programmées au premier semestre 2018 sont au nombre de quatre (4). L'état d'exécution se présente comme suit :

a- Activités réalisées à fin juin 2018

Les activités partiellement réalisées sont au nombre de trois (3). Il s'agit de :

- **Identification des indicateurs de coûts et risques dans le portefeuille de la dette publique**

Indicateur de l'activité : Document des indicateurs de coût et risques disponible

Le portefeuille de la dette a une forte exposition au risque de refinancement. Les efforts sont faits pour allonger la maturité de la dette intérieure sur le marché des titres publics.

- **Formation des agents sur l'élaboration du bulletin statistique**

Indicateur de l'activité : Nombre de cadre formé

Dans le cadre du renforcement des capacités de la direction de la dette publique et du financement, 14 cadres de ladite direction ont été formés à l'élaboration du bulletin statistique répondant aux normes internationales. Cette formation rend désormais les cadres de la DDPF autonomes pour l'élaboration des prochains bulletins.

- **Elaboration du bulletin statistique**

Indicateur de l'activité : Document du bulletin statistique disponible

Le bulletin statistique a été réalisé en mai 2018. Cette activité fait partie du programme d'assistance technique de la CNUCED dans le cadre du projet SYGADE en 2018.

a- Activités partiellement réalisée à fin juin 2018

Une (1) activité partiellement réalisée. Il s'agit de :

- **Faire l'analyse de viabilité de la dette publique au moins deux fois par an**

Indicateur de l'activité : Rapport sur l'analyse de viabilité de la dette publique est disponible

La commission technique du CNDP a réalisé en mars 2018 l'analyse de viabilité de la dette publique. Les résultats montrent un risque modéré de surendettement de la dette extérieure et un risque élevé pour la dette publique compte tenu du poids de la dette intérieure. Les efforts

sont en cours pour la maîtrise du déficit budgétaire et par ricochet réduire le taux d'endettement.

Réforme du Financement

2.1.4. Etat de mise en œuvre des réformes

L'évaluation de la performance par la méthode de la valeur acquise et l'état d'exécution des activités programmées par la direction de la dette publique et du financement se présentent comme suit :

2.1.4.1. Evaluation de la performance par la méthode de la valeur acquise

Activités	Nom et titre de la personne responsable de l'activité	Indicateur de l'activité	COLLECTE DES DONNEES NECESSAIRES POUR L'EVALUATION					EVALUATION PAR LA VALEUR ACQUISE				
			Cible planifiée	Cible atteinte	Valeur planifiée (VP)	Coût réel (CR)	Durée totale planifiée (DTP)	VA	IPE	IPC	EDA	ECA
			2018	Valeur de l'indicateur réalisée à fin juin 2018	(dotations)	(montant exécuté)	(mois)	VP* Cible atteinte/Cible planifiée	VA/VP	VA/CR	DTP/IPE	CTP(VP)/IPC
Suivi du coût total et l'avancement des grands projets d'investissement par l'organisme d'exécution	DFCEP	Rapport d'avancement	1	0	0	0	6	0	0	0	0	0
Organisation formelle du suivi des grands projets d'investissement en cours d'exécution	DFCEP	Décret signé	1	0	0	0	12	0	0	0	0	0
Elaboration d'un manuel de procédure d'exécution et de suivi des projets	DFCEP	TdRs élaborés	1	0	0	0	6	0	0	0	0	0
TOTAL			3	0	0	0	12	0	0	0	0	0

a- Interprétation globale des résultats de l'évaluation

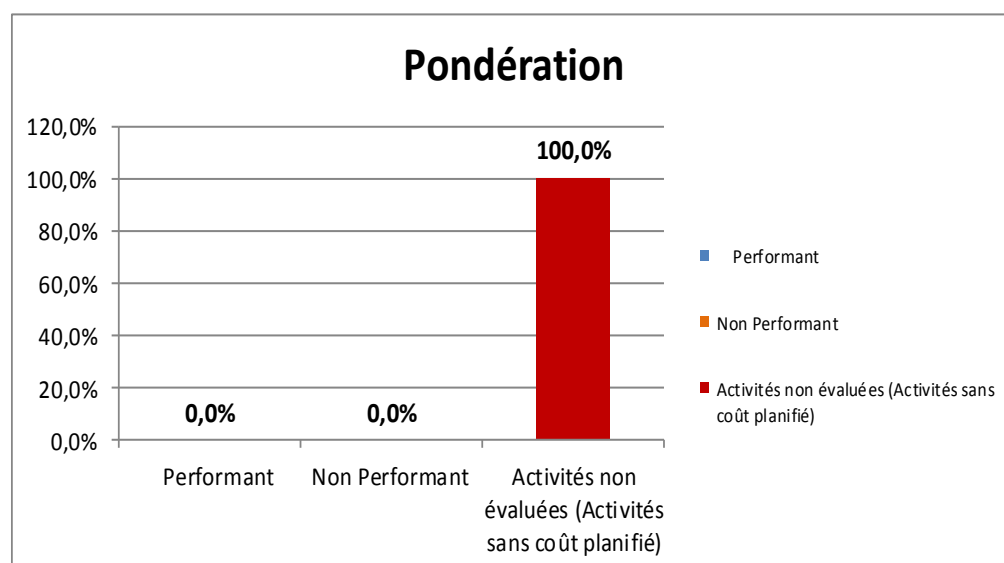
Selon le PTBA, la direction du financement et du contrôle de l'exécution du plan (DFCEP) a planifié zéro (0) francs CFA pour atteindre des résultats mesurés à travers 3 indicateurs prévus pour l'année 2018.

Les activités programmées au cours de l'année n'ayant pas de coûts, l'évaluation selon la valeur acquise ne peut pas faire ressortir l'IPE, l'IPC, l'EDA et l'ECA afin d'en donner une interprétation. Elle se concentre donc uniquement sur le taux d'exécution physique des activités.

En conclusion, la direction du financement et du contrôle de l'exécution du plan (DFCEP) a été efficace dans la mise en œuvre des activités à travers les tâches programmées aux premier semestre 2018. Le taux moyen d'exécution physique est de 17%.

Tableau et graphique de l'évaluation de la performance

Activité	Performant	Non Performant	Activités non évaluées (Activités sans coût planifié)
Pondération	0,0%	0,0%	100,0%



b- Interprétation par activité des résultats de l'évaluation

Par rapport à chaque activité, l'évaluation se présente comme suit :

- **Elaboration d'un manuel de procédure d'exécution et de suivi des projets** : Le taux d'exécution physique de l'activité est de 17%.
- **Suivi du coût total et l'avancement des grands projets d'investissement par l'organisme d'exécution** : Le taux d'exécution physique de l'activité est de 0%.
- **Organisation formelle du suivi des grands projets d'investissement en cours d'exécution** : Le taux d'exécution physique de l'activité est de 0%.

2.1.4.2. Etat d'exécution des activités programmées

Les activités de réforme programmées à fin juin 2018 sont au nombre de trois (3). Ces activités chevauchent l'année. Toutes ces activités sont en cours de réalisation et l'état d'exécution se présente comme suit :

a- Activités non réalisées à fin juin 2018

Les activités de réformes programmées au premier semestre 2018 sont au nombre de trois (3). L'état d'exécution se présente comme suit :

- **Elaboration d'un manuel de procédure d'exécution et de suivi des projets**

Indicateur de l'activité : Rapport d'avancement

L'élaboration d'un manuel de procédure d'exécution et du suivi n'a pas été réalisé, en raison de la prise en compte de cette activité dans le cadre d'élaboration d'un manuel englobant toute la chaîne PPBSE, sous la conduite du Ministère de la Planification du Développement, sur financement du PAGE.

- **Suivi du coût total et l'avancement des grands projets d'investissement par l'organisme d'exécution**

Indicateur de l'activité : Décret signé

Le suivi du coût total et l'avancement des grands projets d'investissement par l'organisme d'exécution n'est pas réalisé à cause des activités en amont non réalisées notamment la mise en place au niveau des différents ministères le dispositif institutionnel et organisationnel dans le cadre des réformes des finances publiques (la mise en place des structures de coordination des programmes et de la gestion des ressources). La définition et la détermination des grands projets et leurs coûts devraient permettre leur suivi et leur avancement.

- **Organisation formelle du suivi des grands projets d'investissement en cours d'exécution**

Indicateur de l'activité : TdRs élaborés

L'organisation formelle du suivi des grands projets d'investissement en cours d'exécution n'a pas connu un début d'exécution.

3. Renforcement du contrôle

Les réformes sur le renforcement du contrôle visent à réduire les risques liés à la gestion des finances publiques en mettant en place un système de contrôle efficace et conforme aux standards internationaux.

Réforme de l'Inspection Générale des Finances

3.1.1. Etat de mise en œuvre des réformes

L'évaluation de la performance par la méthode de la valeur acquise et l'état d'exécution des activités programmées par l'inspection générale des finances et l'inspection générale d'Etat se présentent comme suit :

3.1.1.1. Evaluation de la performance par la méthode de la valeur acquise

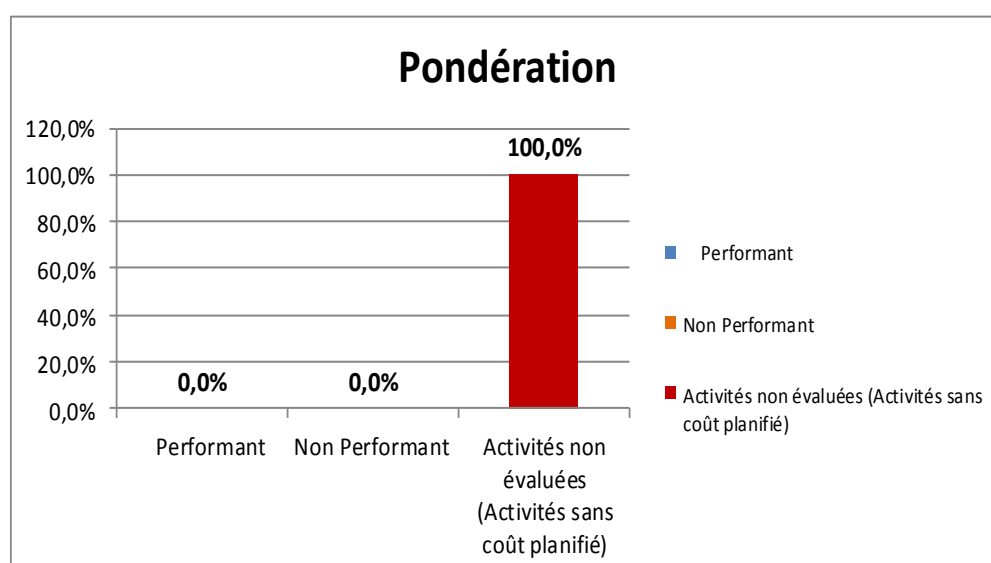
Activités	Nom et titre de la personne responsable de l'activité	Indicateur de l'activité	COLLECTE DES DONNEES NECESSAIRES POUR L'EVALUATION					EVALUATION PAR LA VALEUR ACQUISE				
			Cible planifiée	Cible atteinte	Valeur planifiée (VP)	Coût réel (CR)	Durée totale planifiée (DTP)	VA	IPE	IPC	EDA	ECA
			2018	Valeur de l'indicateur réalisée à fin juin 2018	(dotations)	(montant exécuté)	(mois)	VP* Cible atteinte/Cible planifiée	VA/VP	VA/CR	DTP/IPE	CTP(VP)/IPC
Renforcement des compétences des contrôleurs	IGF	Nombre d'heures de formation par personne	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Renforcement des capacités institutionnelles des organes de contrôle	IGF-IGE	Nombre de textes élaborés et transmis au MEF	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Suivi de la mise en place des inspections des services dans les ministères	IGF	Nombre de ministères dotés d'inspection des services	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL			-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

a- Interprétation globale des résultats de l'évaluation

NB : Toutes les activités planifiées sont en cours les valeurs planifiées et les coûts réels ne sont pas disponibles, donc l'interprétation par la méthode de la valeur acquise n'est pas possible.

Tableau et graphique de l'évaluation de la performance

Activité	Performant	Non Performant	Activités non évaluées (Activités sans coût planifié)
Pondération	0,0%	00,0%	100,0%



b- Interprétation par activité des résultats de l'évaluation

NB : Toutes les activités planifiées sont en cours et les coûts réels ne sont pas disponibles, donc l'interprétation par la méthode de la valeur acquise n'est pas possible.

3.1.1.2. Etat d'exécution des activités programmées

La programmation des activités de réforme à fin juin 2018 sont au nombre de trois (3). L'état d'exécution de celles qui sont en cours de réalisation se présente comme suit :

a- Activités partiellement réalisées à fin juin 2018

Les activités partiellement réalisées sont au nombre de trois (3). Il s'agit de :

- **Renforcement des compétences des contrôleurs**

Indicateur de l'activité : Nombre d'heures de formation par personne

Dans le cadre du Projet d'Appui du Secteur de la Justice (PASJ) volet corps de contrôle, l'IGF a bénéficié d'un financement de l'Union Européenne pour la formation de ses cadres sur les thèmes « Communication et rédaction du rapport d'audit » et « Audit de la dette publique ».

Du 27 au 29 juin 2018 la première formation a été faite, la seconde formation est en attente d'être réalisée. L'IGF a aussi bénéficié de la Banque Mondiale, du 9 au 12 avril 2018, d'une formation sur la gestion des projets financés par la banque Mondiale.

- **Renforcement des capacités institutionnelles des organes de contrôles**

Indicateur de l'activité : Nombre de textes élaborés et transmis au MEF

Les travaux de relecture des textes de l'IGF sont terminés. Il est à noter que le comité a été élargi à tous les corps de contrôle pour prendre en compte la relecture de l'ensemble des textes de ces corps de contrôle. Le comité a fini ces travaux de relecture et les avants projets de textes sont transmis au Ministre de l'Economie et des Finances.

- **Suivi de la mise en place des inspections des services dans les ministères**

Indicateur de l'activité : Nombre de ministères dotés d'inspection des services

Il s'agit de suivre la mise en place des inspections de services dans les ministères. Pour l'année 2017 les ministères pilotes du budget programme sont retenus : Ministère de la Santé et de la Protection Sociale, Ministère de l'agriculture de l'Elevage et de l'Hydraulique, Ministère des Enseignements Primaire, Secondaire et de la Formation Professionnelle, Ministère des enseignements Primaire, Secondaire chargé de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle, Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, Ministère des Infrastructures et des Transports, Ministère des Mines et de l'Energie et le Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et des collectivités Locales . Il est à noter que le Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités Locales a été ajouté à la liste en prélude à la décentralisation des collectivités locales qui est en vue pour une meilleure gestion des financements qu'elles recevront.

L'IGF a demandé des audiences auprès des ministres concernés pour leur expliquer l'importance des inspections ministérielles au sein de leur département. Jusqu'à fin juin 2018 l'IGF a déjà rencontré quatre (4) ministres et une secrétaire générale au nom de son ministre. La phase de sensibilisation sera bouclée avec la rencontre du Ministre des Mines et de l'Energie prévue pour début juillet 2018. L'IGF fera le point des différentes préoccupations exprimées par les ministres rencontrés au Ministre de l'Economie et des Finances qui adressera une lettre à ses collègues ministres pour la création des inspections au niveau des ministères et la nomination des cadres devant les diriger en prenant en compte le souci d'harmoniser l'appellation de ces inspections.

Réforme de l'Inspection Générale d'Etat

3.1.2. Etat de mise en œuvre des réformes

L'évaluation de la performance par la méthode de la valeur acquise et l'état d'exécution des activités programmées par l'inspection générale des finances et l'inspection générale d'Etat se présentent comme suit :

3.1.2.1. Evaluation de la performance par la méthode de la valeur acquise

Activités	Nom et titre de la personne responsable de l'activité	Indicateur de l'activité	COLLECTE DES DONNEES NECESSAIRES POUR L'EVALUATION					EVALUATION PAR LA VALEUR ACQUISE				
			Cible planifiée	Cible atteinte	Valeur planifiée (VP)	Coût réel (CR)	Durée totale planifiée (DTP)	VA	IPE	IPC	EDA	ECA
			2018	Valeur de l'indicateur réalisée à fin juin 2018	(dotations)	(montant exécuté)	(mois)	VP* Cible atteinte/Cible planifiée	VA/VP	VA/CR	DTP/IPE	CTP(VP)/IPC
Renforcement des compétences des inspecteurs et vérificateurs	IGE	Nombre d'heures de formation par personne	-	-	-	-	12	-	-	-	-	-
Renforcement des capacités institutionnelles des organes de contrôle	IGF-IGE	Nombre de textes élaborés et transmis au MEF	-	-	-	-	12	-	-	-	-	-
Exécution des missions de contrôle	IGF-IGE	Nombre de rapports d'audit	-	-	-	-	12	-	-	-	-	-
TOTAL			-	-	-	-	12	-	-	-	-	-

a- Interprétation globale des résultats de l'évaluation

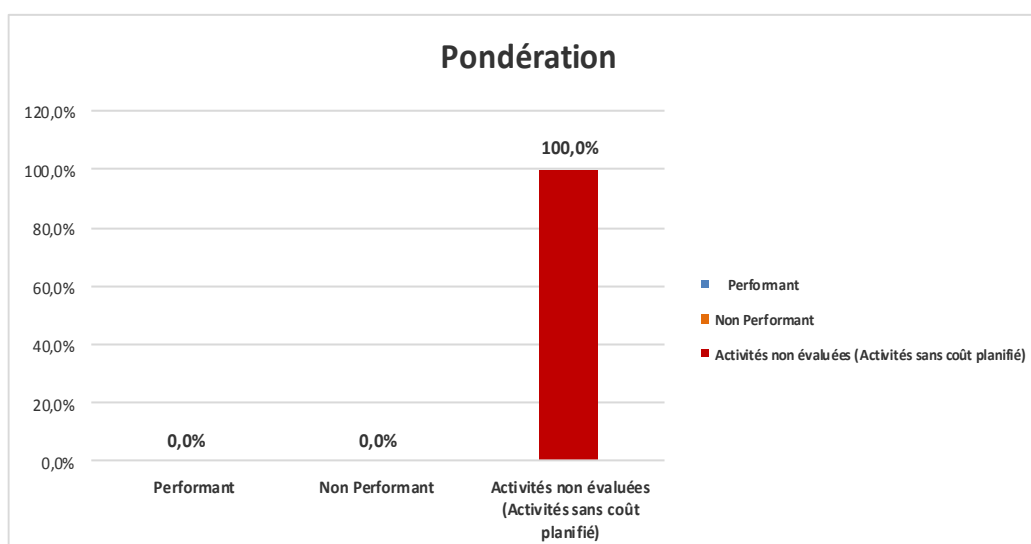
Selon le PTBA, l'Inspection Générale d'Etat ont planifié zéro (0) F CFA pour atteindre des résultats mesurés à travers trois (3) indicateurs prévus pour le premier semestre 2018.

Les activités programmées au cours de l'année n'ayant pas de coûts, l'évaluation selon la méthode de la valeur acquise n'a pas été possible. L'évaluation se concentre uniquement sur le taux d'exécution physique des activités.

En conclusion l'Inspection Générale d'Etat n'a pas été évaluée selon la méthode de la valeur acquise, mais les résultats sont satisfaisants.

Tableau et graphique de l'évaluation de la performance

Activité	Performant	Non Performant	Activités non évaluées (Activités sans coût planifié)
Pondération	0,0%	0,0%	100,0%



3.1.2.2. Etat d'exécution des activités programmées

Les activités de réformes programmées à fin juin 2018 sont au nombre de trois (3). L'état d'exécution se présente comme suit :

a- Activités partiellement réalisées à fin décembre 2017

Les activités partiellement réalisées sont au nombre de trois (3). Il s'agit de :

- **Renforcement des compétences des inspecteurs et vérificateurs**

Indicateur de l'activité : Nombre d'heures de formation par personne

Dans le cadre du Projet d'Appui du Secteur de la Justice (PASJ) volet corps de contrôle, l'IGE a bénéficié d'un financement de l'Union Européenne pour la formation de ses cadres

en : Gestion de la communication en audit et technique de rédaction d'un rapport de mission et audit de la dette publique.

En juin 2018, neufs (9) inspecteurs ont suivi pour une durée de trois (3) jours-là formation sur le thème « *Gestion de la communication en audit et technique de rédaction d'un rapport de mission* ». La formation concernant le dernier thème c'est-à-dire « **Audit de la dette publique** » n'a pas été réalisée

- **Renforcement des capacités institutionnelles des organes de contrôles**

Indicateur de l'activité : Nombre de textes élaborés et transmis au MEF

Il s'agit de la révision des textes des organes de contrôle de l'Etat en vue de renforcer leurs capacités institutionnelles. Les projets de textes sont élaborés par le comité mis en place et transmis au Ministre de l'économie et des finances pour adoption.

- **Exécution des missions de contrôle**

Indicateur de l'activité : Nombre de rapport de contrôle

Il s'agit de l'exécution du programme annuel de contrôle de l'Inspection Générale d'Etat. Actuellement quatre (4) missions de contrôle sont en cours à l'IGE.

Réforme de la Direction Nationale du Contrôle Financier

3.1.2. Etat de mise en œuvre des réformes

L'évaluation de la performance par la méthode de la valeur acquise et l'état d'exécution des activités programmées par la direction du contrôle financier se présentent comme suit :

3.1.2.1. Evaluation de la performance par la méthode de la valeur acquise

Activités	Nom et titre de la personne responsable de l'activité	Indicateur de l'activité	COLLECTE DES DONNEES NECESSAIRES POUR L'EVALUATION					EVALUATION PAR LA VALEUR ACQUISE				
			Cible planifiée	Cible atteinte	Valeur planifiée (VP)	Coût réel (CR)	Durée totale planifiée (DTP)	VA	IPE	IPC	EDA	ECA
			à fin juin 2018	Valeur de l'indicateur réalisée à fin juin 2018	(dotations)	(montant exécuté)	(mois)	VP* Cible atteinte/Cible planifiée	VA/VP	VA/CR	DTP/IPE	CTP(VP)/IPC
Nomination et déploiement des contrôleurs délégués	Kofi Agbenoxevi PANIAH, Directeur National du Contrôle Financier	Nombre de personne nommé et déployé	15	0	0	0	12	0	-	-	-	-
Formations des cadres de la DNCF sur divers thématiques	Kofi Agbenoxevi PANIAH, Directeur National du Contrôle Financier	Nombre de personne formé	160	0	49 000 000	0	12	0	0	-	-	-
0TOTAL			175	0	49 000 000	0	12	0	0	-	-	-

a- Interprétation globale des résultats de l'évaluation

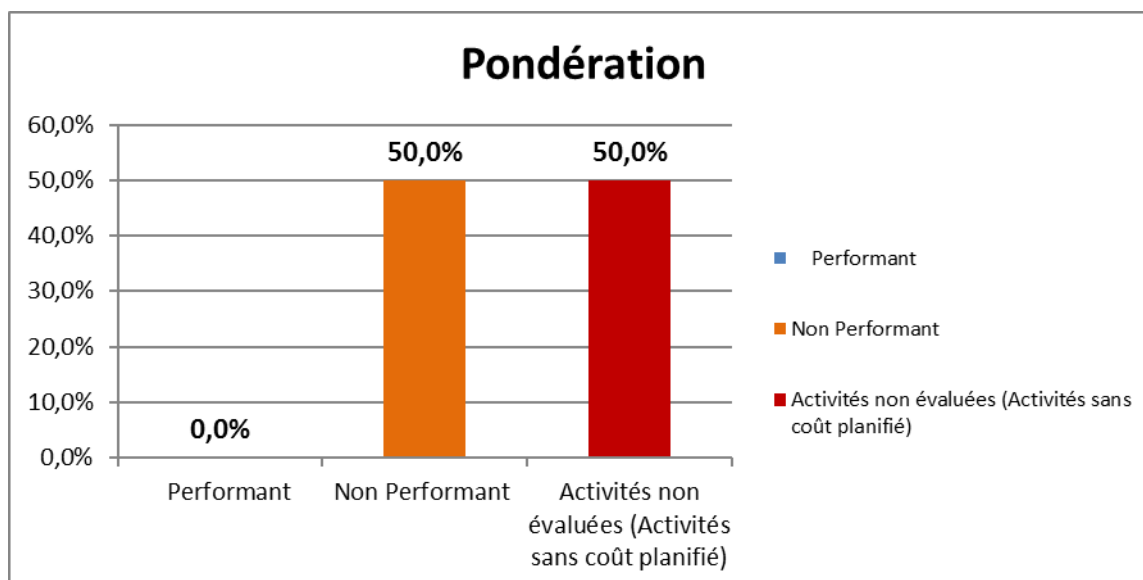
Selon le PTBA, la DCF a planifié 49 000 000 FCFA pour atteindre des résultats mesurés à travers deux (2) indicateurs prévus pour l'année 2018.

La mise en œuvre de l'activité n'a pas été efficace car l'IPE est nul. L'IPC n'a pas été calculé car aucune dépense n'a été engagée.

En conclusion, si aucune disposition n'est prise, la direction nationale ne pourra pas achever la mise en œuvre de ses activités avant la fin de l'année.

Tableau et graphique de l'évaluation de la performance

Activité	Performant	Non Performant	Activités non évaluées (Activités sans coût planifié)
Pondération	0,0%	50,0%	50,0%



b- Interprétation par activité des résultats de l'évaluation

Par rapport à chaque activité, l'évaluation se présente comme suit :

- **Nominations et déploiement des contrôleurs délégués** : le taux d'exécution de cette activité est de 0%.
- **Formation des cadres de la DNCF** : la mise en œuvre de l'activité n'a pas été efficace car l'IPE est nul. L'IPC n'a pas été calculé car aucune dépense n'a été engagée. Le responsable doit prendre des mesures pour finir l'activité dans les délais.

3.1.2.2. Etat d'exécution des activités programmées

Les activités de réformes programmées à fin juin 2018 sont au nombre de deux (2). L'état de mise en œuvre se présente comme suit :

a- Activités non réalisées à fin juin 2018

Les activités partiellement réalisées sont au nombre de deux (2). Il s'agit de

- **Nominations et déploiement des contrôleurs délégués**

Indicateur de l'activité : Contrôleurs délégués nommés et déployés

Cette activité n'a pas été réalisée faute de la nomination des contrôleurs délégués.

- **Formation des cadres de la DNCF**

Indicateur de l'activité : Nombre de cadre formé

La formation des cadres de la direction nationale s'articulera autour de deux thématiques à savoir : (i) l'appréciation de la performance des programmes et (ii) la mutation du contrôle financier au contrôle budgétaire. Elle devait être déroulée par les experts de l'UEMOA qui finalement n'ont pas répondu à notre sollicitation. Cela nous a conduit au recrutement de consultant individuel dont la prise en charge est devenue élevée.

Réforme de la Cour des Comptes

3.1.3. Etat de mise en œuvre des réformes

L'évaluation de la performance par la méthode de la valeur acquise et l'état d'exécution des activités programmées par la cour des comptes se présentent comme suit :

3.1.3.1. Evaluation de la performance par la méthode de la valeur acquise

Activités	Nom et titre de la personne responsable de l'activité	Indicateur de l'activité	COLLECTE DES DONNEES NECESSAIRES POUR L'EVALUATION					EVALUATION PAR LA VALEUR ACQUISE				
			Cible planifiée	Cible atteinte	Valeur planifiée (VP)	Coût réel (CR)	Durée totale planifiée (DTP)	VA	IPE	IPC	EDA	ECA
			2018	Valeur de l'indicateur réalisée à fin juin 2018	(dotations)	(montant exécuté)	(mois)	VP* Cible atteinte/Cible planifiée	VA/VP	VA/CR	DTP/IPE	CTP(VP)/IPC
Elaboration chaque année d'un rapport d'audit de performance des ministères	PP Jean Koffi EDOH	Ordonnance portant exécution du plan stratégique de développement	1	0	0	0	3	0	-	-	-	-
Elaboration d'un plan stratégique de développement pour la Cour des comptes comprenant un plan de gestion prévisionnelle de son personnel	PP Jean Koffi EDOH	Ordonnance consacrant la création du site web	1	0,5	2 807 083	2 807 083	4	1 403 542	0,5	0,5	8,0	5 614 166
Renforcement de la visibilité des actions de la CdC (Y ajouter la sensibilisation prévue par la CdC sur l'ensemble du territoire)	PP Jean Koffi EDOH	Projets de lois organiques	2	1	63 340 200	0	12	31 670 100	0,5	-	24,0	-
Relecture des textes organiques de la CdC (Loi organique n°98-014 du 10 juillet portant organisation et fonctionnement de la Cour et Loi organique n°2009-003 portant statut des magistrats de la Cour)	PP Jean Koffi EDOH	Rapports d'audit	2	2	7 584 666	7 584 666	6	7 584 666	1,0	1,0	9,0	7 584 666
Renforcement des compétences de la CdC	PP Jean Koffi EDOH	Rapports d'audit des rapports financiers	2	2	25 000 000	11 100 000	4	7 500 000	0,3	0,68	13,33	37 000 000
TOTAL			8	4,10	98 731 949	21 491 749	12	50 600 124	0,51	2,35	23,4	41 935 120

a- Interprétation globale des résultats de l'évaluation

Selon le PTBA, la Cour des comptes a planifié 98 731 949 FCFA pour atteindre des résultats mesurés à travers cinq (5) indicateurs prévus à fin juin 2018.

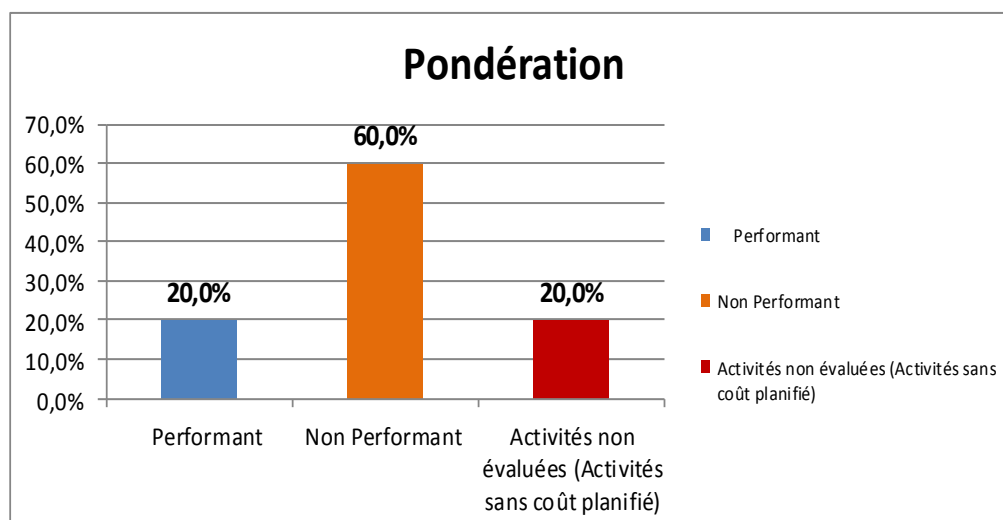
La valeur acquise de ces 5 indicateurs, c'est-à-dire la valeur réelle des résultats atteints est 50 600 124 FCFA. L'indice de performance sur l'échéancier (IPE) est de 0,51 et l'indice de performance sur les coûts (IPC) est de 2,35. L'estimation de la durée nécessaire pour achever les activités programmées (EDA) est de 23 mois 4 jours. Enfin, l'estimation du coût pour achever la mise en œuvre des activités engagées est de 41 935 120 FCFA.

Au regard des résultats obtenus dans le tableau ci-dessus, il faudra 11 mois 4 jours de plus à la Cour des comptes pour terminer les activités de réforme planifiée au titre de l'année 2018. L'écart entre la valeur planifiée (VP) et l'estimation du coût pour achever la mise en œuvre des activités engagées (ECA) est de 56 796 829 F CFA. Ce qui indique une surestimation de la prévision du coût des activités de réformes programmées.

En conclusion, si aucune disposition n'est prise, la Cour des Comptes ne pourra pas achever la mise en œuvre de ses activités avant la fin de l'année.

Tableau et graphique de l'évaluation de la performance

Activité	Performant	Non Performant	Activités non évaluées (Activités sans coût planifié)
Pondération	20,0%	60,0%	20,0%



b- Interprétation par activité des résultats de l'évaluation

Par rapport à chaque activité, l'évaluation se présente comme suit :

- **Elaboration chaque année d'un rapport d'audit de performance des ministères :** Le taux d'exécution physique de l'activité est de 0%.
- **Elaboration d'un plan stratégique pour la Cour des comptes comprenant un plan de gestion prévisionnelle de son personnel :** La mise en œuvre de l'activité n'a pas été efficace et efficiente car l'IPE et l'IPC sont de 0,50. Le responsable doit prendre des mesures pour réaliser l'activité dans les délais.
- **Renforcement de la visibilité des actions de la CdC :** La mise en œuvre de l'activité n'a pas été efficace car l'IPE est de 0,50. L'IPC n'a pas été calculé car aucun montant n'a été exécuté. Le responsable doit prendre des mesures pour réaliser l'activité dans les délais.
- **Relecture des textes organiques de la CdC (loi organique n°98-014 du 10 juillet portant organisation et fonctionnement de la Cour et loi organique n°2009-003 portant statut des magistrats de la Cour) :** La mise en œuvre de l'activité a été efficace et efficiente car l'IPE et l'IPC sont de 1. Le responsable de l'activité a été performant.
- **Renforcement des compétences de la CdC :** La mise en œuvre de l'activité n'a pas été efficace et efficiente car l'IPE et l'IPC sont respectivement de 0,51 et 2,35. Le responsable doit prendre des mesures pour réaliser l'activité dans les délais.

3.1.3.2. Etat d'exécution des activités programmées

Les activités de réforme programmées au titre de l'année 2018 sont au nombre de cinq (5). L'état d'exécution se présente comme suit.

a- Activités réalisées à fin juin 2018

Une (1) activité a été totalement réalisée. Il s'agit de :

- **Relecture des textes organiques de la CdC (Loi organique n°98-014 du 10 juillet portant organisation et fonctionnement de la Cour et Loi organique n°2009-003 portant statut des magistrats de la Cour)**

Indicateur de l'activité : Projets de lois organiques

La loi organique n°98-014 portant organisation et fonctionnement de la Cour des comptes et la loi organique 2009-03 portant statut des magistrats ont été relues, validées puis transmises au ministère de l'économie et des finances pour la suite du processus d'adoption.

b- Activités partiellement réalisées à fin juin 2018

Les activités partiellement réalisées sont au nombre de quatre (4). Il s'agit :

- **Elaboration chaque année d'un rapport d'audit de performance des ministères**

Indicateur de l'activité : Rapport d'audit de performance des ministères

La Cour des comptes, dans la dynamique de la mise en œuvre prochaine du budget-programme, entend organiser un ensemble de formations à l'endroit de ses magistrats pour les habilitier à l'élaboration des rapports d'audit de performance des ministères. Pour le compte de

ce premier semestre 2018, les magistrats ont suivi une formation sur l'autoévaluation de leurs compétences. Cette formation est assortie d'un plan de renforcement de leurs capacités dans des domaines où ils se sont estimés moins performants à l'issue de l'auto-évaluation.

- **Elaboration d'un plan stratégique de développement pour la Cour des comptes comprenant un plan de gestion prévisionnelle de son personnel**

Indicateur de l'activité : Plan stratégique élaboré et validé

La CdC a bénéficié de l'accompagnement d'un expert de la Cour des comptes de France, du 20 au 26 mai 2018, dans l'élaboration de son plan stratégique comprenant un plan de gestion prévisionnelle. Des recommandations ont été formulées et le plan d'action pour la mise en œuvre du rapport de l'expert est en cours de validation.

- **Renforcement de la visibilité des actions de la CdC**

Indicateurs de l'activité : Rapport de gestion du site Web ; Rapport de sensibilisation

Cette activité est composée de deux tâches à savoir : la gestion du site et la sensibilisation à l'intention des ordonnateurs, des comptables publics et des gestionnaires des organes publics soumis au contrôle de la Cour des comptes. Le rapport semestriel de gestion du site web de la CdC est disponible et les termes de références de la sensibilisation sont élaborés.

- **Renforcement des compétences de la CdC**

Indicateur de l'activité : Rapports de mission

Les formations prévues pour le premier semestre, ont toutes été faites à fin juin 2018. Ces formations qui ont porté sur le « suivi-évaluation des marchés publics » et sur « le perfectionnement aux techniques d'archivage et de documentation : niveau 3 » ont eu lieu au Burkina Faso et au Cameroun.

4. Informatisation des services

Réformes de la Cellule Informatique

4.1.1. Etat de mise en œuvre des réformes

L'évaluation de la performance par la méthode de la valeur acquise et l'état d'exécution des activités programmées de la cellule informatique se présentent comme suit :

4.1.1.1. Evaluation de la performance par la méthode de la valeur acquise

Activités	Nom et titre de la personne responsable de l'activité	Indicateur de l'activité	COLLECTE DES DONNEES NECESSAIRES POUR L'EVALUATION					EVALUATION PAR LA VALEUR ACQUISE				
			Valeur de l'indicateur réalisée à fin juin 2018)	Cible atteinte (valeur de l'indicateur atteinte en juin 2018)	Valeur planifiée (VP) c'est-à-dire la dotation	Coût réel (CR) c'est-à-dire le montant exécuté	Durée totale planifiée (DTP) en mois	VA	IPE	IPC	EDA	ECA
								$VA = VP \times \frac{\text{cible atteinte}}{\text{cible planifiée}}$	$IPE = \frac{VA}{VP}$	$IPC = \frac{VA}{CR}$	$EDA = \frac{DTP}{IPE}$	$ECA = \frac{VP}{IPC}$
Professionnalisation de la fonction informatique du MEF	AGBOKOU Dodzi, Responsable Cellule Informatique	Le personnel informaticien est bien formé pour la mise en œuvre des divers modules du SIGFiP	2	2	0	0	2	0	-	-	-	-
Amélioration de la formulation et la présentation du budget par la classification programmatique et la classification fonctionnelle en appliquant les normes SFP/CFAP	AGBOKOU Dodzi, Responsable Cellule Informatique	le module cadrage budgétaire, préparation et élaboration budgétaire est mis en œuvre	3	3	0	0	6	0	-	-	-	-
Codification des budgets programmes des ministères et institutions conformément au segment programmatique de la nouvelle NBE	AGBOKOU Dodzi, Responsable Cellule Informatique	La codification du budget programme est harmonisé pour tous les ministères sectoriels	1	0,8	0	0	6	0	-	-	-	-
Réécriture du module exécution du SIGFiP	AGBOKOU Dodzi, Responsable Cellule Informatique	Le module exécution du SIGFiP est mis en œuvre	1	0,8	0	0	6	0	-	-	-	-
Réécriture du module comptabilité du SIGFiP	AGBOKOU Dodzi, Responsable Cellule Informatique	Le module comptabilité du SIGFiP est mis en œuvre	1	0,5	0	0	6	0	-	-	-	-
Consolidation du Datacenter	AGBOKOU Dodzi, Responsable Cellule Informatique	La mise en œuvre de la solution de consolidation du Datacenter du SIGFiP	1	0,5	75 000 000	75 000 000	2	37 500 000	0,50	0,50	4,00	150 000 000
TOTAL			9	7,6	75 000 000	75 000 000	6	63 333 333	0,83	0,83	7,11	88 815 789

a- Interprétation globale des résultats de l'évaluation

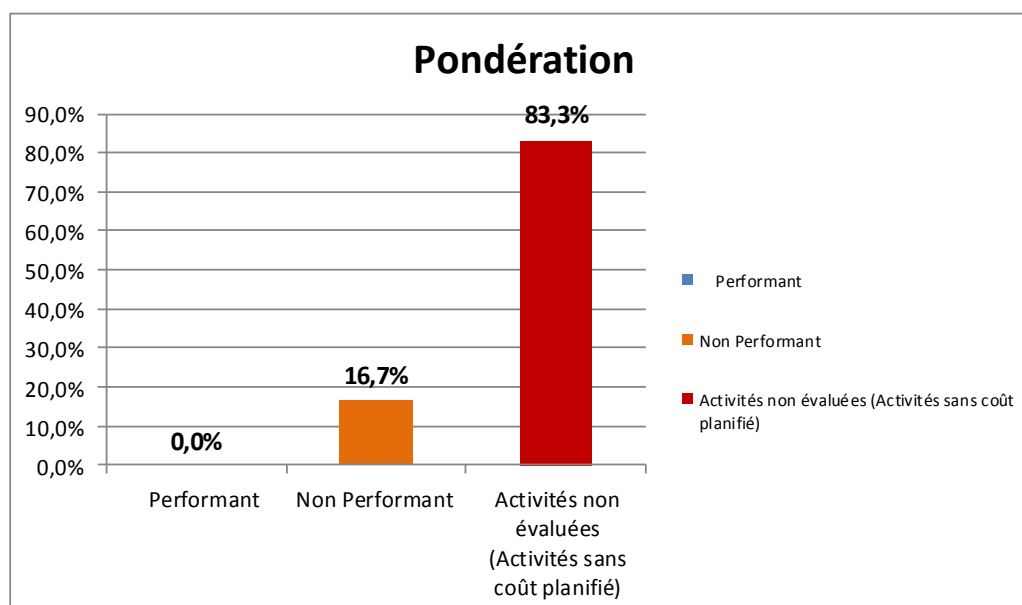
Selon le PTBA, la cellule informatique a planifié environ 75 000 000 F CFA pour atteindre des résultats mesurés à travers six (6) indicateurs prévus sur les 6 mois de l'année 2018.

La valeur acquise de ces 06 indicateurs c'est-à-dire la valeur réelle des résultats atteints est estimé à 63 333 333 F CFA. L'indice de performance sur l'échéancier (IPE) est de 0,83 et l'indice de performance sur les coûts (IPC) est de 0,83. L'estimation de la durée nécessaire pour achever les activités programmées (EDA) est environ de 7 mois 3 jours. Enfin, l'estimation du coût pour achever la mise en œuvre des activités engagées est de 88 815 789 F CFA.

Au regard des différents résultats obtenus dans le tableau ci-dessus, il faudra encore 1 mois 27 jours de plus à la cellule pour terminer les activités de réformes planifiées à fin juin 2018. L'écart entre la valeur planifiée (VP) et l'estimation du coût pour achever la mise en œuvre des activités engagées (ECA) est de 13 813 789 F CFA. Ce qui indique une sous-estimation de la prévision du coût et de la durée d'exécution des activités de réformes. Le taux de réalisation de l'indicateur est estimé à 84,4%.

Tableau et graphique de l'évaluation de la performance

Activité	Performant	Non Performant	Activités non évaluées (Activités sans coût planifié)
Pondération	0,0%	16,7%	83,3%



b- Interprétation par activité des résultats de l'évaluation

Par rapport à chaque activité, l'évaluation se présente comme suit :

- **Professionnalisation de la fonction informatique du MEF** : le taux d'exécution physique de l'activité est de 100%.

- **Amélioration de la formulation et la présentation du budget par la classification programmatique et la classification fonctionnelle en appliquant les normes SFP/CFAP** : le taux d'exécution physique de l'activité est de 100%.
- **Codification des budgets programmes des ministères et institutions conformément au segment programmatique de la nouvelle NBE** : le taux d'exécution physique de l'activité est de 80%.
- **Réécriture du module exécution du SIGFiP** : le taux d'exécution physique de l'activité est de 80% .
- **Réécriture du module comptabilité du SIGFiP** : le taux d'exécution physique de l'activité est de 50%.
- **Consolidation du Datacenter** : la mise en œuvre de l'activité n'a pas été efficace ni efficiente car l'IPE et l'IPC sont de 0,5. Le responsable doit prendre des mesures pour finir l'activité dans les délais.

4.1.1.2. Etat d'exécution des activités programmées

La programmation des activités de réforme à fin juin 2018 sont au nombre de six (6). L'état d'exécution de celles qui sont en cours de réalisation et non réalisées se présente comme suit :

a- Activités réalisées à fin juin 2018

Les activités partiellement réalisées sont au nombre de deux (2). Il s'agit de :

- **Professionnalisation de la fonction informatique du M.E.F**

Indicateur de l'activité : Le personnel informaticien est bien formé pour la mise en œuvre des divers modules du SIGFiP

Le renforcement des capacités techniques est une tâche qui a été réalisée à 100%. Ensuite, celle concernant le renforcement des capacités du personnel informaticien du M.E.F n'a pas été réalisée compte tenu du retard accusé dans la réécriture du SIGFiP.

- **Amélioration de la formulation et la présentation du budget par la classification programmatique et la classification fonctionnelle en appliquant les normes SFP/CFAP**

Indicateur de l'activité : Nombre de module de cadrage budgétaire, préparation et élaboration budgétaire est mis en œuvre

La mise en œuvre du module Cadrage Budgétaire de SIGFiP et celle relative à la préparation et Elaboration budgétaire suivant les nouvelles directives de l'UEMOA avec prise en compte des classifications par stratégie nationale de développement, est réalisée. L'ordre de codification a également été déterminé : classification par programme, classification administrative, classification fonctionnelle, classification par source de financement et la classification économique.

b- Activités partiellement réalisées à fin juin 2018

Les activités partiellement réalisées sont au nombre de quatre (4). Il s'agit de :

- **Codification des budgets-programmes des ministères et institutions conformément au segment programmatique de la NBE**

Indicateur de l'activité : La codification du budget-programme est mise en œuvre

Le codage du budget-programme est en cours de réalisation.

- **Réécriture du module Exécution du SIGFiP**

Indicateur de l'activité : Le module exécution du SIGFiP est mis en œuvre

Lancé en juillet 2016, ces travaux vont se poursuivre au premier semestre 2018. La Cellule informatique du MEF, chef de file de ce processus, prend les dispositions nécessaires à cet effet. Cette deuxième phase portera sur les segments programmatique, fonctionnel et optionnel, ainsi que les autres aspects du PCE en lien avec la comptabilité patrimoniale et en droits constatés. Ce ré-paramétrage permettra notamment de prendre en charge les budgets programmes dans le SIGFiP.

- **Réécriture du module Comptabilité du SIGFiP**

Indicateur de l'activité : Le module Comptabilité du SIGFiP est mis en œuvre

Ce module n'a pas été réalisé pour la cause idem à la cause précédente. A ce niveau aussi, la rédaction du document technique est en cours d'élaboration.

- **Consolidation du Datacenter**

Indicateur de l'activité : Datacenter consolidé

Ce module est en cours de réalisation. Les dossiers d'appel d'offre ont déjà été lancés et suivent actuellement leur cours.

5. Marchés publics

Les réformes des marchés publics visent à garantir la transparence dans l'exécution des programmes et politiques publiques.

Réforme de la Direction Nationale du Contrôle des Marchés Publics

5.1.1. Etat de mise en œuvre des réformes

L'évaluation par la méthode de la valeur acquise et l'état d'exécution des activités programmées par la direction nationale du contrôle des marchés publics se présentent comme suit :

5.1.1.1. Evaluation de la performance par la méthode de la valeur acquise

Activités	Nom et titre de la personne responsable de l'activité	Indicateur de l'activité	COLLECTE DES DONNEES NECESSAIRES POUR L'EVALUATION					EVALUATION PAR LA VALEUR ACQUISE				
			Cible planifiée	Cible atteinte	Valeur planifiée (VP)	Coût réel (CR)	Durée totale planifiée (DTP)	VA	IPE	IPC	EDA	ECA
			2018	Valeur de l'indicateur réalisée à fin juin 2018	(dotations)	(montant exécuté)	(mois)	VP* Cible atteinte/Cible planifiée	VA/VP	VA/CR	DTP/IPE	CTP(VP)/IPC
Contrôle du respect des plans de passation des marchés (PPM) par les autorités contractantes (AC)	Mme Zouréhatou KASSAH-TRAORE, Directeur national du contrôle des marchés publics	Rapport du suivi de l'exécution des PPM	1	1	0	0	12	0	-	-	-	-
Mise en place d'une base de données exacte et complète sur les marchés passés	Mme Zouréhatou KASSAH-TRAORE, Directeur national du contrôle des marchés publics	Base de données sur les marchés publics à jour et effective	1	1	0	0	12	0	-	-	-	-
Respect du principe de mise à concurrence ouverte pour l'attribution de la majorité des marchés	Mme Zouréhatou KASSAH-TRAORE, Directeur national du contrôle des marchés publics	Au moins 80% des marchés publics attribués par des procédures concurrentielles	1	1	0	0	4	0	-	-	-	-
Mise à disposition du public des informations sur les marchés publics, notamment, les textes réglementaires, les PPM et les informations sur les marchés passés	Mme Zouréhatou KASSAH-TRAORE, Directeur national du contrôle des marchés publics	Textes et informations sur les marchés publics publiés	1	1	0	0	12	0	-	-	-	-
Amélioration du mécanisme d'évaluation des offres	Mme Zouréhatou KASSAH-TRAORE, Directeur national du contrôle des marchés publics	Délais moyens d'évaluation des offres conformes aux délais réglementaires	1	1	0	0	12	0	-	-	-	-
Renforcement du système d'information sur la passation des marchés publics	Mme Zouréhatou KASSAH-TRAORE, Directeur national du contrôle des marchés publics	Système d'information sur les marchés publics plus fiable	1	1	7 400 000	7 333 000	12	7 400 000	1	1	12	7 400 000

Déconcentration de la Direction nationale du contrôle des marchés publics au niveau des différentes régions du pays	Mme Zouréhatou KASSAH-TRAORE, Directeur national du contrôle des marchés publics	Deux (02) divisions régionales opérationnelles	1	0,5	0	0	8	0	-	-	-	-
TOTAL			7	6,5	7 400 000	7 333 333	12	6 871 429	0,93	0,93	12,9	7 969 231

a- Interprétation globale des résultats de l'évaluation

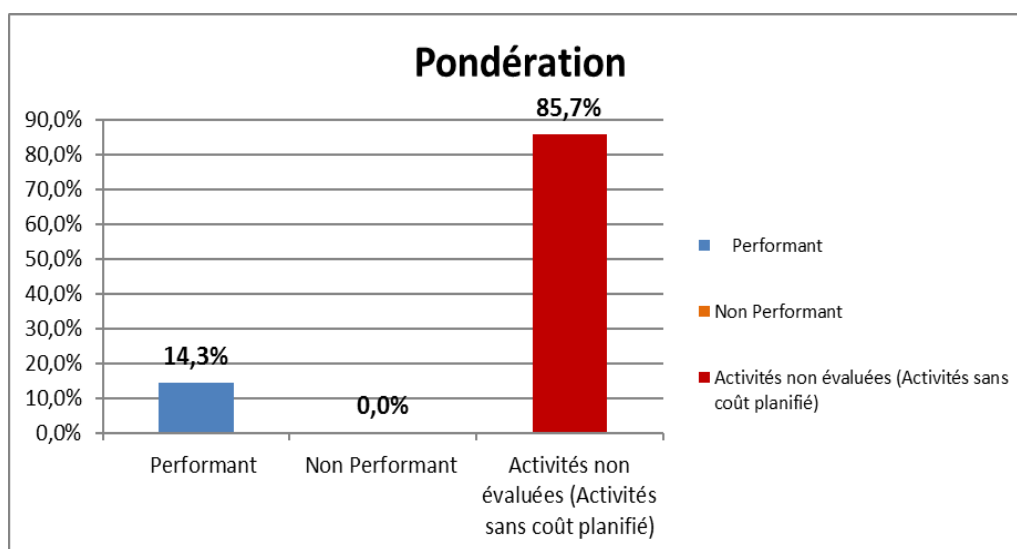
Selon le PTBA, la direction nationale du contrôle des marchés publics a planifié environ 7 400 000 F CFA pour atteindre des résultats mesurés à travers sept (7) indicateurs prévus sur l'année 2018.

La valeur acquise de ces 06 indicateurs c'est-à-dire la valeur réelle des résultats atteints est estimé à 6 871 429 F CFA. L'indice de performance sur l'échéancier (IPE) est de 0,93 et l'indice de performance sur les coûts (IPC) est de 0,93. L'estimation de la durée nécessaire pour achever les activités programmées (EDA) est environ de 12 mois 27 jours. Enfin, l'estimation du coût pour achever la mise en œuvre des activités engagées est de 7 969 231 F CFA.

Au regard des différents résultats obtenus dans le tableau ci-dessus, il faudra encore 27 jours de plus à la DNCMP pour terminer les activités de réformes planifiées à fin juin 2018. L'écart entre la valeur planifiée (VP) et l'estimation du coût pour achever la mise en œuvre des activités engagées (ECA) est de 569 231 F CFA. Ce qui indique une sous-estimation de la prévision du coût et de la durée d'exécution des activités de réformes. Le taux de réalisation de l'indicateur est estimé à 92,9%.

Tableau et graphique de l'évaluation de la performance

Activité	Performant	Non Performant	Activités non évaluées (Activités sans coût planifié)
Pondération	14,3%	0,0%	85,7%



b- Interprétation par activité des résultats de l'évaluation

Par rapport à chaque activité, l'évaluation se présente comme suit :

- **Contrôle du respect des plans de passation des marchés (PPM) par les autorités contractantes (AC) :** le taux d'exécution physique de l'activité est de 100%.

- **Mise en place d'une base de données exacte et complète sur les marchés passés :** le taux d'exécution physique de l'activité est de 100%.
- **Respect du principe de mise à concurrence ouverte pour l'attribution de la majorité des marchés :** le taux d'exécution physique de l'activité est de 100%.
- **Mise à disposition du public des informations sur les marchés publics, notamment, les textes réglementaires, les PPM et les informations sur les marchés passés :** le taux d'exécution physique de l'activité est de 100%.
- **Amélioration du mécanisme d'évaluation des offres :** le taux d'exécution physique de l'activité est de 100%.
- **Renforcement du système d'information sur la passation des marchés publics :** la mise en œuvre de l'activité a été efficace et efficiente car l'IPE et l'IPC sont de 1. Le responsable de l'activité a été performant.
- **Déconcentration de la Direction nationale du contrôle des marchés publics au niveau des différentes régions du pays :** le taux d'exécution physique de l'activité est de 50%.

5.1.1.2. Etat d'exécution des activités programmées

La programmation des activités de réforme à fin juin 2018 sont au nombre de sept (7). L'état d'exécution de celles qui sont réalisées et en cours de réalisation se présente comme suit :

a- Activités réalisées à fin juin 2018

Les activités réalisées sont au nombre de six (6). Il s'agit de :

- **Contrôle du respect des plans de passation des marchés (PPM) par les autorités contractantes (AC)**

Indicateur de l'activité : Rapport de suivi de l'exécution des PPM

La DNCMP a effectué le suivi de l'exécution des PPM par les AC. Il en ressort que les programmations faites par les AC ne sont pas respectées par elles. En effet, des retards allant jusqu'à cent cinquante (150) jours sont accusés dans l'initiation de certaines procédures et d'autres procédures planifiées ne sont même pas démarrées. Des lettres de relance ont été envoyées aux AC chargées des secteurs prioritaires du gouvernement (agriculture, eau, santé, éducation et infrastructures routières) sur l'état d'exécution de leurs PPM à fin juin 2018.

- **Mise en place d'une base de données exacte et complète sur les marchés passés**

Indicateur de l'activité : Base de données sur les marchés publics à jour et effective

Le mécanisme de saisie des informations sur les marchés passés a été renforcé. Tous les marchés approuvés qui sont soumis à l'immatriculation de la DNCMP sont saisis dans la base de données Excel au fur et à mesure puis les informations saisies font l'objet d'un contrôle hebdomadaire ; ce qui permet de disposer d'une base exhaustive et à jour.

- **Respect du principe de mise à concurrence ouverte pour l'attribution de la majorité des marchés**

Indicateur de l'activité : Au moins 80% des marchés publics attribués par des procédures concurrentielles

La DNCMP s'est activée à faire respecter, par les autorités contractantes, le Code des marchés publics qui fait de l'appel d'offres ouvert la règle et des procédures moins concurrentielles, des dérogations, soumises à son autorisation préalable. Des statistiques provisoires des marchés passés au premier semestre 2018, la majorité (plus de 60%) des marchés a été passés par appel à concurrence ouvert (appel d'offres et appel à manifestations d'intérêt) ; l'objectif visé étant de réaliser à la fin de l'année le score minimum de 80% fixé pour obtenir la notation la plus élevée pour le critère y afférent lors des futures évaluations suivant la méthodologie PEFA.

- **Mise à disposition du public des informations sur les marchés publics, notamment, les textes réglementaires, les PPM et les informations sur les marchés passés**

Indicateur de l'activité : Textes et informations sur les marchés publics publiés

Les textes réglementaires, les avis généraux d'appel d'offres, les PPM et les avis d'attributions provisoires et définitives des marchés publics sont publiés sur le site web de la DNCMP accessible à l'adresse www.dncmp-togo.tg et dans le journal des marchés publics (JMP) du Togo qui fait l'objet d'une parution hebdomadaire. La dernière parution du mois de juin est le n°365 du 25 juin au 1er juillet 2018. Les statistiques des marchés attribués sont publiées sur le portail des marchés publics accessible à la même adresse ci-dessus indiquée.

- **Amélioration du mécanisme d'évaluation des offres**

Indicateur de l'activité : Système de suivi des délais d'évaluation des offres disponibles

Les délais d'évaluation des offres par les AC sont saisis par une équipe de la DNCMP dans une base de données Excel. Il ressort de l'examen de ces données que le délai réglementaire d'évaluation des soumissions fixé à trente (30) jours calendaires au maximum est à ce jour très rarement respecté. Des délais allant de quarante-trois (43) à cent cinquante-six (156) jours sont mis pour évaluer les offres. Par ses lettres réponses aux demandes d'avis de non objection des AC sur les rapports d'évaluation des offres, la DNCMP relève systématiquement les cas de non-respect du délai réglementaire d'évaluation des soumissions et invite les membres des organes de gestion des marchés publics des AC à y remédier pour la célérité des procédures.

- **Renforcement du système d'information sur la passation des marchés publics**

Indicateur de l'activité : Système d'information sur les marchés publics plus fiable

Pour garantir la fiabilité des informations sur les marchés passés, l'opérationnalisation du système intégré des marchés publics (SIGMAP) conçu est en train d'être accélérée. Après l'élaboration des plans de passation des marchés publics et avis généraux de passation des marchés publics, les autorités contractantes sont en formation sur les modules de déroulement des procédures de passation des marchés publics dans le SIGMAP.

Quatre (04) sessions de formation de soixante (60) cadres des Ministères et Institutions de la République ont été organisées du 19 février au 16 mars 2018.

b- Activités partiellement réalisées à fin juin 2018

Une (1) seule activité est en cours de réalisation. Il s'agit de :

- **Déconcentration de la Direction nationale du contrôle des marchés publics au niveau des différentes régions du pays**

Indicateur de l'activité : Divisions régionales de contrôle des marchés publics opérationnelles ». La cible de l'indicateur pour l'année 2017 est l'opérationnalisation de deux (02) divisions régionales.

L'aménagement des locaux qui devront abriter les divisions régionales à Kara et à Atakpamé et leur équipement est achevé. Il est attendu l'affectation des agents au sein de ces divisions pour leur opérationnalisation.

Réforme de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics

5.1.2. Etat de mise en œuvre des réformes

L'évaluation par la méthode de la valeur acquise et l'état d'exécution des activités programmées par l'autorité de régulation des marchés publics se présentent comme suit :

5.1.2.1. Evaluation de la performance par la méthode de la valeur acquise

Activités	Nom et titre de la personne responsable de l'activité	Indicateur de l'activité	COLLECTE DES DONNEES NECESSAIRES POUR L'EVALUATION					EVALUATION PAR LA VALEUR ACQUISE				
			Cible planifiée	Cible atteinte	Valeur planifiée (VP)	Coût réel (CR)	Durée totale planifiée (DTP)	VA	IPE	IPC	EDA	ECA
			2018	Valeur de l'indicateur réalisée à fin juin 2018	(dotations)	(montant exécuté)	(mois)	VP* Cible atteinte/Cible planifiée	VA/VP	VA/CR	DTP/IPE	CTP(VP)/IPC
Révision des textes relatifs au marchés publics (loi, code et textes d'application)	M. ALAKI Essoham, Directeur de la réglementation et des affaires juridiques		1	0	7 000 000	0	12	0	0	-	-	-
Elaboration et adoption d'un guide ou manuel unique de procédures des marchés publics et des délégations de services destiné à tous les acteurs de la chaîne de passation des marchés publics	M. ALAKI Essoham, Directeur de la réglementation et des affaires juridiques		1	0	10 000 000	0	12	0	0	-	-	-
Elaboration des guides pratiques sur les dossiers-types, les incoterms et les conditions des garanties	M. ALAKI Essoham, Directeur de la réglementation et des affaires juridiques		1	0	10 000 000	-	12	0	0	-	-	-
Mise en place d'une formation diplômante en marchés publics	M. AGBAN Yakouba Yawouvi, Directeur de la formation et des appuis techniques		1	0,1	30 000 000	0	12	3 000 000	0,10	-	120	-
TOTAL			5	0,1	57 000 000	0	12	1 425 000	0,02	-	600	-

a- Interprétation globale des résultats de l'évaluation

Selon le PTBA, l'Autorité de régulation des marchés publics a prévu 57 000 000 F CFA pour atteindre des résultats mesurables à travers quatre (4) indicateurs prévus démarré à fin juin 2018.

La valeur acquise de ces quatre (4) indicateurs, c'est-à-dire la valeur réelle des résultats atteints est de 1 425 000 F CFA. L'indice de performance de l'échéancier (IPE) ou des délais est de 0,02 et l'indice de performance des coûts (IPC) n'a pas été déterminé car aucun coût n'a pas été réalisé.

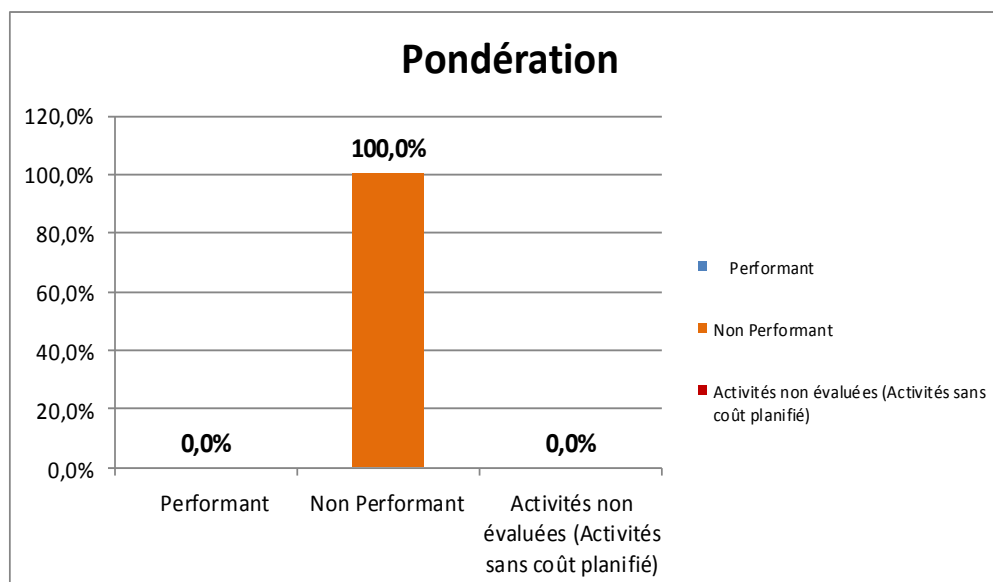
L'estimation de la durée nécessaire pour achever les activités programmées (EDA) est de 600 mois contre les 12 mois effectivement planifiés. Enfin, l'estimation du coût pour achever la mise en œuvre des activités engagées n'a pu être estimé.

Au regard des résultats obtenus dans le tableau ci-dessus, il faudra 588 mois de plus à l'ARMP pour terminer les activités de réformes débutées au premier semestre 2018.

En conclusion, si aucune disposition n'est prise, l'Autorité de régulation des marchés publics ne pourra pas achever la mise en œuvre de ses activités avant la fin de l'année.

Tableau et graphique de l'évaluation de la performance

Activité	Performant	Non Performant	Activités non évaluées (Activités sans planifié)
Pondération	0,0%	100,0%	0,0%



b- Interprétation par activité des résultats de l'évaluation

Par rapport à chaque activité, l'évaluation se présente comme suit :

- **Révision des textes relatifs aux marchés publics (loi, code et textes d'application) :** la mise en œuvre de l'activité n'a pas été efficace car l'IPE est nul. L'IPC n'a pas été calculé car aucune dépense n'a été exécutée. Le responsable doit prendre des mesures pour finir l'activité dans les délais.

- **Elaboration et adoption d'un guide ou manuel unique de procédures des marchés publics et des délégations de services destiné à tous les acteurs de la chaîne de passation des marchés publics** : la mise en œuvre de l'activité n'a pas été efficace car l'IPE est nul. L'IPC n'a pas été calculé car aucune dépense n'a été exécutée. Le responsable doit prendre des mesures pour finir l'activité dans les délais.
- **Elaboration des guides pratiques sur les dossiers-types, les incoterms et les conditions des garanties** : la mise en œuvre de l'activité n'a pas été efficace car l'IPE est nul. L'IPC n'a pas été calculé car aucune dépense n'a été exécutée. Le responsable doit prendre des mesures pour finir l'activité dans les délais.
- **Mise en place d'une formation diplômante en marchés publics** : la mise en œuvre de l'activité n'a pas été efficace car l'IPE est de 0,1. L'IPC n'a pas été calculé car aucune dépense n'a été exécutée. Le responsable doit prendre des mesures pour finir l'activité dans les délais.

5.1.2.2. Etat d'exécution des activités programmées

Les activités de réformes programmées à fin juin 2018 sont au nombre de quatre (4). L'état d'exécution se présente comme suit :

- **Révision des textes relatifs aux marchés publics (loi, code et textes d'application)**

Il s'agit en réalité de la vulgarisation des textes issus de la relecture. Les projets des textes issus de la relecture ont été transmis au ministre de l'économie et des finances depuis janvier 2017, mais ne sont toujours pas adoptés. Ce qui explique la non démarrage de cette activité.

- **Elaboration et adoption d'un guide ou manuel unique de procédures des marchés publics et des délégations de services destiné à tous les acteurs de la chaîne de passation des marchés publics**

Cette activité dépend de l'adoption des textes issus de la relecture.

- **Elaboration des guides pratiques sur les dossiers-types, les incoterms et les conditions des garanties**

Cette activité dépend de l'adoption des textes issus de la relecture.

- **Mise en place d'une formation diplômante en marchés publics**

Les TDR qui étaient prévus pour ce premier semestre ont été élaborés, ce qui représente les 0,1 de la réalisation de l'activité.

B- Evaluation de la performance des réformes dans les différents départements

1. Ministère du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes

1.1. Etat de mise en œuvre des réformes

L'évaluation de la performance par la méthode de la valeur acquise et l'état d'exécution des activités programmées le ministère du développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes se présentent comme suit :

1.1.1. Evaluation de la performance par la méthode de la valeur acquise

Activités	Nom et titre de la personne responsable de l'activité	Indicateur de l'activité	COLLECTE DES DONNEES NECESSAIRES POUR L'EVALUATION					EVALUATION PAR LA VALEUR ACQUISE				
			Cible planifiée	Cible atteinte	Valeur planifiée (VP)	Coût réel (CR)	Durée totale planifiée (DTP)	VA	IPE	IPC	EDA	ECA
			2018	Valeur de l'indicateur réalisée à fin juin 2018	(dotations)	(montant exécuté)	(mois)	VP* Cible atteinte/Cible planifiée	VA/VP	VA/CR	DTP/IPE	CTP(VP)/IPC
Prendre un arrêté portant création, fonctionnement et organisation des Centres de Ressources de l'Artisanat	Directeur de l'Artisanat	Nombre de projet de texte élaborés	1	1	530 000	530 000	5	530 000	1	1	6	530 000
Mise en place les organes de gestion (conseils d'administration) des centres de ressources pour l'artisanat conformément aux textes	Directeur de l'Artisanat	Nombre d'organes des centres de ressources de l'artisanat renouvelés	20	27	0	0	3	0	-	-	-	-
Adoption d'un décret portant organisation et fonctionnement du régime d'assurance maladie des artisans	Directeur de l'Artisanat	décret portant organisation et fonctionnement du régime d'assurance maladie des artisans adopté	1	0,4	0	0	6	0	-	-	-	-
Formulation d'un projet de volontariat national orienté vers les entreprises nationales	M. AGODE Edem, Directeur des Opérations	document de projet de volontariat national orienté vers les entreprises nationales formulé	1	0	1 000 000	0	5	0	0	-	-	-

Mise en place un dispositif inclusif de micro assurance agricole et de mutuelle de santé	Coordonnateur PAIEJ-SP	Nombre de dispositif inclusif de micro assurance agricole et de mutuelle de santé opérationnel	1	0	79 518 300	0	2	0	0	-	-	-
TOTAL			24	28,4	81 048 300	530 000	6	95 907 155	1,18	181	5,07	447 887

a- Interprétation globale des résultats de l'évaluation

Selon le PTBA, le ministère a planifié 81 048 300 F CFA pour atteindre des résultats mesurés à travers cinq (5) indicateurs prévus sur les six (6) mois de l'année 2018.

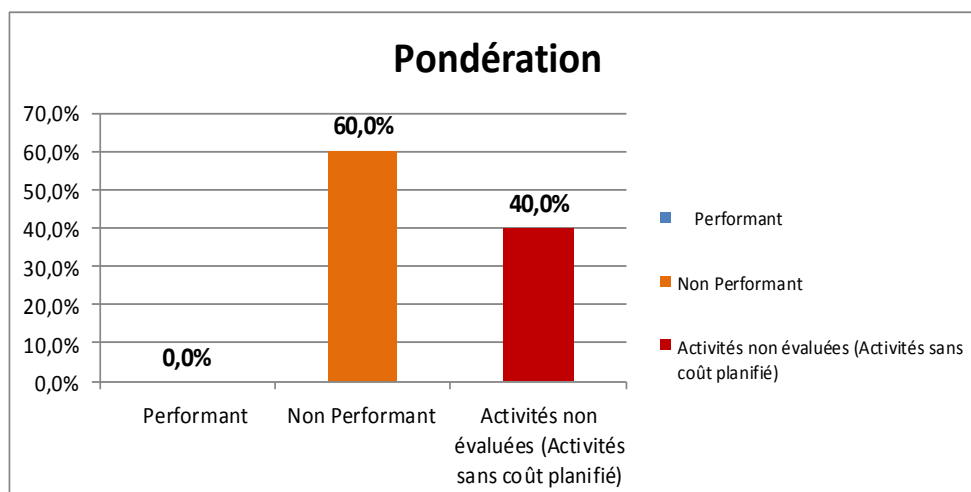
La valeur acquise de ces cinq (5) indicateurs, c'est-à-dire la valeur réelle des résultats atteints est 95 907 155 FCFA. L'indice de performance sur l'échéancier (IPE) est de 1,18 et l'indice de performance sur les coûts (IPC) est de 181. L'estimation de la durée nécessaire pour achever les activités programmées (EDA) est de 5 mois 21 jours. Enfin, l'estimation du coût pour achever la mise en œuvre des activités engagées est de 447 887 000 FCFA.

Au regard des différents résultats obtenus dans le tableau ci-dessus, il faudra 5 mois 21 jours au ministère pour terminer les activités de réformes planifiées à fin décembre 2018. L'écart entre la valeur planifiée (VP) et l'estimation du coût pour achever la mise en œuvre des activités engagées (ECA) est de 80 600 413 FCFA. Ce qui indique une estimation de la prévision du coût et de la durée d'exécution des activités de réformes.

En conclusion, si aucune disposition n'est prise, le Ministère du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes ne pourra pas achever la mise en œuvre de ses activités avant la fin de l'année. Le taux de réalisation de l'indicateur est estimé à 55%.

Tableau et graphique de l'évaluation de la performance

Activité	Performant	Non Performant	Activités non évaluées (Activités sans coût planifié)
Pondération	0,0%	60,0%	40,0%



b- Interprétation par activité des résultats de l'évaluation

Par rapport à chaque activité, l'évaluation se présente comme suit :

- **Prise d'un arrêté portant création, fonctionnement et organisation des Centres de Ressources de l'Artisanat** : la mise en œuvre de l'activité a été efficace et efficiente car l'IPE et l'IPC sont de 1. Le responsable de l'activité a été performant.

- **Mise en place des organes de gestion (conseils d'administration) des centres de ressources pour l'artisanat conformément aux textes** : le taux d'exécution physique de l'activité est de 135%.
- **Adoption d'un décret portant organisation et fonctionnement du régime d'assurance maladie des artisans** : Le taux d'exécution physique de l'activité est de 40%.
- **Formulation d'un projet de volontariat national orienté vers les entreprises nationales** : la mise en œuvre de l'activité n'a pas été efficace et efficiente car la cible atteinte est nulle. L'IPE et l'IPC n'ont pas été calculés car aucune dépense n'a été exécutée. Le responsable doit prendre des mesures pour réaliser l'activité dans les délais.
- **Mise en place d'un dispositif inclusif de micro assurance agricole et de mutuelle de santé** : la mise en œuvre de l'activité n'a pas été efficace et efficiente car la cible atteinte est nulle. L'IPE et l'IPC n'ont pas été calculés car aucune dépense n'a été exécutée. Le responsable doit prendre des mesures pour réaliser l'activité dans les délais.

1.1.2. Etat d'exécution des activités programmées

Les activités de réformes programmées à fin juin 2018 sont au nombre de cinq (5). L'état de mise en œuvre se présente comme suit :

a- Activités réalisées à fin juin 2018

Les activités réalisées sont au nombre de deux (2). Il s'agit de :

- **Prise d'un arrêté portant création, fonctionnement et organisation des Centres de Ressources de l'Artisanat**

Indicateur de l'activité : Nombre de projet de texte élaborés

Elaboration du projet de texte par une équipe de la direction de l'artisanat et du cabinet, ensuite la validation avec les responsables des chambres de métiers (les présidents et leurs Secrétaires Généraux).

- **Mise en place des organes de gestion (conseils d'administration) des centres de ressources pour l'artisanat conformément aux textes**

Indicateur de l'activité : Nombre d'organes des centres de ressources de l'artisanat renouvelés

Organisation d'un atelier d'explication de l'arrêté portant organisation et fonctionnement des Centres de Ressources de l'Artisanat aux présidents des Chambres préfectorales de métiers et d'arrondissements de métiers. Il a eu lieu d'une part, la proposition par les Préfets des membres des conseils d'Administration des CRA et d'autre part l'élaboration et signature de l'arrêté de nomination des membres du Conseil d'Administration des CRA.

b- Activités partiellement réalisées à fin juin 2018

Les activités partiellement réalisées sont au nombre de trois (3). Il s'agit de :

- **Adoption d'un décret portant organisation et fonctionnement du régime d'assurance maladie des artisans**

Indicateur de l'activité : Un décret portant organisation et fonctionnement du régime d'assurance maladie des artisans adopté

Des séances de travail ont eu lieu avec l'INAM et les CRM pour la proposition du projet de décret. Ensuite le projet de décret a été transmis aux ministères impliqués pour approbation.

- **Formulation d'un projet de volontariat national orienté vers les entreprises nationales**

Indicateur de l'activité : Un document de projet de volontariat national orienté vers les entreprises nationales formulé

L'ANVT est dans le processus de collecte de données auprès des différents acteurs, en vue de l'élaboration du premier draft du document de projet.

- **Mise en place un dispositif inclusif de micro assurance agricole et de mutuelle de santé**

Indicateur de l'activité : Nombre de dispositif inclusif de micro assurance agricole et de mutuelle de santé opérationnel

Il s'agit de mettre en place un mécanisme de micro assurance agricole au plan national en vue de soutenir le financement du secteur agricole en général et les bénéficiaires des chaînes de valeurs agricoles promues par le Projet d'Appui à l'Employabilité et à l'Insertion des Jeunes dans les Secteurs Porteurs (PAEIJ-SP) en particulier. A cet effet, une étude de faisabilité en vue d'identifier les actions idoines à transformer en plan d'actions est diligentée. Le Processus de contractualisation est en cours avec le consultant recruté à cet effet.

2. Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche

2.1 Etat de mise en œuvre des réformes

L'évaluation de la performance par la méthode de la valeur acquise et l'état d'exécution des activités programmées par le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche se présentent comme suit :

2.1.1. Evaluation de la performance par la méthode de la valeur acquise

Activités	Nom et titre de la personne responsable de l'activité	Indicateur de l'activité	COLLECTE DES DONNEES NECESSAIRES POUR L'EVALUATION					EVALUATION PAR LA VALEUR ACQUISE				
			Cible planifiée	Cible atteinte	Valeur planifiée (VP)	Coût réel (CR)	Durée totale planifiée (DTP)	VA	IPE	IPC	EDA	ECA
			2018	Valeur de l'indicateur réalisée à fin juin 2018	(dotations)	(montant exécuté)	(mois)	VP* Cible atteinte/Cible planifiée	VA/VP	VA/CR	DTP/IPE	CTP(VP)/IPC
Elaboration du projet de décret portant réglementation de l'enseignement supérieur privé	ASSIMA-KPATCHA, Directeur de l'enseignement supérieur	Projet de décret portant réglementation de l'enseignement supérieur privé élaboré	1	0,75	0	0	10	0	-	-	-	-
Rédaction et adoption du nouveau régime des bourses et allocations	ASSEMBONI, Directrice des bourses et stages	Projet de décret portant régime des bourses et allocation élaboré	1	0,63	0	0	12	0	-	-	-	-
Mise en œuvre du projet GALILEE (Un étudiant, un ordinateur)	Prof. PALANGA, Conseiller technique du Ministre	Ordinateurs réceptionnés	10 000	3 000	524 530 000	162 015 000	12	157 359 000	0,30	0,97	40,00	540 050 000
Harmonisation des curricula du BTS et de Licence des établissements privés d'enseignement supérieur	ASSIMA-KPATCHA, Directeur de l'enseignement supérieur	Programme officiel de BTS et 1 programme de Licence élaboré	2	1	0	0	8	0	-	-	-	-
Mise en place du système de gestion intégré de bibliothèque et de gestion électronique de documents à la DBAN	Directeur de la bibliothèque et des archives nationales	Mètres linéaires numérisés	12	12	39 700 000	0	3	39 700 000	1	-	3	-
TOTAL			10 016	3 014,4	564 230 000	162 015 000	12	169 808 000	0,30	1,05	39,87	538 335 000

a- Interprétation globale des résultats de l'évaluation

Selon le PTBA, le ministère a planifié 564 230 000 F CFA pour réaliser cinq (5) indicateurs prévus pour le premier semestre 2018. Notons que l'évaluation de la performance par la valeur acquise n'a été faite que pour les activités ayant un coût.

La valeur acquise, c'est-à-dire la valeur réelle des résultats atteints pour les deux activités est de 169 808 000 F CFA pour le compte de la première moitié de l'année. Pour la même période, l'indice de performance de l'échéancier (IPE) ou des délais est de 0,3 et l'indice de performance des coûts (IPC) est de 1,05. L'estimation de la durée nécessaire pour achever les activités programmées (EDA) est de 39 mois 26 jours contre les 12 mois effectivement programmés. Enfin, l'estimation du coût pour achever la mise en œuvre des activités engagées est de 538 335 000 F CFA contre 564 230 000 F CFA programmé.

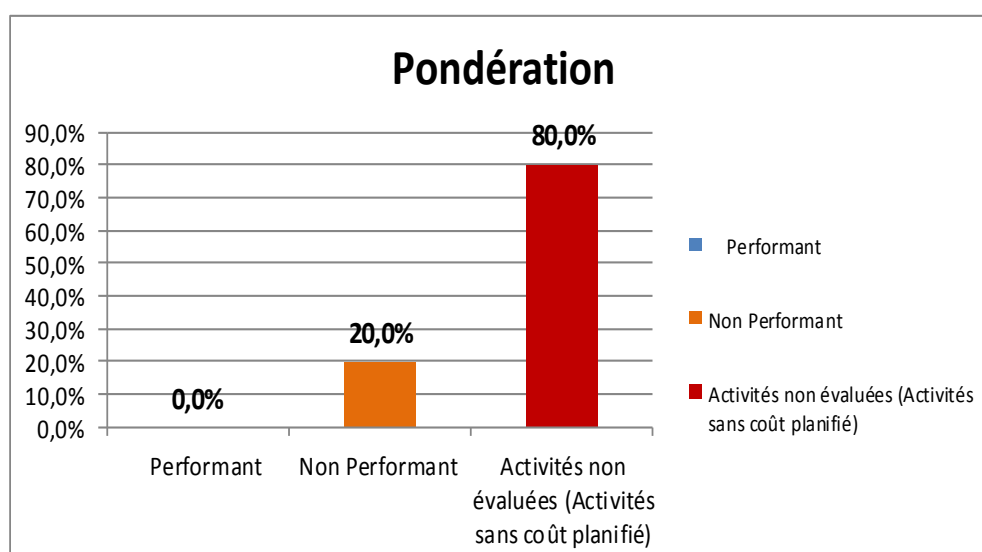
Au regard de l'analyse de résultats obtenus dans le tableau ci-dessus, il faudra 27 mois 26 jours de plus au ministère pour terminer les activités de réformes débutées au premier semestre 2018. Si aucune disposition n'est prise, le ministère ne pourra pas achever la mise en œuvre de ses activités avant la fin de l'année.

L'évaluation montre également qu'il faudra 25 686 000 F CFA de moins pour achever toutes les activités prévues pour l'année 2018. Ceci implique une surestimation de la prévision du budget pour la réalisation des activités.

En conclusion, si aucune disposition n'est prise, le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche ne pourra pas achever la mise en œuvre de ses activités avant la fin de l'année. Néanmoins, le taux moyen d'exécution physique de 72% à fin juin 2018.

Tableau et graphique de l'évaluation de la performance

Activité	Performante	Non Performante	Activités non évaluées (Activités sans coût ou planifié)
Pondération	0%	20%	80%



b- Interprétation par activité des résultats de l'évaluation

Par rapport à chaque activité, l'évaluation se présente comme suit :

- **Elaboration du projet de décret portant réglementation de l'enseignement supérieur privé** : le taux d'exécution physique de cette activité est de 75%.
- **Rédaction et adoption du nouveau régime des bourses et allocations** : le taux d'exécution physique de cette activité est de 63%.
- **Mise en œuvre du projet GALILEE (Un étudiant, un ordinateur)** : la mise en œuvre de cette activité n'est pas été efficace mais efficiente car l'IPE et l'IPC sont respectivement de 0,3 et 0,97. Le responsable doit prendre des mesures pour réaliser l'activité dans les délais.
- **Harmonisation des curricula du BTS et de Licence des établissements privés d'enseignement supérieur** : le taux d'exécution physique de cette activité est de 50%.
- **Mise en place du système de gestion intégré de bibliothèque et de gestion électronique de documents à la DBAN** : la mise en œuvre de l'activité a été efficace car l'IPE est de 1. L'IPC n'a pas été calculé car aucune dépense n'a été exécutée. Le responsable doit prendre des mesures pour réaliser l'activité dans les délais.

2.1.2. Etat d'exécution des activités programmées

La programmation des activités de réforme à fin juin 2018 sont au nombre de cinq (5). L'état d'exécution se présente comme suit :

a- Activités réalisées à fin juin 2018

Une (01) seule activité a été réalisée au cours du premier semestre. Il s'agit de :

- **La mise en place du système de gestion intégré de bibliothèque et de gestion électronique de documents à la DBAN**

Indicateur de l'activité : Nombre de mètres linéaires numérisés

Démarrée depuis 2017, cette activité a été exécutée en deux étapes : la première consistait à la fourniture et à l'extension du réseau intranet de 30 prises avec pose des goupilles et câbles pour les bâtiments A et B puis la seconde étape qui consiste à numériser 12 mètres linéaires et créer des bases de données et le paramétrage. La première partie étant réalisée en 2017, seule la deuxième partie a été programmée pour l'année 2018. Les travaux ont été réceptionnés le 10 avril 2018. L'ancien logiciel (PMB) sera fusionné avec le nouveau (M-FILES) pour aboutir à un seul réseau intranet pour la DBAN. Le taux d'exécution physique est de 100%.

b- Activités partiellement réalisées à fin juin 2018

Les activités partiellement réalisées sont au nombre de quatre (4). Il s'agit de :

- **Elaboration du projet de décret portant réglementation de l'enseignement supérieur privé**

Indicateur de l'activité : Nombre de projets de décret portant réglementation de l'enseignement supérieur privé élaborés

L'avant-projet de décret est rédigé et transmis au Secrétaire général du MESR pour étude et avis. La transmission du projet au Secrétaire général du gouvernement est prévue le 31 octobre 2018. Le taux d'exécution physique de cette activité est de 75%.

- **Rédaction et l'adoption du nouveau régime des bourses et allocations**

Indicateur de l'activité : Nombre de projets de décret portant régime des bourses et allocations élaborés

Deux textes seront adoptés à l'issue de cette réforme : le décret portant réforme du régime des bourses d'études et de stages et le décret fixant les taux des bourses d'études, des compléments des bourses, de stage et de secours scolaires. Les deux projets de décret sont élaborés et transmis au ministère de l'économie et des finances pour examen. Les discussions sont en cours entre le MEF et le MESR en vue de son applicabilité. Le taux de réalisation physique est de 63%.

- **Mise en œuvre du projet GALILEE (Un étudiant, un ordinateur)**

Indicateur de l'activité : Nombre d'ordinateurs réceptionnés

Le projet Galilée vise à faciliter pour les étudiants des universités publiques togolaises l'acquisition d'un ordinateur portable et d'une connexion à l'internet à prix réduit. Deux commandes de 3000 et de 7000 ordinateurs ont été lancées. La première commande a été réceptionnée et le second lot (soit 7000 unités) sera réceptionné le 20 octobre. Le lancement du projet est prévu pour la fin du mois de juillet 2018 à l'UL. Le taux de réalisation physique de cette activité est de 70%.

- **Harmonisation des curricula du BTS et de Licence des établissements privés d'enseignement supérieur**

Indicateur de l'activité : Nombre de Programmes officiels élaborés et validé.

La quasi-totalité des équipes (excepté celle qui est chargée de l'hôtellerie et de la restauration) est en train d'élaborer le draft zéro de la réforme des curricula de BTS et Licence. Un atelier de programmation des activités a été organisé le 27 juin 2018. Conformément au calendrier qui sera établi, de mini-ateliers seront organisés jusqu'à la fin du mois de juillet. La pré-validation des offres est prévue pour le début d'août et la validation pour le début de septembre 2018.

c- Activités non réalisées à fin juin 2018

Le bilan au premier semestre de l'année 2018 ne relève aucune activité non réalisée.

3. Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Réforme Administrative

3.1. Etat de mise en œuvre des réformes

L'évaluation de la performance par la méthode de la valeur acquise et l'état d'exécution des activités programmées par le ministère de la fonction publique, du travail et de la réforme administrative se présentent comme suit :

3.1.1. Evaluation de la performance par la méthode de la valeur acquise

Activités	Nom et titre de la personne responsable de l'activité	Indicateur de l'activité	COLLECTE DES DONNEES NECESSAIRES POUR L'EVALUATION					EVALUATION PAR LA VALEUR ACQUISE				
			Cible planifiée	Cible atteinte	Valeur planifiée (VP)	Coût réel (CR)	Durée totale planifiée (DTP)	VA	IPE	IPC	EDA	ECA
			2018	Valeur de l'indicateur réalisée à fin juin 2018	(dotations)	(montant exécuté)	(mois)	VP* Cible atteinte/Cible planifiée	VA/VP	VA/CR	DTP/IPE	CTP(VP)/IPC
Elaboration d'une stratégie nationale de gestion des ressources humaines dans la fonction publique	M. AWUNO Messan, Directeur Général de la Fonction Publique	Stratégie de gestion des RH validé et disponible	1	0,40	10 000 000	0	1,06	0	0	-	-	-
Révision du curriculum de formation des inspecteurs du travail	M. DOUMENYO Komi Mawussi, Directeur Général du Travail	Document du curriculum de formation des inspecteurs de travail validé et disponible	1	0,50	20 000 000	0	0,93	0	0	-	-	-
Diagnostic approfondi sur l'application des principes et droits fondamentaux au travail et de la santé et sécurité au travail dans les secteurs des Bâtiments et Travaux Publics, Industries extractives et commerce	DOUMENYO Komi Mawussi, Directeur Général du Travail	Document provisoire de l'étude disponible	1	1	2 000 000	2 000 000	2,06	2 000 000	1	1	2,06	2 000 000
TOTAL			3	1,9	32 000 000	2 000 000	6	20 266 667	0,63	10,13	9,47	3 157 895

a- Interprétation globale des résultats de l'évaluation

Selon le PTBA, le ministère a planifié 32 000 000 F CFA pour atteindre des résultats mesurés à travers 3 indicateurs prévus pour le premier semestre de l'année 2018.

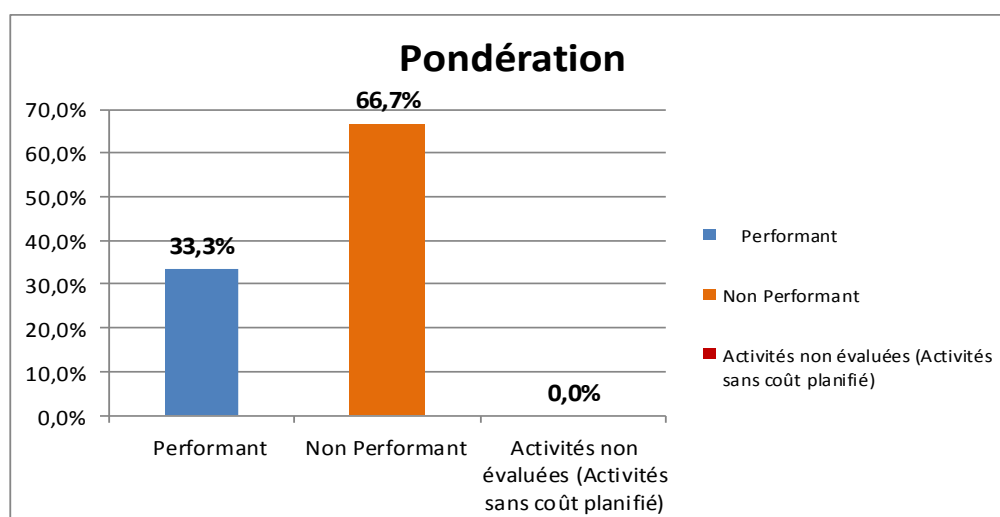
La valeur acquise de ces trois indicateurs, c'est-à-dire la valeur réelle des résultats atteints est de 20 266 667 FCFA. L'indice de performance sur l'échéancier (IPE) est de 0,63 et l'indice de performance sur les coûts (IPC) est de 10,13. L'estimation de la durée nécessaire pour achever les activités programmées (EDA) est de 9,47 mois. Enfin, l'estimation du coût pour achever la mise en œuvre des activités engagées est de 3 157 895 F CFA.

Au regard des différents résultats obtenus dans le tableau ci-dessus, il faudra 3 mois 14 jours au ministère de la fonction publique, du travail et de la réforme administrative pour terminer les activités de réformes planifiées à fin juin 2018. L'écart entre la valeur planifiée (VP) et l'estimation du coût pour achever la mise en œuvre des activités engagées (ECA) est de 28 842 105 FCFA. Ce qui indique une surestimation de la prévision du coût et une sous-estimation de la durée d'exécution des activités de réformes.

En conclusion, le ministère de la fonction publique n'a pas atteint un niveau optimal d'efficacité et d'efficience dans la mise en œuvre des mesures de réforme programmées pour le compte du premier semestre 2018. Il faut quand même noter un niveau d'exécution physique de 63,33% pour les 3 indicateurs prévus pour le premier semestre de l'année.

Tableau et graphique de l'évaluation de la performance

Activité	Performant	Non Performant	(Activités sans coût planifié)
Pondération	33,33%	66,66%	0,0%



b- Interprétation par activité des résultats de l'évaluation

Par rapport à chaque activité, l'évaluation se présente comme suit :

- **Diagnostic approfondi sur l'application des principes et droits fondamentaux au travail et de la santé et sécurité au travail dans les secteurs des bâtiments et travaux**

publics, industries extractives et commerce : la mise en œuvre de l'activité a été efficace et efficiente car l'IPE et l'IPC sont de 1. Le responsable de l'activité a été performant.

- **Elaboration d'une stratégie nationale de gestion des ressources humaines dans la fonction publique** : La valeur acquise de cette activité n'a pas été calculée de même que les IPC et IPE. Les coûts des tâches réalisées n'ont pas été encore communiqués par le partenaire financier. Le taux d'exécution physique est de 40%.
- **Révision du curriculum de formation des inspecteurs du travail** : La valeur acquise de cette activité n'a pas été calculée de même que les IPC et IPE. Les coûts des tâches réalisées n'ont pas été encore communiqués par le partenaire financier. Le taux d'exécution physique est de 50%.

3.1.2. Etat d'exécution des activités programmées

Les activités de réformes programmées à fin juin 2018 sont au nombre de trois (3). L'état d'exécution se présente comme suit :

a- Activités réalisées à fin juin 2018

Une (1) activité de réforme a été totalement réalisée à fin juin 2018. Il s'agit de :

- **Diagnostic approfondi sur l'application des principes et droits fondamentaux au travail et de la santé et sécurité au travail dans les secteurs des bâtiments et travaux publics, industries extractives et commerce**

Indicateur de l'activité : Document provisoire de l'étude disponible

Un consultant national a été recruté et a produit un document diagnostic sur l'application des principes et droits fondamentaux au travail et la sécurité et santé au travail dans les trois secteurs. Le document a été validé en atelier national.

b- Activités partiellement réalisées à fin juin 2018

Les activités partiellement réalisées sont au nombre de deux (2). Il s'agit de :

- **Elaboration d'une stratégie nationale de gestion des ressources humaines dans la fonction publique**

Indicateur de l'activité : Stratégie de gestion des RH validé et disponible

Les TDR pour l'élaboration de la stratégie sont élaborés. Le consultant a été recruté et l'élaboration de la stratégie est en cours. Les tâches restantes sont l'élaboration du document provisoire de la stratégie et sa validation en atelier.

- **Révision du curriculum de formation des inspecteurs du travail**

Indicateur de l'activité : Document du curriculum de formation des inspecteurs de travail validé et disponible

Les TDR sont élaborés et le consultant recruté. L'étude est en cours de réalisation.

4. Ministère des Postes et de l'Economie Numérique

4.1. Etat de mise en œuvre des réformes

L'évaluation de la performance par la méthode de la valeur acquise et l'état d'exécution des activités programmées par le ministère des postes et de l'économie numérique se présentent comme suit :

4.1.1. Evaluation de la performance par la méthode de la valeur acquise

Activités	Nom et titre de la personne responsable de l'activité	Indicateur d'activité (produit)	COLLECTE DES DONNEES NECESSAIRES POUR L'EVALUATION					EVALUATION PAR LA VALEUR ACQUISE				
			Cible Planifiée	Cible Atteinte	Valeur planifiée (VP)	Coût réel (CR)	Durée totale planifiée (DTP)	VA	IPE	IPC	EDA	ECA
			2018	Valeur de l'indicateur réalisée en juin 2018	(dotations)	(montant exécuté)	(mois)	VP* Cible atteinte/Cibla planifiée	VA/VP	VA/CR	DTP/IPE	CTP(VP)/IPC
Renforcement des capacités	DAAF	Nombre de personnes formées	5	0,15	15 493 000	0	12	464 790	0,03	-	400	-
Réorganisation du ministère	Madame le Ministre	Signature du décret portant organisation du ministère	1	0	0	0	12	0	-	-	-	-
Mettre en place la cellule d'implantation du budget programme	Madame le Ministre	Signature de l'arrêté portant création de la cellule d'implantation du budget programme	1	1	0	0	12	0	-	-	-	-
Mise en place de la structure de planification	Madame le Ministre	la structure de planification opérationnelle	1	0	0	0	12	0	-	-	-	-
Elaboration de l'ensemble de lois et textes d'application sur la protection des données à caractère personnel	Madame le Ministre	Ensemble de lois et textes adoptés	1	0,57	0	0	12	0	-	-	-	-
Elaboration des textes d'application des lois N°2017-006 du 22 juin 2017 sur la transaction électronique et n°2012-018 du 17 décembre 2012 sur les communications électroniques	Madame le Ministre	Textes d'application adoptés et applicables	5	5	0	0	12	0	-	-	-	-
Adoption de la politique sectorielle postale	KASSIME	La politique sectorielle poste adoptée	1	0	0	0	12	0	-	-	-	-
Centre d'hébergement / Centre de données régional	M. ALI-KPOHOU	Consultant recruté	1	0,11	4 000 000 000	0	12	440 000 000	0,11	-	109,09	-
Financement d'une partie des frais de fonctionnement de la SIN pendant les deux premières années d'exercice	M. ALI-KPOHOU	SIN opérationnel	1	1	86 352 700	86 352 700	12	86 352 700	1	1	12	86 352 700
Appui à la transaction PPP pour la gestion, la commercialisation et la maintenance du carrier Hôtel	M. ALI-KPOHOU	Consultant recruté	1	1	150 000 000	55 592 356	12	150 000 000	1	2,70	12	55 592 356
Assistance technique relative à la gestion du spectre des fréquences et à la rédaction de l'appel d'Offres pour l'achat des équipements de gestion et de contrôle du spectre des fréquences dans les zones frontalières pour ANSR	M. ALI-KPOHOU	Consultant recruté	1	1	250 000 000	7 709 000	12	250 000 000	1	32,43	12	7 709 000
Fourniture, installation et la mise en service des équipements de contrôle du spectre des fréquences par station	M. ALI-KPOHOU	Cabinet sélectionné	1	0,5	1 150 000 000	23 519 887	12	575 000 000	0,5	24,45	24	47 039 774

fixes/mobiles et services associés pour le centre de contrôle des fréquences pour ANSR												
Installation de l'observatoire et des bases de données régulatrices régionales au Togo, communication et dissémination. Acquisition des serveurs du système d'information géographique, assistance technique, support et formation pour intégration et exploitation du SIG pour le partage des infrastructures pour aménagement numérique du territoire	M. ALI-KPOHOU	Cabinet sélectionné	1	0	650 000 000	-	12	0	0	-	-	-
Recrutement du chef projet Formation	M. ALI-KPOHOU	Cabinet sélectionné	1	0	24 000 000	-	12	0	0	-	-	-
Appui à WARCIP - Togo dans la diffusion en vue des meilleures options de choix de l'entreprise devant réaliser le carrier hôtel au Togo et le schéma d'exploitation de IXP	M. ALI-KPOHOU	Cabinet sélectionné	1	0	20 000 000	-	12	0	0	-	-	-
Mission de revue technique du dossier d'appel d'offre international relatif aux travaux de construction du carrier hôtel de niveau TIER III au Togo	M. ALI-KPOHOU	Cabinet sélectionné	1	1	45 000 000	46 974 355	12	45 000 000	1	0,96	12	46 974 355
Maitrise d'œuvre pour les travaux de construction du carrier hôtel de niveau TIER III au Togo	M. ALI-KPOHOU	Cabinet sélectionné	1	1	200 000 000	-	12	200 000 000	1	-	12	-
Sélection de CI pour assistance à la mise en œuvre du Système d'Information Géographique (SIG)	M. ALI-KPOHOU	Cabinet sélectionné	1	1	25 000 000	4 742 569	12	25 000 000	1	5,27	12	4 742 569
Etude sur la fiscalité du secteur de l'économie numérique au Togo	M. ALI-KPOHOU	Cabinet sélectionné	1	1	133 207 861	23 061 480	12	133 207 861	1	5,78	12	23 061 480
Mission de contrôle technique de travaux en vue de la garantie décennale	M. ALI-KPOHOU	Cabinet sélectionné	1	1	29 644 000	0	12	29 644 000	1	-	12	-
Consultant pour l'assistance à la mission de la conception à la mise en œuvre de modules de formations spécialisés en TIC.	M. ALI-KPOHOU	Consultant recruté	1	1	139 719 742	0	12	139 719 742	1	-	12	-
Conseiller stratégique chargé de la régulation 3 000 000 /mois	M. ALI-KPOHOU	conseiller stratégique recruté	1	1	36 000 000	36 000 000	12	36 000 000	1	1	12	36 000 000
Mise en place et de fonctionnement de la PIU (UCP)	M. ALI-KPOHOU	UCP fonctionnel	1	1	290 329 251	138 337 475	12	290 329 251	1	2,10	12	138 337 475
Communications, S&E, étude environnementales, audit	M. ALI-KPOHOU	UCP fonctionnel	1	1	38 700 000	7 396 800	12	38 700 000	1	5,23	12	7 396 800
Construction de la clôture du site NOC du Projet E-Gouvernement	M. AMOUZOU	Clôture du site du NOC construite	1	0,75	11 000 000	10 991 355	12	8 250 000	0,75	0,75	16	14 655 140
Contrats divers pour l'exploitation du réseau E-gouv (Gardiennage et Entretien)	M. AMOUZOU	Contrats renouvelés	2	2	54 000 000	16 327 542	12	54 000 000	1	3,31	12	16 327 542
TOTAL			35	22,08	7 348 446 554	457 005 519	12	4 635 819 997	0,63	10,14	19,02	724 419 980

a- Interprétation globale des résultats de l'évaluation

Selon le PTBA, le ministère a planifié 7 348 446 554 F CFA pour atteindre des résultats mesurés à travers 26 indicateurs prévus pour l'année 2018.

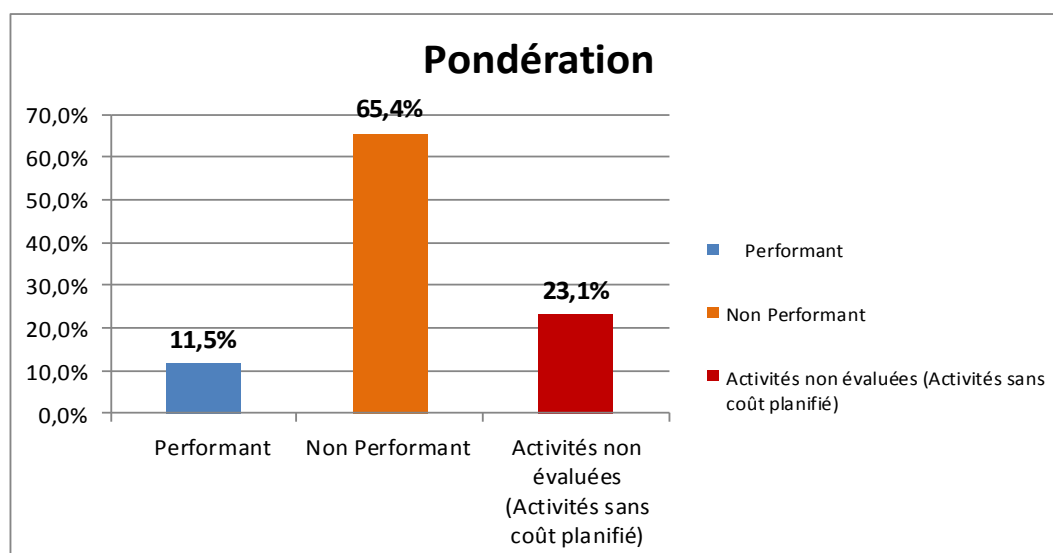
La valeur acquise de ces 26 indicateurs, c'est-à-dire la valeur réelle des résultats atteints est de 4 635 819 997 F CFA. L'indice de performance sur l'échéancier (IPE) est de 0,63 et l'indice de performance sur les coûts (IPC) est de 10,14. L'estimation de la durée nécessaire pour achever les activités programmées (EDA) est de 19 mois. Enfin, l'estimation du coût pour achever la mise en œuvre des activités engagées est de 724 419 980 F CFA.

Au regard des différents résultats obtenus dans le tableau ci-dessus, il faudra 7 mois au ministère pour terminer les activités de réformes planifiées à fin décembre 2018. L'écart entre la valeur planifiée (VP) et l'estimation du coût pour achever la mise en œuvre des activités engagées (ECA) est de 6 624 026 574 F CFA. Ce qui indique une surestimation de la prévision du coût et de la durée d'exécution des activités de réformes.

En conclusion, si aucune disposition n'est prise, le Ministère ne pourra pas achever la mise en œuvre de ses activités avant la fin de l'année. Le taux de réalisation de l'indicateur est estimé à 63,09%.

Tableau et graphique de l'évaluation de la performance

Activité	Performant	Non Performant	Activités non évaluées (Activités sans coût planifié)
Pondération	11,5%	65,4%	23,1%



b- Evaluation de la mise en œuvre des réformes par activité

Par rapport à chaque activité, l'évaluation se présente comme suit :

- **Réorganisation du ministère** : le taux d'exécution physique de cette activité est de 0%

- **Renforcement des capacités** : la mise en œuvre de l'activité n'a pas été efficace car l'IPE est de 0,03. L'IPC n'a pas été calculé car aucune dépense n'a été exécutée. Le responsable doit prendre des mesures pour finir l'activité dans les délais.
- **Mise en place de la cellule d'implantation du budget programme** : le taux d'exécution physique de cette activité est de 100%.
- **Mise en place de la structure de planification** : le taux d'exécution physique de cette activité est de 0%.
- **Elaboration de lois sur la protection des données à caractère personnel** : le taux d'exécution physique de cette activité est de 17%.
- **Elaboration des textes d'application des lois N°2017-006 du 22 juin 2017 sur la transaction électronique et n°2012-018 du 17 décembre 2012 sur les communications électroniques** : Le taux d'exécution physique de cette activité est de 100%.
- **Adoption de la politique sectorielle du secteur de la poste** : le taux d'exécution physique de cette activité est de 0%
- **Centre d'hébergement / Centre régional des données** : la mise en œuvre de l'activité n'a pas été efficace car l'IPE est de 0,11. L'IPC n'a pas été calculé car aucune dépense n'a été exécutée. Le responsable doit prendre des mesures pour finir l'activité dans les délais.
- **Financement d'une partie des frais de fonctionnement de la SIN pendant les deux premières années d'exercice** : la mise en œuvre de cette activité est efficace et efficiente car l'IPE et l'IPC sont de 1. Le responsable de l'activité a été performant.
- **Appui à la transaction PPP pour la gestion, la commercialisation et la maintenance du carrier Hôtel** : la mise en œuvre de cette activité est efficace mais inefficace car l'IPE et l'IPC sont respectivement de 1 et 2,70. Le responsable doit prendre des mesures pour finir l'activité dans les délais.
- **Assistance technique relative à la gestion du spectre des fréquences et à la rédaction de l'appel d'offre pour l'achat des équipements de gestion et de contrôle du spectre des fréquences dans les zones frontalières pour ANSR** : la mise en œuvre de cette activité est efficace mais inefficace car l'IPE et l'IPC sont respectivement de 1 et 32,43. Le responsable doit prendre des mesures pour finir l'activité dans les délais.
- **Fourniture, installation et la mise en service des équipements de contrôle du spectre des fréquences par station fixes/mobiles et services associés pour le centre de contrôle des fréquences pour ANSR** : la mise en œuvre de cette activité n'a pas été efficace ni efficiente car l'IPE et l'IPC sont respectivement de 0,5 et 24,45. Le responsable doit prendre des mesures pour finir l'activité dans les délais.
- **Installation de l'observatoire et des bases de données réglementaires régionales au Togo, communication et dissémination. Acquisition des serveurs du système d'information géographique, assistance technique, support et formation pour intégration et exploitation du SIG pour le partage des infrastructures pour aménagement numérique du territoire** : la mise en œuvre de l'activité n'a pas été efficace car l'IPE est nul. L'IPC n'a pas été calculé car aucune dépense n'a été exécutée. Le responsable doit prendre des mesures pour finir l'activité dans les délais.

- **Recrutement du chef projet Formation** : la mise en œuvre de l'activité n'a pas été efficace car l'IPE est nul. L'IPC n'a pas été calculé car aucune dépense n'a été exécutée. Le responsable doit prendre des mesures pour finir l'activité dans les délais. Cette activité n'est plus pertinente et est donc annulée.
- **Appui à WARCIP - Togo dans la diffusion en vue des meilleures options de choix de l'entreprise devant réaliser le carrier hôtel au Togo et le schéma d'exploitation de IXP** : la mise en œuvre de l'activité n'a pas été efficace car l'IPE est nul. L'IPC n'a pas été calculé car aucune dépense n'a été exécutée. Le responsable doit prendre des mesures pour finir l'activité dans les délais. Elle n'est plus pertinente et sera donc annulée.
- **Mission de revue technique du dossier d'appel d'offre international relatif aux travaux de construction du carrier hôtel de niveau TIER III au Togo** : la mise en œuvre de cette activité est efficace mais inefficace car l'IPE et l'IPC sont respectivement de 1 et 0,96. Le responsable de l'activité a été performant.
- **Maitrise d'œuvre pour les travaux de construction du carrier hôtel de niveau TIER III au Togo** : la mise en œuvre de l'activité a été efficace car l'IPE est de 1. L'IPC n'a pas été calculé car aucune dépense n'a été exécutée. Le responsable doit prendre des mesures pour finir l'activité dans les délais.
- **Etude sur la fiscalité du secteur de l'économie numérique au Togo** : la mise en œuvre de cette activité est efficace mais inefficace car l'IPE et l'IPC sont respectivement de 1 et 5,78. Le responsable doit prendre des mesures pour finir l'activité dans les délais.
- **Sélection de CI (consultant international) pour assistance à la mise en œuvre du Système d'Information Géographique (SIG)** : la mise en œuvre de cette activité est efficace mais inefficace car l'IPE et l'IPC sont respectivement de 1 et 5,27. Le responsable doit prendre des mesures pour finir l'activité dans les délais.
- **Mission de contrôle technique de travaux en vue de la garantie décennale** : la mise en œuvre de l'activité a été efficace car l'IPE est de 1. L'IPC n'a pas été calculé car aucune dépense n'a été exécutée. Le responsable doit prendre des mesures pour finir l'activité dans les délais.
- **Consultant pour l'assistance à la mission de la conception à la mise en œuvre de modules de formations spécialisés en TIC** : la mise en œuvre de l'activité a été efficace car l'IPE est de 1. L'IPC n'a pas été calculé car aucune dépense n'a été exécutée. Le responsable doit prendre des mesures pour finir l'activité dans les délais.
- **Le Conseiller stratégique chargé de la régulation** : la mise en œuvre de cette activité est efficace et efficiente car l'IPE et l'IPC sont de 1. Le responsable de l'activité a été performant.
- **Mise en place et fonctionnement de la PIU (UCP)** : la mise en œuvre de cette activité est efficace mais inefficace car l'IPE et l'IPC sont respectivement de 1 et 2,10. Le responsable doit prendre des mesures pour finir l'activité dans les délais.
- **Communications, Suivi & Evaluation, études environnementales, audit** : la mise en œuvre de cette activité est efficace mais inefficace car l'IPE et l'IPC sont respectivement de 1 et 5,23. Le responsable doit prendre des mesures pour finir l'activité dans les délais.

- **Construction de la clôture du NOC Nyékonakpoè** : la mise en œuvre de l'activité n'a pas été efficace ni efficiente car l'IPE et l'IPC sont de 0,75. Le responsable doit prendre des mesures pour finir l'activité dans les délais.
- **Contrats divers pour l'exploitation du réseau E-gouv (Gardiennage et Entretien)** : la mise en œuvre de cette activité est efficace mais inefficiente car l'IPE et l'IPC sont respectivement de 1 et 3,31. Le responsable doit prendre des mesures pour finir l'activité dans les délais.

4.1.2. Etat d'exécution des activités programmées

Les activités de réformes programmées en 2018 sont au nombre de vingt-six (26). L'état d'exécution se présente comme suit :

a- Activités réalisées à fin juin 2018

Les activités réalisées sont au nombre de quatorze (14). Il s'agit de :

- **Mise en place la cellule d'implantation du budget programme**

Indicateur de l'activité : Arrêté portant création attribution et composition de la cellule d'implantation du budget programme pris.

La signature de l'arrêté portant création, attribution et composition de la cellule d'implantation du budget programme est signé et la cellule est fonctionnelle.

- **L'élaboration des textes d'application des lois N°2017-006 du 22 juin 2017 sur la transaction électronique et n°2012-018 du 17 décembre 2012 sur les communications électroniques**

Indicateur de l'activité : Nombre de textes d'application pris

Trois décrets et deux arrêtés à titre de textes d'application des lois N°2017-006 du 2017 sur la transaction électronique et n°2012-018 du 17 décembre 2012 sur les communications électroniques sont pris. Il s'agit de :

- ✓ Décret n°2018-062/PR du 21 mars 2018 portant réglementation des transactions et services électroniques. C'est outil de certification électronique pour l'autorité de régulation ;
- ✓ Décret n°2018-098/PR du 08 mai 2018 autorisant le ministre des postes et de l'économie numérique à signer les arrêtés relatifs à l'extension de la durée et du périmètre des licences octroyées aux opérateurs ;
- ✓ Décret du 08 mai 2018 portant création du fond du service universel ;
- ✓ Arrêté n°006/MPEN/CAB du 12 juin 2018 portant extension à la 4G et renouvellement de la licence de l'opérateur Togo cellulaire pour l'extension et l'exploitation de réseaux de communication électronique mobile. Togo cellulaire est en phase de basculement à la 4G ;
- ✓ Arrêté n°006/MPEN/CAB du 12 juin 2018 portant extension à la 4G et renouvellement de la licence de l'opérateur Atlantique Télécom Togo (moov) pour l'extension et l'exploitation de réseaux de communication électronique mobile. Atlantique Télécom Togo est basculé dans la nuit du 18 au 19 juin 2018 à la 4G.
- **Financement d'une partie des frais de fonctionnement de la SIN (société d'infrastructures nationales) pendant les deux premières années d'exercice**

Indicateur de l'activité : La SIN fonctionnelle

Les frais de fonctionnement de la Société d'infrastructures nationales (SIN) sont financés par le projet WARCIP pour les deux premières années. Actuellement la SIN est fonctionnelle.

- **Appui à la transaction PPP pour la gestion, la commercialisation et la maintenance du carrier Hôtel**

Indicateur de l'activité : le consultant est recruté

Un consultant est recruté pour appuyer la transaction PPP (partenariat public privé) pour la gestion, la commercialisation et la maintenance.

- **Assistance technique relative à la gestion du spectre des fréquences et à la rédaction de l'appel d'offre pour l'achat des équipements de gestion et de contrôle du spectre des fréquences dans les zones frontalières pour ANSR (Agence national de spectre radio)**

Indicateur de l'activité : le consultant est recruté

Le consultant est recruté pour la rédaction de l'appel d'offre pour l'achat des équipements de gestion et de contrôle du spectre des fréquences dans les zones frontalières pour ANSR.

- **Maîtrise d'œuvre pour les travaux de construction du carrier hôtel de niveau TIER III au Togo. L'activité est réalisée à 100%**

Indicateur de l'activité : un cabinet sélectionné

Un cabinet est sélectionné pour assurer la maîtrise d'œuvre pour la construction du carrier hôtel.

- **Etude sur la fiscalité du secteur de l'économie numérique au Togo**

Indicateur de l'activité : un cabinet sélectionné

Un cabinet est sélectionné pour la réalisation des études actuellement en cours de réalisation.

- **Mission de revue technique du dossier d'appel d'offre international relatif aux travaux de construction du carrier hôtel de niveau TIER III au Togo**

Indicateur de l'activité : un cabinet sélectionné

Un cabinet est sélectionné pour la réalisation de la mission de revue technique du dossier d'appel d'offre international relatif aux travaux de construction du carrier hôtel de niveau TIER III au Togo (Ce DAO avait été élaboré en 2017 et n'avait pas abouti). La mission a été réalisée.

- **Sélection de CI (consultant international) pour assistance à la mise en œuvre du Système d'Information Géographique (SIG)**

Indicateur de l'activité : un cabinet sélectionné

Un cabinet est sélectionné et les travaux d'assistance est en cours d'exécution.

- **Mission de contrôle technique de travaux en vue de la garantie décennale**

Indicateur de l'activité : un cabinet sélectionné

Un cabinet est sélectionné et la mission de contrôle va bientôt démarrer.

- **Consultant pour l'assistance à la mission de la conception à la mise en œuvre de modules de formations spécialisés en TIC**

Indicateur de l'activité : un cabinet sélectionné

Un consultant est recruté et les travaux d'assistance à la mission de conception et à la mise en œuvre des modules de formation spécialisés en TIC est en cours de réalisation. Un rapport donnera les détails des modules retenus pour la formation dans les enseignements supérieurs.

- **Mise en place et de fonctionnement de la PIU (Project implementation unit)/ UCP (Unité coordination du projet)**

Indicateur de l'activité : l'UCP fonctionnel

L'UCP est mise en place et est déjà fonctionnel.

- **Conseiller stratégique chargé de la régulation:**

Indicateur de l'activité : conseiller stratégique recruté

Le conseiller stratégique chargé de la régulation du secteur des TIC est recruté.

- **Communications, Suivi & Evaluation, études environnementales, audit**

Indicateur de l'activité : UCP fonctionnel

L'UCP est fonctionnel avec la mise en place effective d'un système de communication de suivi et évaluation, les études environnementales et des audits.

b- Activités partiellement réalisées à fin juin 2018

Les activités partiellement réalisées sont au nombre de six (6). Il s'agit de :

- **Renforcement des capacités**

Indicateur de l'activité : nombre de personne formées

Cette activité n'est pas encore réalisée compte tenu du fait de la suspension de l'exécution du budget pour procéder au collectif budgétaire. Ce renforcement de capacités permet aux du ministère d'être outiller pour contribuer activement à la bonne gouvernance.

- **Elaboration de l'ensemble de lois et textes d'application sur la protection des données à caractère personnel**

Indicateur de l'activité : la proportion de lois et textes d'application sur la protection des données à caractère personnel adoptés

Un ensemble de textes est programmé pour le compte de l'année 2018. Ils sont tous entamés avec de niveau d'évolution Il s'agit de :

- ✓ Lois portant régime juridique applicable aux communications audiovisuelles en république togolaise ; un projet de loi est présenté en conseil des ministres en première lecture
- ✓ Lois sur la protection des données à caractère personnel (PDCP). Un avant-projet de lois est envoyé au secrétariat général du gouvernement pour adoption en conseil des ministres
- ✓ Lois sur la cybersécurité ; elle est en cours de préparation
- ✓ Décret portant création de l'instance de contrôle et de protection des données à caractère personnel (ICPDCP) ; le projet de décret est envoyé au Secrétariat général du gouvernement pour adoption
- ✓ Décret portant création de l'agence informatique de l'Etat (AIE) ; le projet de décret en phase de finalisation pour être envoyé au Secrétariat général du gouvernement pour adoption
- ✓ Décret portant création de l'Agence nationale de la cybersécurité (ANCy) ; il est en phase de préparation.

- **Centre d'hébergement/Centre de données régional** : L'activité est réalisée à 10.6%, le contrat est approuvé par la DNCMP mais il est en cours de signature. Après la signature s'en suivra le démarrage de la construction du centre d'hébergement ; le carrier hôtel.
- **Fourniture, installation et la mise en service des équipements de contrôle du spectre des fréquences par station fixes/mobiles et services associés pour le centre de contrôle des fréquences pour ANSR (Agence nationale des spectres radio)**

Indicateur de l'activité : cabinet sélectionné/travaux exécutés

Le cabinet chargé de la mise en place de l'ANSR est sélectionné alors que les équipements ne sont pas encore mis en place.

- **Construction de la clôture du NOC (Network operating center) Nyékonakpoè**

Indicateur de l'activité : la clôture du NOC Nyékonakpoè construite.

Les travaux de construction du NOC de Nyékonakpoè est en cours d'exécution Le taux d'exécution physique de l'activité est évalué à 75%.

- **Contrats divers pour l'exploitation du réseau E-gouv (Gardiennage et Entretien)**

Indicateur de l'activité : nombre de contrat renouvelé

Les contrats de gardiennage et d'entretien des sites du projet e-gouvernement sont renouvelés pour l'exploitation du réseau E-gouv.

c- Activités non réalisées à fin juin 2018

Les activités non réalisées sont au nombre de six (06). Il s'agit de :

- **Réorganisation du ministère**

Indicateur de l'activité : décret portant organisation du Ministère des postes et de l'économie numérique signé

Le décret portant organisation du Ministère des postes et de l'économie numérique n'est encore pris.

- **Mise en place de la structure de planification**

Indicateur de l'activité : la structure de planification opérationnelle

Le décret portant organisation du ministère des postes et de l'économie numérique n'étant pas signé, la structure de planification n'est pas encore créée.

- **Adoption de la politique sectorielle du secteur de la poste**

Indicateur de l'activité : la politique sectorielle du secteur de la poste adoptée

La politique sectorielle du secteur de la poste à fin juin 2018 n'est pas adoptée. Un projet de politique sectorielle du secteur de la poste avait été élaboré en 2017 et soumise à l'adoption. L'activité consiste au suivi en de l'adoption de ce document qui va booster le secteur postal.

- **Installation de l'observatoire et des bases de données régionales au Togo, communication et dissémination. Acquisition des serveurs du système d'information géographique, assistance technique, support et formation pour intégration et exploitation du SIG pour le partage des infrastructures pour aménagement numérique du territoire**

Indicateur de l'activité : un cabinet sélectionné

Un cabinet n'est pas encore sélectionné pour l'installation de l'observatoire et des bases de données régionales régionales au Togo, communication et dissémination l'acquisition des serveurs du système d'information géographique, assistance technique, support et formation pour intégration et exploitation du SIG pour le partage des infrastructures pour aménagement numérique du territoire ; le centre d'hébergement n'étant pas encore construit.

- **Recrutement du chef projet Formation**

Indicateur de l'activité : le chef projet formation recruté

Le chef projet formation n'est pas recruté. Le chef projet formation a pour mission de faire le suivi de la conception de modules de formation et assurer leur mise en œuvre. Actuellement cette mission est assurée par une personne ressource du ministère ; par conséquent, le recrutement du chef projet n'est plus nécessaire.

- **Appui à WARCIP - Togo dans la diffusion en vue des meilleures options de choix de l'entreprise devant réaliser le carrier hôtel au Togo et le schéma d'exploitation de IXP**

Indicateur de l'activité : un cabinet sélectionné

Un cabinet pour appuyer WARCIP-Togo dans la diffusion en vue des meilleures options de choix de l'entreprise devant réaliser le carrier hôtel au Togo et le schéma d'exploitation de IXP n'est pas encore sélectionné du fait que le carrier hôtel n'est pas encore construit.

5. Ministère des Infrastructures et des Transports

5.1. Etat de mise en œuvre des réformes

L'évaluation de la performance par la méthode de la valeur acquise et l'état d'exécution des activités programmées par le ministère des infrastructures et des transports se présentent comme suit :

5.1.1. Evaluation de la performance par la méthode de la valeur acquise

Activités	Nom et titre de la personne responsable de l'activité	Indicateur de l'activité	COLLECTE DES DONNEES NECESSAIRES POUR L'EVALUATION					EVALUATION PAR LA VALEUR ACQUISE				
			Cible planifiée	Cible atteinte	Valeur planifiée (VP)	Coût réel (CR)	Durée totale planifiée (DTP)	VA	IPE	IPC	EDA	ECA
			2018	Valeur de l'indicateur réalisée à fin juin 2018	(dotations)	(montant exécuté)	(mois)	VP* Cible atteinte/Cible planifiée	VA/VP	VA/CR	DTP/IPE	CTP(VP)/IPC
Elaboration et adoption des textes d'application du code de l'aviation civile	Col. LATAH/ DG ANAC	Projets de textes d'application élaborés et adoptés	8	4	0	0	10	0	-	-	-	-
Elaboration et adoption des textes d'application du code de la marine marchande	M. BAKAI/DAM	Projets de textes d'application élaborés et adoptés	8	3	0	0	9	0	-	-	-	-
Elaboration de la politique nationale de la sécurité routière	M.AGBOKPE/ DTRF	Document de politique nationale de sécurité routière disponible	1	0	75 000 000	0	12	0	0	-	-	-
TOTAL			17	7	75 000 000	0	12	30 882 353	0,4	-	29,1	-

a- Interprétation globale des résultats de l'évaluation

Selon le PTBA, le ministère a planifié 75 000 000 F CFA pour atteindre des résultats mesurés à travers 3 indicateurs prévus au premier semestre 2018.

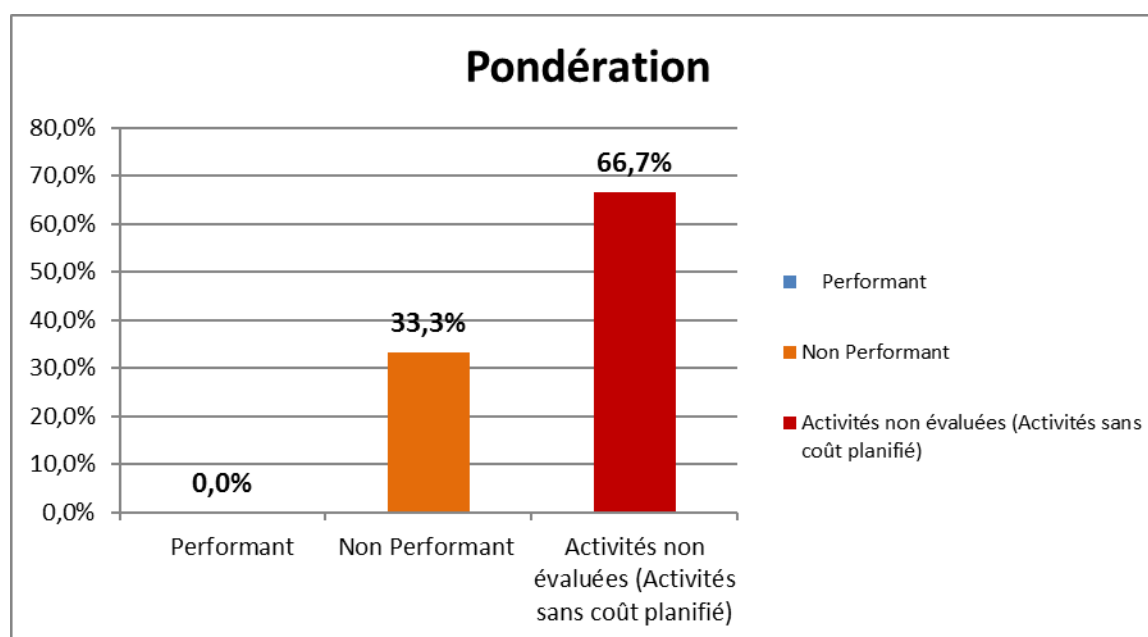
La valeur acquise de ces 05 indicateurs, c'est-à-dire la valeur réelle des résultats atteints est 30 882 353 F CFA. L'indice de performance sur l'échéancier (IPE) est de 0,4 et l'indice de performance sur les coûts (IPC) n'a pas été déterminé. L'estimation de la durée nécessaire pour achever les activités programmées (EDA) est de 29 mois 3 jours. Enfin, l'estimation du coût pour achever la mise en œuvre des activités engagées n'a pas été déterminé.

Au regard des différents résultats obtenus dans le tableau ci-dessus, il faudra 23 mois 27 jours au ministère pour terminer les activités de réformes planifiées à fin juin 2018.

En conclusion, si aucune disposition n'est prise, le Ministère des infrastructures et des transports ne pourra pas achever la mise en œuvre de ses activités avant la fin de l'année. Le taux de réalisation de l'indicateur est estimé à 41,18%.

Tableau et graphique de l'évaluation de la performance

Activité	Performant	Non Performant	Activités non évaluées (Activités sans coût planifié)
Pondération	0,0%	33,3%	66,7%



b- Evaluation de la mise en œuvre des réformes par activité

Par rapport à chaque activité, l'évaluation se présente comme suit :

- **Elaboration et adoption des textes d'application du code de l'aviation civile :** La mise en œuvre de l'activité n'a pas engagé de coût. Elle a connu un taux d'avancement de 50%.

- **Elaboration et adoption des textes d'application du code de la marine marchande :**
L'activité n'a pas de coût. Son taux d'avancement est de 37,5%.
- **Elaboration de la politique nationale de la sécurité routière :** la mise en œuvre de l'activité n'a pas été efficace car l'IPE est nul. L'IPC n'a pas été calculé car aucune dépense n'a été exécutée. Le responsable doit prendre des mesures pour finir l'activité dans les délais.

5.1.2. Etat d'exécution des activités programmées

Les activités de réforme programmées à fin juin 2018 sont au nombre de trois (3). L'état d'exécution de ces activités se présente comme suit :

a- Activités partiellement réalisées à fin juin 2018

Les activités partiellement réalisées sont au nombre de trois (3). Il s'agit :

- **Elaboration et adoption des textes d'application du code de l'aviation civile**

Indicateur de l'activité : 8 projets de textes d'application élaborés et adoptés

Quatre (4) textes d'application sur les huit programmés sont élaborés. Ils portent sur l'organisation et le fonctionnement de l'Agence nationale de l'aviation civile (ANAC), la mise en place du programme national de la sécurité aérienne, les redevances de l'ANAC et la délégation de compétence. Les autres textes sont en cours d'élaboration.

- **Elaboration et adoption des textes d'application du code de la marine marchande**

Indicateur de l'activité : 8 projets de textes d'application élaborés et adoptés

Trois (3) textes d'application sont élaborés et soumis à l'approbation d'un comité ad 'hoc. Ils concernent les conditions d'immatriculation des navires et l'habilitation des organismes de sûreté maritime. Les autres textes sont en cours d'élaboration.

- **Elaboration de la politique nationale de la sécurité routière**

Indicateur de l'activité : le document de politique nationale de sécurité routière disponible

La première tâche de l'activité concerne le recrutement d'un consultant devant élaborer la politique nationale de la sécurité routière. A cet effet, elle a été réalisée. Les travaux d'élaboration devront démarrer probablement en septembre 2018.

6. Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile

6.1. Etat de mise en œuvre des réformes

L'évaluation de performance par la méthode de la valeur acquise et l'état d'exécution des activités programmées par le ministère de la sécurité et de la protection civile se présentent comme suit :

6.1.1. Evaluation de la performance par la méthode de la valeur acquise

Activités	Nom et titre de la personne responsable de l'activité	Indicateur de l'activité	COLLECTE DES DONNEES NECESSAIRES POUR L'EVALUATION					EVALUATION PAR LA VALEUR ACQUISE				
			Cible planifiée	Cible atteinte	Valeur planifiée (VP)	Coût réel (CR)	Durée totale planifiée (DTP)	VA	IPE	IPC	EDA	ECA
			2018	Valeur de l'indicateur réalisée à fin 2018	(dotations)	(montant exécuté)	(mois)	VP* Cible atteinte/Cible planifiée	VA/VP	VA/CR	DTP/IPE	CTP(VP)/IPC
Etude pour la réhabilitation et la construction des locaux des services de police	Commissaire divisionnaire de police WELEKETI, Directeur des affaires communes	DAO élaboré et disponible	1	0,40	25 821 000	0	5	10 328 400	0,40	-	12,5	-
Accroissement de l'effectif de la police nationale pour atteindre les standards internationaux	Lieutenant-colonel AWADE Wéla, Directeur des affaires administratives et financières	Nombre de Gardiens de la paix recrutés et formés	1	0,63	700 000 000	30 000 000	5	441 000 000	0,63	14,7	7,94	47 619 048
Etude pour la construction de l'Office central de répression du trafic illicite de drogues et du blanchiment (OCRTIDB)	Colonel KONDI Yao K., directeur de l'OCRTIDB	DAO élaboré et disponible	1	0,40	10 329 000	0	5	4 131 600	0,40	-	-	-
Etude pour la valorisation des ressources humaines de l'OCRTIDB	Colonel KONDI Yao K., directeur de l'OCRTIDB	Rapport d'étude validé et disponible	1	0,40	15 493 000	0	5	6 197 200	0,40	-	-	-

Equipement du Laboratoire nationale de la police scientifique (LNPS) de nouveaux matériels et outillage technique	Commandant DJOBO, Directeur du LNPS	PV de réception définitive des équipements disponible	1	0,50	25 421 000	0	5	12 710 500	0,50	-	-	-
Renforcement des capacités des policiers et gendarmes sur les notions de base de la police de proximité	Commissaire principal de police TCHENDO Kpatcha Conseiller en communication, point focal	Nombre de policiers et gendarmes formés sur les notions de base de la police de proximité	1	0,43	11 700 000	2 300 000	4	4 972 500	0,43	2,16	9,4	5 411 765
Organisation d'une réunion de concertation avec un des pays voisins	Commandant MELEOU Kpatchaa, Conseiller juridique	Nombre de réunions tenues	1	1	30 000 000	30 000 000	6	30 000 000	1	1	6	30 000 000
Elaboration et vulgarisation d'un guide pratique des risques et menaces des responsabilités des élus locaux	Lieutenant-colonel BAKA Yoma, Directeur général de l'Agence de la protection civile	Guide pratique des risques et menaces élaboré et vulgarisé	1	0,16	24 000 000	0	1	3 840 000	0,16	-	-	-
TOTAL			8	3,9	842 764 000	62 300 000	6	412 427 633	0,49	6,62	12,26	127 305 236

a- Interprétation globale des résultats de l'évaluation

Selon le PTBA, le ministère a planifié 905 664 000 F CFA pour atteindre des résultats mesurés à travers quatorze (14) indicateurs prévus pour l'année 2018. Parmi ces indicateurs, huit ont été programmé pour premier semestre avec un coût de réalisation de 842 764 000.

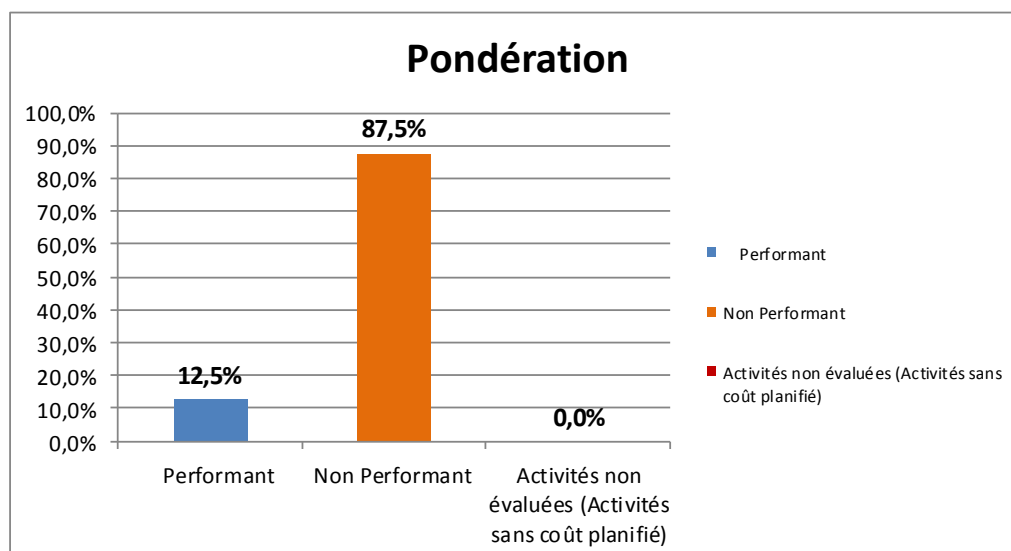
La valeur acquise de ces huit (8) indicateurs c'est-à-dire la valeur réelle des résultats atteints est de 412 427 633 F CFA. L'indice de performance sur l'échéancier (IPE) est de 0,49 et l'indice de performance sur les coûts (IPC) est de 0,62. L'estimation de la durée nécessaire pour achever les activités programmées (EDA) est d'environ 12 mois et 8 jours. Enfin, l'estimation du coût pour achever la mise en œuvre des activités engagées est de 127 035 236 F CFA.

Au regard des différents résultats obtenus dans le tableau ci-dessus, il faudra environ 6 mois 8 jours de plus au ministère pour terminer les activités de réformes planifiées au titre du premier semestre 2018. L'évaluation montre également qu'il faut 715 458 764 F CFA de moins pour achever l'exécution des activités débutées au premier semestre. Ce qui explique une surestimation des coûts.

En conclusion, si aucune disposition n'est prise, le ministère de la sécurité et de la protection civile ne pourra pas achever la mise en œuvre de ses activités avant la fin de l'année.

Tableau et graphique de l'évaluation de la performance

Activité	Performant	Non Performant	Activités non évaluées (Activités sans coût planifié)
Pondération	12,5%	87,5%	0,0%



b- Interprétation par activité des résultats de l'évaluation

Par rapport à chaque activité, l'évaluation se présente comme suit :

- **Etude pour la réhabilitation et construction des locaux des services de police :** La mise en œuvre de l'activité n'a pas été efficace car l'IPE est de 0,40. L'IPC n'a pas été calculé car aucune dépense n'a été exécutée. Le responsable doit prendre des mesures pour réaliser l'activité dans les délais.
- **Accroissement de l'effectif de la police nationale pour atteindre les standards internationaux :** La mise en œuvre de cette activité n'a pas été efficace et efficiente car l'IPE est de 0,63. Elle est par contre efficiente car l'IPC est de 14,7. Le responsable doit prendre des mesures pour réaliser l'activité dans les délais.
- **Etude pour la construction de l'Office central de répression du trafic illicite de drogues et du blanchiment (OCRTIDB) :** La mise en œuvre de l'activité n'a pas été efficace car l'IPE est de 0,40. L'IPC n'a pas été calculé car aucune dépense n'a été exécutée. Le responsable doit prendre des mesures pour réaliser l'activité dans les délais.
- **Etude pour la valorisation des ressources humaines de l'OCRTIDB :** La mise en œuvre de l'activité n'a pas été efficace car l'IPE est de 0,40. L'IPC n'a pas été calculé car aucune dépense n'a été exécutée. Le responsable doit prendre des mesures pour réaliser l'activité dans les délais.
- **Equiper le Laboratoire nationale de la police scientifique (LNPS) de nouveaux matériels et outillage technique :** La mise en œuvre de l'activité n'a pas été efficace car l'IPE est de 0,50. L'IPC n'a pas été calculé car aucune dépense n'a été exécutée. Le responsable doit prendre des mesures pour réaliser l'activité dans les délais.
- **Renforcement des capacités des policiers et gendarmes sur les notions de base de la police de proximité :** La mise en œuvre de cette activité a été efficace et efficiente car l'IPE est de 0,43. Elle est par contre efficiente car l'IPC est de 2,16. Le responsable doit prendre des mesures pour réaliser l'activité dans les délais.
- **Organisation d'une réunion de concertation avec les pays voisins :** La mise en œuvre de cette activité est efficace et efficiente car l'IPE et l'IPC sont de 1. Le responsable de l'activité a été performant.
- **Elaboration et vulgarisation d'un guide pratique des risques et menaces des responsabilités des élus locaux :** La mise en œuvre de l'activité n'a pas été efficace car l'IPE est de 0,16. L'IPC n'a pas été calculé car aucune dépense n'a été exécutée. Le responsable doit prendre des mesures pour réaliser l'activité dans les délais.

2.2. Etat d'exécution des activités programmées

Les activités de réforme programmées à fin juin 2018 sont au nombre de sept (7). L'état d'exécution de ces activités se présente comme suit :

a- Activités réalisées à fin juin 2018

Une (01) seule activité a été totalement réalisée. Il s'agit de :

- **Organisation des réunions de concertation avec les pays voisins**

Indicateur de l'activité : Nombre de réunions tenues

Une série de réunions ministérielles des ministres chargés de la sécurité et des chefs de services de renseignements et de sécurité du Bénin, Burkina Faso, Ghana et Togo, ont eu lieu à Lomé au cours

du premier semestre 2018. Ces réunions ont abouti à l'organisation, au mois de mai 2018 dans la zone commune entre ces Etats, d'une opération conjointe de lutte contre la criminalité transfrontalière.

Cette opération a été accompagnée d'activités civilo-militaires au profit des populations frontalières ainsi que des activités sportives et culturelles.

b- Activités partiellement réalisées à fin juin 2018

Les activités partiellement réalisées sont au nombre de six (6). Il s'agit de :

- **Etude pour la réhabilitation et construction des locaux des services de police**

Indicateur de l'activité : DAO élaboré et disponible

Les sites qui feront objet de cette étude sont identifiés et localisés. Un bureau d'étude a été sélectionné pour effectuer l'étude technique détaillée pour proposer au département toutes les options relatives à la réhabilitation ou à la construction. Cependant l'attribution et la signature du marché ne sont pas encore effective.

- **Accroissement de l'effectif de la police nationale pour atteindre les standards internationaux**

Indicateur de l'activité : Nombre de Gardiens de la paix recrutés et formés

Cette activité est exécutée en trois étapes, ci-après : i) les tests de recrutement ; ii) la visite médicale et iii) la formation initiale. Elle contribue à l'amélioration de l'efficacité des services de police sur le terrain.

Les tests de recrutement ont été organisés et plusieurs candidats ont été retenus pour la seconde étape qui est celle de la visite médicale.

- **Etude pour la construction de l'Office central de répression du trafic de drogues et du blanchiment (OCRTIDB)**

Indicateur de l'activité : DAO élaboré et disponible

Les sites qui feront objet de cette étude sont également identifiés et localisés. Un bureau d'étude a été sélectionné pour effectuer l'étude technique détaillée pour proposer au département toutes les options relatives à la construction de l'OCRTIDB. Cependant l'attribution et la signature du marché ne sont pas encore faites.

- **Etude pour la valorisation des ressources humaines de l'OCRTIDB**

Indicateur de l'activité : Rapport d'étude validé et disponible

Un consultant a été sélectionné pour effectuer cette étude. Cependant l'attribution et la signature du marché ne sont pas encore effectives.

- **Equiper le Laboratoire nationale de la police nationale (LNPS) de nouveaux matériels et outillage technique**

Une évaluation des besoins en équipement a été faite à cet effet en vue de l'élaboration du DAO. L'attribution et la signature du marché est en cours.

- **Renforcement des capacités des policiers et gendarmes sur les notions de base de la police de proximité**

Le ministère a prévu réalisé trois sessions de formation sur la police de proximité au profit des forces de sécurité. Sur les trois sessions, une a été organisée au profit de 108 élèves commissaires de police et 147 élèves officiers de police en fin de formation initiale, à l'école nationale de police de Davié. Cette session a bénéficié du soutien technique et financier de la fondation Hanns Seidel dans le cadre global du programme police de proximité au Togo. Deux autres sessions de formation sont donc programmées pour le deuxième semestre.

- **Elaboration et vulgarisation d'un guide pratique des risques et menaces des responsabilités des élus locaux**

L'agence nationale de la protection civile (ANPC) a préparé dans ce sens en juin les termes de références pour le recrutement d'un consultant afin d'élaborer un guide pratique des risques et menaces des responsabilités des élus locaux. Le lancement de l'appel à manifestations d'intérêt est en cours.

7. Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et de l'Intégration Africaine

7.1. Etat de mise en œuvre des réformes

L'évaluation de la performance par la méthode de la valeur acquise et l'état d'exécution des activités programmées par le ministère des affaires étrangères, de la coopération et de l'intégration africaine se présentent comme suit :

7.1.1. Evaluation de la performance par la méthode de la valeur acquise

Activités	Nom et titre de la personne responsable de l'activité	Indicateur de l'activité	COLLECTE DES DONNEES NECESSAIRES POUR L'EVALUATION					EVALUATION PAR LA VALEUR ACQUISE				
			Cible Planifiée	CIBLE ATTEINTE	Valeur planifiée (VP)	Coût réel (CR)	Durée totale planifiée (DTP)	VA	IPE	IPC	EDA	ECA
			2018	Valeur de l'indicateur réalisée à fin juin 2018	(dotations)	(montant exécuté)	(mois)	VP* Cible atteinte/Cibla planifiée	VA/VP	VA/CR	DTP/IPE	CTP(VP)/IPC
Elaboration du manuel de procédure à l'usage des missions diplomatiques	M. BAKA	Manuel de procédure à l'usage des missions diplomatiques édité	1	1	4 000 000	4 000 000	7	4 000 000	1	1	7	4 000 000
Elaboration des directives en matière de recrutement du personnel local des ambassades	M. BAKA	Directives en matière de recrutement du personnel local des ambassades éditées	1	1	2 000 000	2 000 000	8	2 000 000	1	1	8	2 000 000
Acquisition d'un immeuble en Afrique du Sud	Mme BARIKI, IGMDC	Immeuble acquis	1	1	312 000 000	312 000 000	4	312 000 000	1	1	4	312 000 000
Création du fonds d'entraide et de solidarité du ministère (FESMAE)	Mme ABINA, DAAF	FESMAE créé	1	0,75	1 950 000	1 950 000	12	1 4 62 500	0,75	1	16	2 600 000
Promotion de l'intégration des peuples	Mme. BALI, DIA	Semaine de l'intégration africaine organisée	1	1	23 915 000	23 915 000	6	23 915 000	1	1	6	23 915 000
Soumission du document du fonds d'investissement de la diaspora (FITEX) aux autorités	M. BODJONA, DTE	Document du fonds d'investissement de la diaspora (FITEX) soumis aux autorités	1	0,7	0	0	12	0	-	-	-	-
Elaboration du guide des togolais de l'extérieur	M. BODJONA, DTE	Guide des togolais de l'extérieur élaboré	1	0,64	1 500 000	0	12	964 500	0,64	-	19	0
TOTAL			7	6	345 365 000	343 865 000	12	300 911 591	0,87	1	13,7	394 663 879

a- Interprétation globale des résultats de l'évaluation

Selon le PTBA, le ministère a planifié d'utiliser 345 365 000 F CFA pour atteindre des résultats mesurés à travers sept (7) indicateurs.

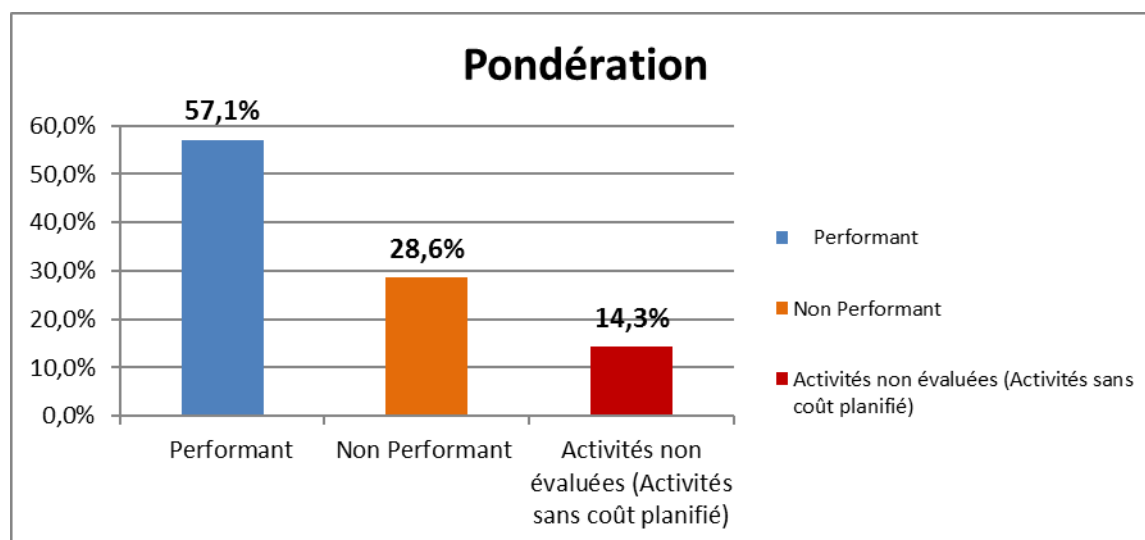
La valeur acquise de ces 7 indicateurs, c'est-à-dire la valeur réelle des résultats atteints est 343 365 000 F CFA. L'indice de performance sur l'échéancier (IPE) est de 0,87 et l'indice de performance sur les coûts (IPC) est de 0,88. L'estimation de la durée nécessaire pour achever les activités programmées (EDA) est de 13 mois 7 jours. Enfin, l'estimation du coût pour achever la mise en œuvre des activités engagées est de 394 663 879 F CFA.

Au regard des résultats obtenus dans le tableau ci-dessus, il faudra 1 mois 7 jours de plus au ministère des affaires étrangères, de la coopération et de l'intégration africaine pour terminer les activités de réforme planifiée au titre de l'année 2018. L'écart entre la valeur planifiée (VP) et l'estimation du coût pour achever la mise en œuvre des activités engagées (ECA) est de 49 298 879 F CFA. Ce qui indique une sous-estimation de la prévision du coût des activités de réformes programmées.

En conclusion, le ministère des affaires étrangères, de la coopération et de l'intégration africaine pourra achever la mise en œuvre de ses activités avant la fin de l'année au regard du rythme actuel.

Tableau et graphique de l'évaluation de la performance

Activité	Performant	Non Performant	Activités non évaluées (Activités sans coût planifié)
Pondération	57,1%	28,6%	14,3%



b- Interprétation par activité des résultats de l'évaluation

Par rapport à chaque activité, l'évaluation se présente comme suit :

- **Elaboration du manuel de procédure à l'usage des missions diplomatiques :** La mise en œuvre de l'activité est efficace et efficiente car l'IPE et l'IPC sont de 1. Le responsable de l'activité a été performant.

- **Elaboration des directives en matière de recrutement du personnel local des ambassades** : La mise en œuvre de l'activité a été efficace et efficiente car l'IPE et l'IPC sont de 1. Le responsable de l'activité a été performant.
- **Acquisition d'un immeuble en Afrique du Sud** : La mise en œuvre de l'activité a été efficace et efficiente car l'IPE et l'IPC sont de 1. Le responsable de l'activité a été performant.
- **Création du fonds d'entraide et de solidarité du ministère (FESMAE)** : La mise en œuvre de l'activité n'a pas été efficace mais efficiente car l'IPE et l'IPC sont respectivement de 0,75 et 1. Le responsable doit prendre des mesures pour réaliser l'activité dans les délais.
- **Promotion de l'intégration des peuples** : La mise en œuvre de l'activité a été efficace et efficiente car l'IPE et l'IPC sont de 1. Le responsable de l'activité a été performant.
- **Soumission du document du fonds d'investissement de la diaspora (FITEX) aux autorités** : Le taux d'exécution physique de l'activité est de 70%.
- **Elaboration, édition et vulgarisation du guide des togolais de l'extérieur** : La mise en œuvre de l'activité n'a pas été efficace car l'IPE est de 0,64. L'IPC n'a pas été calculé car aucun montant n'a été exécuté. Le responsable doit prendre des mesures pour réaliser l'activité dans les délais.

7.1.2. Etat d'exécution des activités programmées

Les activités de réforme programmées à fin juin 2018 sont au nombre de sept (7). L'état d'exécution de ces activités se présente comme suit :

a- Activités réalisées à fin juin 2018

Les activités réalisées sont au nombre de quatre (4) . Il s'agit de :

- **Elaboration du manuel de procédure à l'usage des missions diplomatiques**

Indicateur de l'activité : manuel de procédure à l'usage des missions diplomatiques édité

Le présent manuel donne un aperçu des procédures et dispositions à suivre afin d'assurer à toutes les ambassades une prestation de service uniforme, efficiente et une représentativité optimale. Il constitue le prolongement de la réforme organisationnelle que nous avons entreprise depuis 2013 et qui vise à actualiser les textes et harmoniser les bonnes pratiques que nous inspirent l'expérience de nos représentants sur le terrain. Le manuel de procédure à l'usage des missions diplomatiques a été élaboré et est disponible.

- **Elaboration des directives en matière de recrutement du personnel local des ambassades**

Indicateur de l'activité : directives en matière de recrutement du personnel local des ambassades éditées

Les directives sont élaborées pour régir les contrats de travail entre les missions diplomatiques et consulaires togolaises et leurs personnels locaux.

- **Acquisition d'un immeuble en Afrique du Sud**

Indicateur de l'activité : immeuble acquis

L'immeuble a été acquis et permettra une plus grande stabilité et visibilité de l'ambassade.

- **Promotion de l'intégration des peuples**

Indicateur de l'activité : semaine de l'intégration africaine organisée

Conformément aux orientations du gouvernement, S.E. Prof. Robert DUSSEY, Ministre des Affaires Etrangères, de la Coopération et de l'Intégration Africaine, a décidé d'organiser, les 24 et 25 mai 2017, la Semaine de l'intégration africaine pour vulgarisation des textes sur la libre circulation des personnes et des biens et marquer le 55ème anniversaire de l'Union africaine.

Cette initiative vise à témoigner aux communautés étrangères vivant sur le sol togolais de l'importance de leurs activités sur l'économie et la croissance nationale et, organiser et canaliser celles-ci de sorte à renforcer la cohésion sociale et booster la croissance de notre pays résolument engagé sur la voie du développement.

b- Activités partiellement réalisées à fin juin 2018

Les activités partiellement réalisées sont au nombre de trois (3) . Il s'agit de :

- **Soumission du document du fonds d'investissement de la diaspora (FITEEX) aux autorités**

Indicateur de l'activité : document du fonds d'investissement de la diaspora (FITEEX) soumis aux autorités

Le comité chargé de finaliser le document du FITEEX a été mis en place par arrêté du ministre et est opérationnel. Le projet de document proposé n'a pas pu être validé par le comité car il ne cadre pas avec les réalités du pays. Le comité propose de recruter un consultant pour rédiger un nouveau document.

- **Création du fonds d'entraide et de solidarité du ministère (FESMAE)**

Indicateur de l'activité : fonds d'entraide et de solidarité du ministère opérationnel

Les statuts relatifs au fonds ont été adoptés et les membres du comité de gestion élus en assemblée générale.

- **Élaboration, édition et vulgarisation du guide des togolais de l'extérieur**

Indicateur de l'activité : guide des togolais de l'extérieur élaboré

Le guide des togolais de l'extérieur est élaboré. La direction des togolais de l'extérieur (DTE) n'a pas pu mobiliser les moyens pour l'édition et la vulgarisation de ce document.

8. Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche

8.1. Etat de mise en œuvre des réformes

L'évaluation de la performance par la méthode de la valeur acquise et l'état d'exécution des activités programmées par le ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche se présentent comme suit :

8.1.1. Evaluation de la performance par la méthode de la valeur acquise

Activités	Nom et titre de la personne responsable de l'activité	Indicateur de l'activité	COLLECTE DES DONNEES NECESSAIRES POUR L'EVALUATION					EVALUATION PAR LA VALEUR ACQUISE				
			CIBLE PLANIFIÉE	CIBLE ATTEINTE	Valeur planifiée (VP)	Coût réel (CR)	Durée totale planifiée (DTP)	VA	IPE	IPC	EDA	ECA
			2018	Valeur de l'indicateur réalisée à fin juin 2018	(dotations)	(montant exécuté)	(mois)	VP*cible atteinte/cible planifiée	VA/VP	VA/CR	DTP/IPE	CTP/IPC
Adoption du décret portant organisation du ministère	KOLANI / Directeur de Cabinet	Décret adopté	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0
Opérationnalisation du projet de développement des agropoles au Togo (PRODAT)	DJEGUEMA/ coordonnateur PPF PRODAT	Rapport disponible	1	0,90	154 364 500	123 864 500	6	138 928 050	0,90	1,12	6,67	137 627 222
Création de l'agence de promotion et du développement des agropoles	DJEGUEMA/ coordonnateur PPF PRODAT	Décret pris	1	1	0	0	2	0	0	0	0	-
Elaboration du plan opérationnel du PNIASAN	ALASSANI/ Directeur DPPSE	Le plan opérationnel adopté	1	0,33	0	0	1	0	0	0	0	0
Restructuration de l'ONAF sur le modèle PPP	Dr BALI/ Directrice ONAF	Décret portant restructuration de l'ONAF	1	0,44	0	0	5	0	0	0	-	-
Elaboration et adoption de la loi d'orientation agricole	ALASSANI/ Directeur DPPSE	La loi d'orientation agricole adopté	1	0	0	0	2	0	0	0	0	0
Réalisation de l'audit stratégique et organisationnel de l'ITRA/ICAT	Dr ALEGONH-GOH/DG ICAT	Rapport d'audit disponible	1	1	4 000 000	4 000 000	4	4 000 000	1	1	4	4 000 000
Elaboration de la stratégie nationale de vulgarisation agricole	Dr ALEGONH-GOH/DG ICAT	La stratégie nationale de vulgarisation agricole élaborée	1	0,29	10 440 000	0	3	2 996 280	0,29	0	10,45	-
TOTAL			8	3,95	168 804 500	127 864 500	12	83 389 423	0,49	0,65	24,3	258 835 020

a- Interprétation globale des résultats de l'évaluation

Selon le PTBA, le ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche (MAEP) a planifié 168 804 500 FCFA pour atteindre des résultats mesurés à travers huit (8) indicateurs prévus pour l'année 2018.

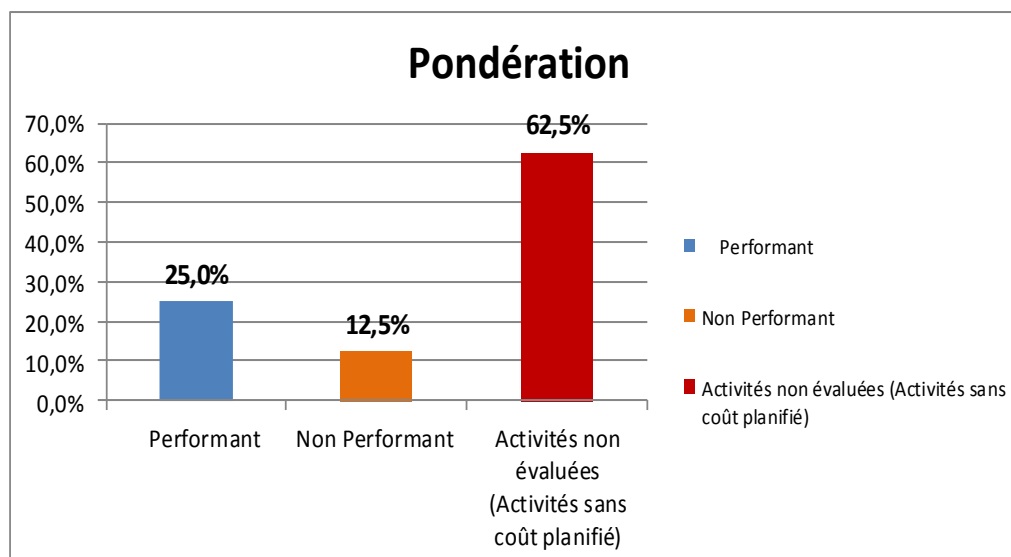
La valeur acquise de ces 8 indicateurs, c'est-à-dire la valeur réelle des résultats atteints est 83 389 423 F CFA. L'indice de performance sur l'échéancier (IPE) est de 0,49 et l'indice de performance sur les coûts (IPC) est de 0,65. L'estimation de la durée nécessaire pour achever les activités programmées (EDA) est de 24 mois 3 jours. Enfin, l'estimation du coût pour achever la mise en œuvre des activités engagées est de 258 835 020 FCFA.

Au regard des résultats obtenus dans le tableau ci-dessus, il faudra 12 mois 3 jours de plus au ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche pour terminer les activités de réforme planifiée au titre de l'année 2018. L'écart entre la valeur planifiée (VP) et l'estimation du coût pour achever la mise en œuvre des activités engagées (ECA) est de 90 030 520 F CFA. Ce qui indique une sous-estimation de la prévision du coût des activités de réformes programmées.

En conclusion, si aucune disposition n'est prise, le ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche ne pourra pas achever la mise en œuvre de ses activités avant la fin de l'année.

Tableau et graphique de l'évaluation de la performance

Activité	Performant	Non Performant	Activités non évaluées (Activités sans coût planifié)
Pondération	25,0%	12,5%	62,5%



b- Interprétation par activité des résultats de l'évaluation

- **Adoption du décret portant organisation du ministère** : Le taux d'exécution physique de cette activité est de 0 %.
- **Opérationnalisation du projet de développement des agropoles au Togo (PRODAT)** : La mise en œuvre de l'activité est efficace et efficiente car l'IPE et l'IPC sont respectivement de 0,90 et 1,12. Le responsable de l'activité a été performant.

- **Création de l'agence de promotion et du développement des agropoles** : Le taux d'exécution physique de l'activité est de 100%.
- **Elaboration du plan opérationnel du PNIASAN** : Le taux d'exécution physique de l'activité est de 33%.
- **Restructuration de l'ONAF sur le modèle PPP (Partenariat Public Privé)** : Le taux d'exécution physique de l'activité est de 44%.
- **Elaboration et adoption de la loi d'orientation agricole** : Le taux d'exécution physique de l'activité est de 50%.
- **Réalisation de l'audit stratégique et organisationnel de l'ITRA/ICAT** : La mise en œuvre de l'activité est efficace et efficiente. Le responsable de l'activité a été performant.
- **Elaboration de la stratégie nationale de vulgarisation agricole** : La mise en œuvre de l'activité n'a pas été efficace car l'IPE est de 0,29. L'IPC n'a pas été calculé car aucun montant n'a été exécuté. Le responsable doit prendre des mesures pour réaliser l'activité dans les délais.

2.2. Etat d'exécution des activités programmées

Les activités de réformes programmées à fin juin 2018 sont au nombre de huit (8). L'état de mise en œuvre se présente comme suit.

a- Activités réalisées à fin juin 2018

Les activités réalisées sont au nombre de trois (3). Il s'agit de :

- **Création de l'agence de promotion et du développement des agropoles (APRODAT)**

Indicateur de l'activité : Décret portant création de l'APRODAT

Le décret portant création de l'APRODAT a été adopté le 27 février 2018 en conseil des ministres avec la nomination du directeur général de l'agence.

- **Elaboration du plan opérationnel du PNIASAN**

Indicateur de l'activité : Le document de plan opérationnel adopté

Les termes de référence relatifs à l'activité ont été élaborés et validés.

- **Réalisation de l'audit stratégique et organisationnel de l'ITRA/ICAT**

Indicateur de l'activité : Rapport d'audit disponible

L'audit a été réalisé et les livrables, et le plan ont été édités et disséminés. Les structures auditées (en fonction des activités d'accompagnement identifiées) sont accompagnées.

b- Activités partiellement réalisées à fin juin 2018

Les activités partiellement réalisées sont au nombre de cinq (5). Il s'agit de :

- **Adoption du décret portant organisation du ministère**

Indicateur de l'activité : Décret portant organisation du ministère adopté

Le processus est repris suite au dernier remaniement ministériel avec la création du portefeuille en charge de l'eau. Le décret portant organisation du ministère est élaboré et en validation à l'interne avant la transmission au secrétariat général du gouvernement.

- **Elaboration et adoption de la loi d'orientation agricole**

Indicateur de l'activité : la loi d'orientation agricole adoptée et opérationnelle.

La version provisoire de la loi est élaborée et disponible. L'étape de concertation avec tous les acteurs, y compris la société civile pour contribution est en cours.

- **Opérationnalisation du projet de développement des agropoles au Togo (PRODAT)**

Indicateur de l'activité : le projet de développement de l'agropole est opérationnel

Les études sur les agropoles sont entièrement réalisées et sont mises à la disposition du Conseil d'administration de la banque africaine de développement (BAD) pour validation avant le lancement officiel du projet.

- **Restructuration de l'ONAF sur le modèle de partenariat public privé (PPP)**

Indicateur de l'activité : Décret portant organisation et fonctionnement de l'ONAF adopté

Le texte et le rapport de présentation sont élaborés avec une première validation à l'interne. Les observations sont prises en compte.

- **Elaboration de la stratégie nationale de vulgarisation agricole**

Indicateur de l'activité : Document de stratégie nationale de vulgarisation agricole disponible

Le processus a été repris suite au rejet du premier document élaboré pour non-conformité aux spécifications techniques. Les nouveaux termes de référence (y compris ceux relatifs au recrutement de consultant) ont été élaborés. Le rapport d'évaluation et le projet d'avis à manifestation d'intérêt sont transmis à la direction nationale de contrôle des marchés publics (DNCMP) pour avis de non objection.

9. Ministère de l'Eau et de l'Hydraulique Villageoise

9.1. Etat de mise en œuvre des réformes

L'évaluation de la performance par la méthode de la valeur acquise et l'état d'exécution des activités programmées par le ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et des collectivités locales se présentent comme suit :

Le rapport du ministère n'a pas été transmis dans les délais.

10. Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités Locales

10.1. Etat de mise en œuvre des réformes

L'évaluation de la performance par la méthode de la valeur acquise et l'état d'exécution des activités programmées par le ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et des collectivités locales se présentent comme suit :

10.1.1. Evaluation de la performance par la méthode de la valeur acquise

Activités	Nom et titre de la personne responsable de l'activité	Indicateur de l'activité	COLLECTE DES DONNEES NECESSAIRES POUR L'EVALUATION					EVALUATION PAR LA VALEUR ACQUISE				
			CIBLE PLANIFIÉE	CIBLE ATTEINTE	Valeur planifiée (VP)	Coût réel (CR)	Durée totale planifiée (DTP)	VA	IPE	IPC	EDA	ECA
			2018	Valeur de l'indicateur réalisée à fin juin 2018	(dotations)	(montant exécuté)	(mois)	VP*cible atteinte/cible planifiée	VA/VP	VA/CR	DTP/IPE	CTP/IPC
Réorganisation du ministère	DOUTI/SG	Décret portant organisation du MATDCL adopté	1	0,56	0	0	12	-	-	-	-	-
Règlementation de la liberté religieuse et de culte	BELEI/DC	Avant-projet de loi relative à l'exercice de la liberté religieuse et de culte est disponible	1	0,77	0	0	12	-	-	-	-	-
Règlementation de la liberté d'association	IDO/DLPAP	Loi relative au cadre juridique de la société civile est disponible	1	0	0	0	12	-	-	-	-	-
Révision de la loi de 2007 relative à la décentralisation	TOUH/DDCL	Loi portant révision de la loi de 2007 relative à la décentralisation est disponible	1	1	0	0	12	-	-	-	-	-
Organisation du cadre général de règlement intérieur des collectivités territoriales	TOUH/DDCL	Projet de décret fixant le cadre général de règlement intérieur des collectivités territoriales est disponible	1	0,56	0	0	12	-	0,5	-	22	-

Organisation de la fonction des secrétaires généraux de mairie	TOUH/DDCL	Arrêté portant statut des secrétaires généraux de mairie est disponible	1	0,8	0	0	12	-	-	-	-	-
Mise en place du bureau du citoyen dans les communes	TOUH/DDCL	Arrêté fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement du bureau du citoyen est disponible	1	0,8	0	0	12	-	-	-	-	-
Transfert de compétences et de ressources de l'Etat aux collectivités territoriales	TOUH/DDCL	Décrets relatifs au transfert de compétences adoptés	3	0	0	0	12	-	-	-	-	-
Opérationnaliser le FACT	TOUH/DDCL	Projet de décret fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement du FACT est disponible	1	0,56	0	0	12	-	-	-	-	-
Réalisation d'une étude sur les finances locales	TOUH/DDCL	Etude sur les finances locales est disponible	1	1	7 000 000	7 000 000	12	7 000 000	1	1	12	7 000 000
Communication sur les enjeux de la décentralisation	TOUH/DDCL	Plan de communication est disponible	1	0,33	150 000 000	0	12	49 500 000	0,33	-	36,4	-
Renforcement des capacités des acteurs de la décentralisation	TOUH/DDCL	Plan de formation est disponible	1	0,5	100 000 000	0	12	50 000 000	0,50	-	24	-
TOTAL			14	6,9	257 000 000	7 000 000	12	126 352 214	0,49	18,05	24,41	14 237 978

a- Interprétation globale des résultats de l'évaluation

Selon le PTBA, le ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et des collectivités locales (MATDCL) a planifié 175 00 000 FCFA pour atteindre des résultats mesurés à travers neuf (9) indicateurs prévus pour l'année 2018.

Selon le PTBA, le ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et des collectivités locales (MATDCL) a planifié 257 00 000 FCFA pour atteindre des résultats mesurés à travers douze (12) indicateurs prévus pour l'année 2018.

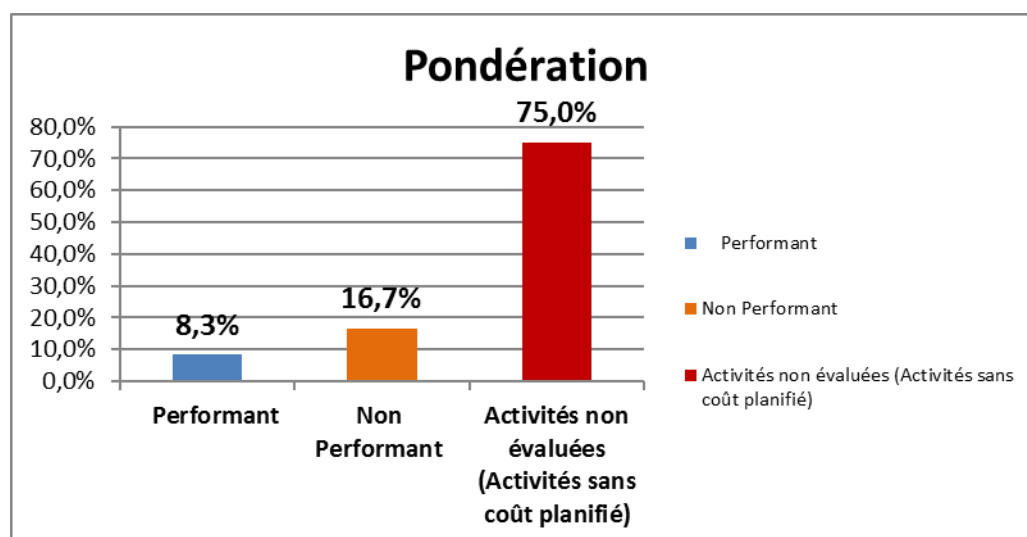
La valeur acquise de ces douze (12) indicateurs, c'est-à-dire la valeur réelle des résultats atteints est 126 352 214 F CFA. L'indice de performance sur l'échéancier (IPE) est de 0,49. L'indice de performance sur les coûts (IPC) est de 18,05. L'estimation de la durée nécessaire pour achever les activités programmées (EDA) est de 24 mois 12 jours. Enfin, l'estimation du coût pour achever la mise en œuvre des activités engagées est de 14 237 978 F CFA.

Au regard des résultats obtenus dans le tableau ci-dessus, il faudra 12 mois 12 jours de plus au MATDCL pour terminer les activités de réforme planifiée au titre de l'année 2018. L'écart entre la valeur planifiée (VP) et l'estimation du coût pour achever la mise en œuvre des activités engagées (ECA) est de 242 762 022 F CFA.

En conclusion, si aucune disposition n'est prise, le ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et des collectivités locales ne pourra pas achever la mise en œuvre de ses activités avant la fin de l'année.

Tableau et graphique de l'évaluation de la performance

Activité	Performant	Non Performant	Activités non évaluées (Activités sans coût planifié)
Pondération	8,3%	16,7%	75,0%



a- Interprétation par activité des résultats de l'évaluation

Par rapport à chaque activité, l'évaluation se présente comme suit :

- **Réorganisation du ministère** : Le taux d'exécution physique de l'activité est de 56,1%.

- **Règlementation de la liberté religieuse et de culte :** Le taux d'exécution physique de l'activité est de 77%
- **Règlementation de la liberté d'association :** Le taux d'exécution physique de l'activité est de 0%.
- **Révision de la loi de 2007 relative à la décentralisation :** Le taux d'exécution physique de cette activité est de 100%.
- **Organisation du cadre général de règlement intérieur des collectivités territoriales :** Le taux d'exécution physique de cette activité est de 56,1%.
- **Organisation de la fonction des secrétaires généraux de mairie :** Le taux d'exécution physique de cette activité est de 80%.
- **Mise en place du bureau du citoyen dans les communes :** Le taux d'exécution physique de cette activité est de 80%.
- **Transfert de compétences et de ressources de l'Etat aux collectivités territoriales :** Le taux d'exécution physique de cette activité est de 0%.
- **Opérationnaliser le FACT :** Le taux d'exécution physique de cette activité est de 56,1%.
- **Réalisation d'une étude sur les finances locales :** la mise en œuvre de l'activité a été efficace et efficiente car l'IPE et l'IPC sont de 1. Le responsable de l'activité a été performant.
- **Communication sur les enjeux de la décentralisation :** La mise en œuvre de l'activité n'a pas été efficace car l'IPE est de 0,33. L'IPC n'a pas été calculé car aucune dépense n'a été exécutée.
- **Renforcement des capacités des acteurs de la décentralisation :** La mise en œuvre de l'activité n'a pas été efficace car l'IPE est de 0,50. L'IPC n'a pas été calculé car aucune dépense n'a été exécutée.

10.1.2. Etat d'exécution des activités programmées

Les activités de réformes programmées à fin juin 2018 sont au nombre de douze (12). L'état d'exécution se présente comme suit :

a- Activités réalisées à fin juin 2018

Les activités réalisées sont au nombre de deux (2). Il s'agit de :

- **Révision de la loi de 2007 relative à la décentralisation**

Indicateur de l'activité : une loi portant révision de la loi de 2007 relative à la décentralisation est disponible.

La loi n° 2018-003 du 31 janvier 2018 portant modification de la loi n°2007-011 du 13 mars 2007 relative à la décentralisation et aux libertés locales a été adoptée.

- **Réalisation d'une étude sur les finances locales**

Indicateur de l'activité : Une étude sur les finances locales est disponible.

Une étude sur les finances locales et la fiscalité des collectivités territoriales a été réalisée.

b- Activités partiellement réalisées à fin juin 2018

Les activités partiellement réalisées sont au nombre de dix (10). Il s'agit de :

- **Réorganisation du ministère**

Indicateur de l'activité : Décret portant organisation du MATDCL adopté

L'avant-projet de décret portant organisation du MATDCL a été élaboré.

- **Règlementation de la liberté religieuse et de culte**

Indicateur de l'activité : Relative à l'exercice de la liberté religieuse et de culte adoptée et votée

L'avant-projet de loi relative à l'exercice de la liberté religieuse et de culte est élaboré.

- **Règlementation de la liberté d'association**

Indicateur de l'activité : Relative au cadre juridique de la société civile votée

Le projet de loi relative au cadre juridique de la société civile a été adopté en conseil des ministres et transmis à l'Assemblée nationale.

- **Organisation du cadre général de règlement intérieur des collectivités territoriales**

Indicateur de l'activité : Projet de décret fixant le cadre général de règlement intérieur des collectivités territoriales disponible.

Un avant-projet de décret fixant le cadre général de règlement intérieur des collectivités territoriales a été élaboré.

- **Organisation de la fonction des secrétaires généraux de mairie**

Indicateur de l'activité : Arrêté portant statut des secrétaires généraux de mairie disponible.

- **Mise en place du bureau du citoyen dans les communes**

Indicateur de l'activité : Arrêté fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement du bureau du citoyen disponible.

Un projet d'arrêté fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement du bureau du citoyen a été élaboré.

- **Transfert de compétences et de ressources de l'Etat aux collectivités territoriales**

Indicateur de l'activité : Trois décrets relatifs au transfert de compétences adoptés.

Les avant-projets de décret relatifs au transfert de compétences sont en cours d'élaboration.

- **Opérationnaliser le FACT**

Indicateur de l'activité : Projet de décret fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement du FACT disponible

Une étude sur les modalités d'organisation et de fonctionnement du fonds d'appui aux collectivités territoriales a été réalisée.

- **Communication sur les enjeux de la décentralisation**

Indicateur de l'activité : Plan de communication disponible.

Les termes de référence ont été élaborés.

- **Renforcement des capacités des acteurs de la décentralisation**

Indicateur de l'activité : Plan de formation disponible

Les termes de référence ont été élaborés.

11. Ministère du Commerce et de la Promotion du Secteur Privé

11.1. Etat de mise en œuvre des réformes

L'évaluation de la performance par la méthode de la valeur acquise et l'état d'exécution des activités programmées par le ministère du commerce et de la promotion du secteur privé se présentent comme suit :

11.1.1. Evaluation de la performance par la méthode de la valeur acquise

Activités	Nom et titre de la personne responsable de l'activité	Indicateur de l'activité	COLLECTE DES DONNEES NECESSAIRES POUR L'EVALUATION					EVALUATION PAR LA VALEUR ACQUISE				
			Cible Planifiée	CIBLE ATTEINTE	Valeur planifiée (VP)	Coût réel (CR)	Durée totale planifiée (DTP)	VA	IPE	IPC	EDA	ECA
			2018	Valeur de l'indicateur réalisée à fin juin 2018	(dotations)	(montant exécuté)	(mois)	VP* Cible atteinte/Cibla planifiée	VA/VP	VA/CR	DTP/IPE	CTP(VP)/IPC
Poursuite de la réorganisation du Ministère	BAMANA	Textes (Décret & Arrêté)	1	0,8	0	0	3	0	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
Elaboration du document national du PARCI-CEDEAO	ABE	01 Rapport du document national du PARCI-CEDEAO	1	0,1	6 714 000	0	3	671 400	0,10	#DIV/0!	30	#DIV/0!
Élaboration de la stratégie Nationale d'Utilisation de l'AGOA	BAMANA	01 Rapport de la stratégie Nationale d'Utilisation de l'AGOA	1	1	8 779 000	3 500 000	3	8 779 000	1,00	2,51	3	3 500 000
Evaluation de l'état de préparation au commerce électronique au Togo	BAMANA	01 Rapport de l'évaluation de l'état de préparation au commerce électronique au Togo	1	0,85	20 000 000	15 000 000	3	17 000 000	0,85	1,13	4	17 647 059
Élaboration de l'étude de faisabilité pour l'instauration du système international de mesures	AFAWOUBO	Rapport de l'étude de faisabilité pour l'instauration du système international de mesures	1	0,1	5 164 000	0	3	516 400	0,10	#DIV/0!	30	#DIV/0!
Élaboration de la stratégie Nationale de Promotion du secteur privé	MESSAN	Rapport de la stratégie Nationale de Promotion du secteur privé	1	0,1	12 911 000	0	3	1 291 100	0,10	#DIV/0!	30	#DIV/0!
TOTAL			6	2,95	53 568 000	18 500 000	3	26 337 600	0,49	1,42	6	37 627 119

a- Interprétation globale des résultats de l'évaluation

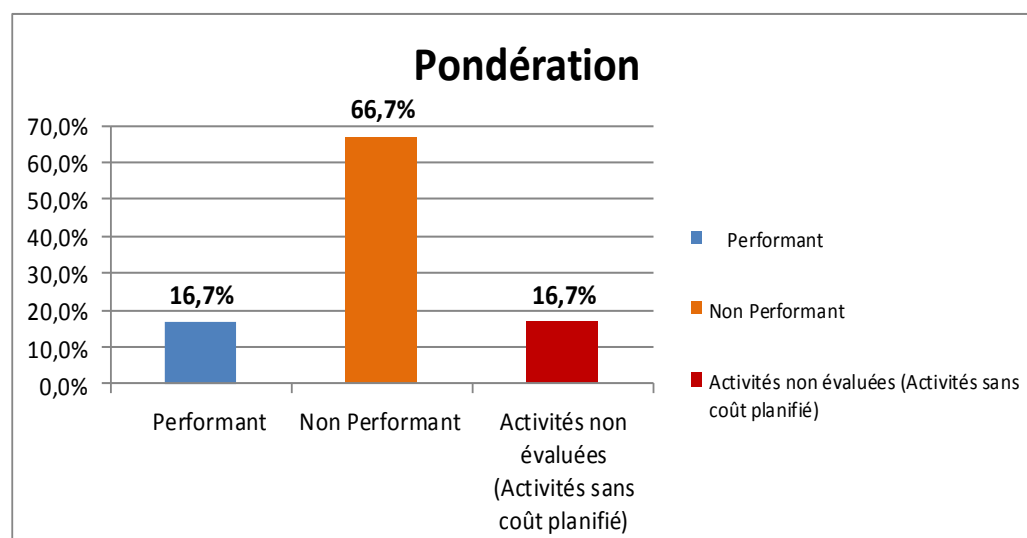
Selon le PTBA, le ministère a planifié environ 53 568 000 F CFA pour atteindre des résultats mesurés à travers 06 indicateurs prévus sur les 06 mois de l'année 2017.

La valeur acquise de ces 06 indicateurs c'est-à-dire la valeur réelle des résultats atteints est estimé à 26 337 600 F CFA. L'indice de performance sur l'échéancier (IPE) est de 0,49 et l'indice de performance sur les coûts (IPC) est de 1,46. L'estimation de la durée nécessaire pour achever les activités programmées (EDA) est environ de 6 mois. Enfin, l'estimation du coût pour achever la mise en œuvre des activités engagées est de 37 627 119 F CFA.

Au regard des différents résultats obtenus dans le tableau ci-dessus, il faudra encore 6 mois de plus au ministère pour terminer les activités de réformes planifiées à fin juin 2018. L'écart entre la valeur planifiée (VP) et l'estimation du coût pour achever la mise en œuvre des activités engagées (ECA) est de 15 940 881 F CFA. Ce qui indique une estimation de la prévision du coût et de la durée d'exécution des activités de réformes. Le taux de réalisation de l'indicateur est estimé à 49 %.

Tableau et graphique de l'évaluation de la performance

Activité	Performant	Non Performant	Activités non évaluées (Activités sans coût planifié)
Pondération	16,7%	66,7%	16,7%



b- Interprétation par activité des résultats de l'évaluation

Par rapport à chaque activité, l'évaluation se présente comme suit :

- **Poursuite de la réorganisation du Ministère** : le taux d'exécution physique de l'activité est de 80%.
- **Elaboration du document national du PARCI-CEDEAO** : la mise en œuvre de l'activité n'est pas efficace car l'IPE est de 0,1. L'IPC n'a pas été calculé car aucune dépense n'a été exécutée. Le responsable doit prendre des mesures pour réaliser l'activité dans les délais.

- **Élaboration de la stratégie Nationale d'Utilisation de l'AGOA** : la mise en œuvre de l'activité est efficace mais n'est pas efficiente car l'IPE et l'IPC sont respectivement de 1 et 2,95. Le responsable doit prendre des mesures pour réaliser l'activité dans les délais.
- **Evaluation de l'état de préparation au commerce électronique au Togo** : la mise en œuvre de l'activité est efficace et efficiente car l'IPE et l'IPC sont respectivement de 0,85 et 1,13. Le responsable de l'activité a été performant.
- **Élaboration de l'étude de faisabilité pour l'instauration du système international de mesure** : la mise en œuvre de l'activité n'est pas efficace car l'IPE est de 0,1. L'IPC n'a pas été calculé car aucune dépense n'a été exécutée. Le responsable doit prendre des mesures pour réaliser l'activité dans les délais.
- **Élaboration de la stratégie Nationale de Promotion du secteur privé** : la mise en œuvre de l'activité n'est pas efficace car l'IPE est de 0,1. L'IPC n'a pas été calculé car aucune dépense n'a été exécutée. Le responsable doit prendre des mesures pour réaliser l'activité dans les délais.

11.1.2. Etat d'exécution des activités programmées

La programmation des activités de réforme à fin juin 2018 sont au nombre six (6). L'état d'exécution de ces activités se présente comme suit :

a- Activités réalisées à fin juin 2018

Une (01) activité a été réalisée au premier semestre. Il s'agit de :

- **Élaboration de la stratégie Nationale d'utilisation de l'AGOA**

Indicateur de l'activité : Rapport de la stratégie Nationale d'Utilisation de l'AGOA

La stratégie Nationale d'Utilisation de l'AGOA a été élaborée, puis validée en atelier national les 5 et 6 juillet 2018 au Centre togolais des expositions et foire de Lomé (CETEF-Lomé). Le rapport de la stratégie est disponible.

b- Activités partiellement réalisées à fin juin 2018

Les activités partiellement réalisées sont au nombre de trois (5). Il s'agit de :

- **Poursuite de la réorganisation du Ministère**

Indicateur de l'activité : Textes (Décret et Arrêté)

Les textes portant organisation et fonctionnement du ministère ont été actualisés. Ils sont envoyés au Secrétariat du Gouvernement. En outre, les textes portant organisation et fonctionnement des structures de planification et de suivi évaluation et des directions administratives et financières ont été élaborées et transmis au Secrétariat permanent chargé des réformes.

- **Elaboration du document national du PARCI-CEDEAO**

Indicateur de l'activité : Rapport du document national du PARCI-CEDEAO

Les termes de référence (TDR) ont été élaborés. Le processus de passation de marché pour le recrutement d'un consultant a été suspendu pour des raisons du collectif budgétaire.

- **Evaluation de l'état de préparation au commerce électronique au Togo**

Indicateur de l'activité : Rapport de l'évaluation de l'état de préparation au commerce électronique au Togo

L'évaluation de l'état de préparation au commerce électronique au Togo a eu lieu à l'hôtel Sancta Maria du 04 au 08 juin 2018. Le rapport de l'étude d'évaluation sera disponible en août 2018.

- **Élaboration de l'étude de faisabilité pour l'instauration du système international de mesure**

Indicateur de l'activité : Rapport de l'étude de faisabilité pour l'instauration du système international de mesure

Les termes de référence (TDR) ont été élaborés. Le processus de passation de marché pour le recrutement d'un consultant a été suspendu pour des raisons du collectif budgétaire.

- **Élaboration de la stratégie Nationale de Promotion du secteur privé**

Indicateur de l'activité : Rapport de la stratégie Nationale de Promotion du secteur privé

Les termes de référence (TDR) ont été élaborés. Le processus de passation de marché pour le recrutement d'un consultant a été suspendu pour des raisons du collectif budgétaire.

12. Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières

12.1. Etat de mise en œuvre des réformes

L'évaluation de la performance par la méthode de la valeur acquise et l'état d'exécution des activités programmées par le ministère de l'environnement et des ressources forestières se présentent comme suit :

12.1.1. Evaluation de la performance par la méthode de la valeur acquise

Activités	Nom et titre de la personne responsable de l'activité	Indicateur de l'activité	COLLECTE DES DONNEES NECESSAIRES POUR L'EVALUATION					EVALUATION PAR LA VALEUR ACQUISE				
			Cible Planifiée	CIBLE ATTEINTE	Valeur planifiée (VP)	Coût réel (CR)	Durée totale planifiée (DTP)	VA	IPE	IPC	EDA	ECA
			2018	Valeur de l'indicateur réalisée à fin juin 2018	(dotations)	(montant exécuté)	(mois)	VP* Cible atteinte/Cibla planifiée	VA/VP	VA/CR	DTP/IPE	CTP(VP)/IPC
Elaboration du manuel d'évaluation des dommages et intérêts en matière de délits forestiers	M. FOLLY Djiwonu Directeur de l'inspection forestière	Manuel validé	1	0,50	3 300 000	0	9	1 650 000	0,50	-	18	-
Finalisation de l'informatisation du système de suivi-évaluation du MERF	AKPAMOU K. Gbétey Directeur des études et de la planification	Système de suivi-évaluation informatique du MERF disponible	1	0,45	20 000 000	12 245 000	7	9 000 000	0,45	0,73	15,56	27 211 000
Finalisation de l'élaboration du schéma directeur d'aménagement des ressources forestières	AKPAMOU K. Gbétey Directeur des études et de la planification	Schéma directeur disponible	1	0,75	52 961 000	32 304 000	5	39 720 750	0,75	1,23	6,67	43 072 000
Elaboration de la loi sur la Commerce international des espèces de faunes et de flores menacées d'extinction (CITES)	M.Yao Mawouéna APLA Directeur des ressources forestières	Avant-projet de Loi validé	1	0,40	12 000 000	0	5	4 800 000	0,40	-	12,5	-
Formation des acteurs d'aires protégées sur la stratégie de suivi-écologique de la faune et de la flore sauvages	M.Yao Mawouéna APLA Directeur des ressources forestières	Nombre d'acteurs formés	40	0	5 000 000	0	6	0	0	-	-	-
Elaboration de la loi sur le littoral	Thiyu ESSOBIYOU Directeur de l'environnement	Avant-projet de Loi validé	1	1	7 500 000	7 639 000	4	7 500 000	1	0,98	4	7 639 000

Renforcement du cadre légal et réglementaire de gestion des déchets dangereux et autres déchets	Thiyu ESSOBIYOU Directeur de l'environnement	Nombre de texte élaboré	4	4	11 800 000	11 800 000	2	11 800 000	1	1	2	11 800 000
Organisation de la troisième quinzaine de l'environnement et du développement durable	ADADJI Koffi Efanam / Directeur Général de l'Agence	Rapport de quinzaine disponible	1	0,4	15 000 000	0	8	6 000 000	0,40	-	20	-
TOTAL			50	7,5	127 561 000	63 988 000	12	19 134 150	0,15	0,30	80,00	426 586 667

a- Interprétation globale des résultats de l'évaluation

Selon le PTBA, le ministère a planifié 127 561 000 F CFA pour atteindre des résultats mesurés à travers huit (8) indicateurs prévus pour le premier semestre de l'année 2018.

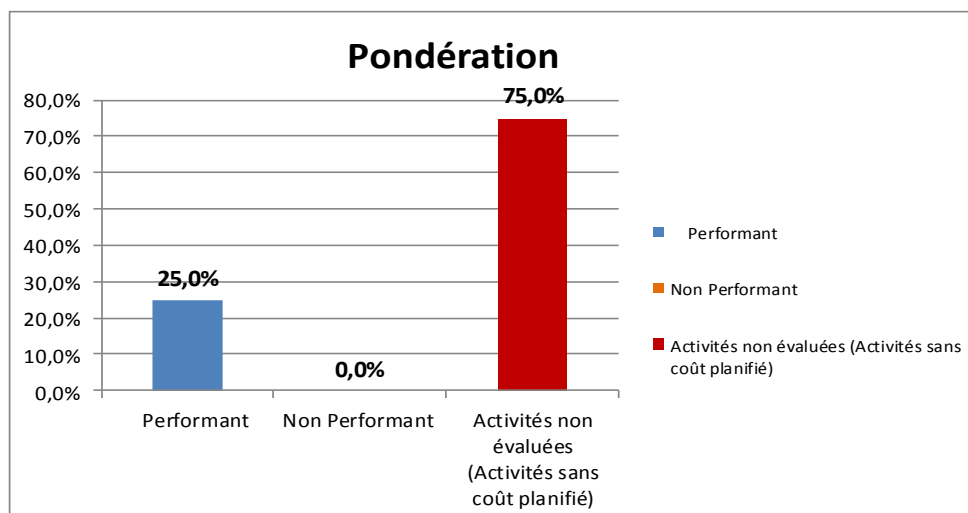
La valeur acquise de ces 8 indicateurs, c'est-à-dire la valeur réelle des résultats atteints est 19 134 150 F CFA. L'indice de performance sur l'échéancier (IPE) est de 0,15 et l'indice de performance sur les coûts (IPC) est de 0,30. L'estimation de la durée nécessaire pour achever les activités programmées (EDA) est de 80 mois. Enfin, l'estimation du coût pour achever la mise en œuvre des activités engagées (ECA) est de 426 586 667 F CFA.

Au regard des résultats obtenus dans le tableau ci-dessus, il faudra 68 mois de plus au ministère pour terminer les activités de réformes planifiées. L'écart entre la valeur planifiée (VP) et l'estimation du coût pour achever la mise en œuvre des activités engagées (ECA) est de 299 025 667 F CFA. Ce qui indique une sous-estimation de la prévision du coût des activités de réformes programmées.

En conclusion, si aucune disposition n'est prise, le ministère de l'environnement et des ressources forestières ne pourra pas achever la mise en œuvre de ses activités avant la fin de l'année.

Tableau et graphique de l'évaluation de la performance

Activité	Performant	Non Performant	Activités non évaluées (Activités sans coût planifié)
Pondération	25,0%	0,0%	75,0%



b- Evaluation de la mise en œuvre des réformes par activité

Par rapport à chaque activité, l'évaluation se présente comme suit :

- **Elaboration du manuel d'évaluation des dommages et intérêts en matière de délits forestiers** : la mise en œuvre de l'activité n'a pas été efficace car l'IPE est de 0,50. L'IPC n'a pas été calculé car aucune dépense n'a été exécutée. Le responsable doit prendre des mesures pour réaliser l'activité dans les délais.

- **Finalisation de l'informatisation du système de suivi-évaluation du MERF** : la mise en œuvre de l'activité n'a pas été efficace mais efficiente car l'IPE et l'IPC sont respectivement de 0,45 et 0,73. Le responsable doit prendre des mesures pour réaliser l'activité dans les délais.
- **Finalisation de l'élaboration du schéma directeur d'aménagement des ressources forestières** : la mise en œuvre de l'activité n'a pas été efficace mais efficiente car l'IPE et l'IPC sont respectivement de 0,75 et 1,23. Le responsable doit prendre des mesures pour réaliser l'activité dans les délais.
- **Elaboration de la loi sur la Commerce international des espèces de faunes et de flores menacées d'extinction (CITES)** : la mise en œuvre de l'activité n'a pas été efficace car l'IPE est de 0,4. L'IPC n'a pas été calculé car aucune dépense n'a été exécutée. Le responsable doit prendre des mesures pour réaliser l'activité dans les délais.
- **Formation des acteurs d'aires protégées sur la stratégie de suivi écologique de la faune et de la flore sauvages** : la mise en œuvre de l'activité n'a pas été efficace et efficiente car la cible atteinte est nulle. L'IPE et l'IPC n'ont pas été calculés car aucune dépense n'a été exécutée. Le responsable doit prendre des mesures pour réaliser l'activité dans les délais.
- **Elaboration de la loi sur le littoral** : la mise en œuvre de l'activité a été efficace et efficiente car l'IPE et l'IPC sont respectivement de 1 et 0,98. Le responsable de l'activité a été performant.
- **Renforcement du cadre légal et réglementaire de gestion des déchets dangereux et autres déchets** : la mise en œuvre de l'activité a été efficace et efficiente car l'IPE et l'IPC sont de 1. Le responsable de l'activité a été performant.
- **Organisation de la troisième quinzaine de l'environnement et du développement durable** : la mise en œuvre de l'activité n'a pas été efficace car l'IPE est de 0,4. L'IPC n'a pas été calculé car aucune dépense n'a été exécutée. Le responsable doit prendre des mesures pour réaliser l'activité dans les délais.

12.1.2. Etat d'exécution des activités programmées

Les activités de réformes programmées à fin juin 2018 sont au nombre de huit (8). L'état d'exécution se présente comme suit :

a- Activités réalisées à fin juin 2018

Les activités réalisées sont au nombre de deux (2). Il s'agit de :

- **Elaboration de la loi sur le littoral**

Indicateur de l'activité : Avant-projet de Loi validé.

Dans le double souci d'internaliser les instruments juridiques internationaux et d'adapter la gestion de l'environnement dans un contexte en constante mutation et d'améliorer la gouvernance des territoires littoraux visant un développement durable, le Gouvernement togolais à travers le ministère de l'environnement et des ressources forestières a entrepris les démarches visant à doter le Togo d'un instrument juridique qui réponde aux conditions d'utilisation et de mise en valeur des espaces terrestres, maritimes et lacustres à travers l'adoption d'une loi sur le littoral. Cette loi se veut un instrument juridique visant à encadrer l'aménagement de la côte en vue de la protéger des excès de la spéculation immobilière et de permettre le libre accès au public sur les sentiers littoraux. L'avant-projet de loi sur la protection et la mise en valeur du littoral togolais avec tous les acteurs clés concernés a été validé lors d'une retraite organisée du 16 au 20 avril 2018.

- **Renforcement du cadre légal et réglementaire de gestion des déchets dangereux et autres déchets**

Indicateur de l'activité : Nombre de texte élaboré

Afin de rendre plus opérationnelle la convention de Bâle sur les mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination ratifiée en juillet 2004, le Togo a élaboré un projet de décret relatif aux mouvements et aux modalités de gestion des déchets dangereux et autres déchets. Le décret a été validé lors d'un atelier les 26 janvier 2018. Trois textes d'application du décret ont été élaborés. Le projet de décret est actuellement au secrétariat général du gouvernement pour étude.

En outre, une tournée régionale de sensibilisation sur la gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux et autres déchets et de vulgarisation du projet de décret relatif aux mouvements et aux modalités de gestions des déchets dangereux a été organisée du 28 mai au 5 juin 2018.

b- Activités partiellement réalisées à fin juin 2018

Les activités partiellement réalisées sont au nombre de six (6). Il s'agit de :

- **Elaboration du manuel d'évaluation des dommages et intérêts en matière de délits forestiers**

Indicateur de l'activité : Manuel validé.

Les procédures de marché public de l'activité sont à l'étape de signature de contrat. Le consultant chargé de l'élaboration du manuel des dommages et intérêts en matière de délits forestiers est recruté et attend la signature du contrat pour démarrer l'activité.

- **Finalisation de l'informatisation du système de suivi-évaluation du MERF**

Indicateur de l'activité : Système informatisé de suivi-évaluation du MERF disponible

La version provisoire de l'application du système informatisé de suivi-évaluation du MERF est disponible. La validation de l'application se fera à travers la formation des gestionnaires. Cette formation permettra de renseigner l'application aux fins d'éventuelles améliorations. Les équipements du système de suivi-évaluations sont également acquis.

- **Finalisation de l'élaboration du schéma directeur d'aménagement des ressources forestières**

Indicateur de l'activité : Schéma directeur d'aménagement des ressources forestières disponible.

Le rapport provisoire du schéma directeur d'aménagement des ressources forestières (SDARF) est élaboré et disponible, mais n'est pas encore validé.

- **Elaboration de la loi sur la Commerce international des espèces de faunes et de flores menacées d'extinction (CITES)**

Indicateur de l'activité : Avant-projet de Loi validé

La Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), est un accord international entre Etats. Elle a pour but de veiller à ce que le commerce international des spécimens d'animaux et de plantes sauvages ne menace pas la survie des espèces auxquelles ils appartiennent.

Bien que la CITES soit juridiquement contraignante pour les États, elle ne peut généralement pas s'appliquer directement. Ce qui signifie qu'elle ne peut pas être pleinement mise en œuvre avant que des mesures nationales spécifiques ne soient adoptées à ce sujet. Ainsi, les lois nationales pour

L'application de la CITES sont essentielles pour veiller à ce que le commerce des espèces protégées soit légal, durable et traçable. C'est dans ce cadre que s'inscrit la présente activité d'élaboration de la loi au Togo sur la CITES. Cette loi permettra à l'Etat, d'agir, de réglementer le comportement des personnes et de formuler des politiques en matière de conservation et de commerce des espèces sauvages.

Les procédures de marché public pour l'élaboration de ladite loi suivent leur cours normal et est à l'étape de signature de contrat avec le consultant recruté. L'élaboration de la loi démarrera avec la signature du contrat.

- **Formation des acteurs d'aires protégées sur la stratégie de suivi-écologique de la faune et de la flore sauvages**

Indicateur de l'activité : Nombre d'acteurs formés

Afin de doter le parc national Fazao-malfakassa (PNFM) des outils de planification et de mettre en œuvre les activités de la stratégie du suivi écologique à long terme des ressources naturelles dudit parc, il est prévu des activités de renforcement de capacités à travers le projet de renforcement du rôle de conservation du système national d'aires protégées du Togo (PRAPT). Il s'agit de développer des compétences des différents acteurs impliqués dans la gestion des aires protégées, de façon générale et du PNFM, en particulier. Ces activités permettront de :

- ✓ faire connaître aux acteurs les enjeux du suivi écologique de la dynamique de la végétation, de la faune sauvage et des facteurs anthropiques des aires protégées ;
- ✓ doter les acteurs de compétences nécessaires en matière de suivi écologique de la dynamique de la végétation, de la faune sauvage et des facteurs anthropiques des aires protégées.

Les préparatifs desdites activités sont achevés et les activités sont prévues à être réalisées en juillet 2018.

- **Organisation de la troisième quinzaine de l'environnement et du développement durable**

Indicateur de l'activité : Rapport de quinzaine disponible

Les préparatifs de la quinzaine de l'environnement et du développement durable sont à l'étape de mobilisation des ressources financières.

13. Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et du Cadre de Vie

13.1. Etat de mise en œuvre des réformes

L'évaluation de la performance par la méthode de la valeur acquise et l'état d'exécution des activités programmées par le ministère de l'urbanisme, de l'habitat et du cadre de vie se présentent comme suit :

13.1.1. Evaluation de la performance par la méthode de la valeur acquise

Activités	Nom et titre du responsable de l'activité	Indicateur de l'activité	COLLECTE DES DONNEES NECESSAIRES POUR L'EVALUATION					EVALUATION PAR LA VALEUR ACQUISE				
			Cible planifiée	Cible atteinte	Valeur planifiée (VP)	Coût réel (CR)	Durée totale planifiée (DTP)	VA	IPE	IPC	EDA	ECA
			2018	(valeur de l'indicateur atteinte à fin juin 2018)	(dotation)	montant exécuté	(mois)	$VA=VP \times \text{cible atteinte} / \text{cible planifiée}$	$IPE=VA/VP$	$IPC=VA/CR$	$EDA=DTP/IPE$	$ECA=VP/IPC$
Création de l'Institut Géographique National (IGN): rédaction des statuts, étude organisationnelle et fonctionnelle	DAKEY Koffi, DG de la cartographie	Statuts de l'IGN et rapport d'étude organisationnelle et fonctionnelle disponibles	2	0,49	12 746 000	0	12	3 122 770	0,25	-	48,98	-
Identification et matérialisation des emprises des voiries et des réserves administratives: Implantation de schéma directeur à Défalé et Elavagnon	TCHANILE Issa, directeur de l'urbanisme	Nombre de schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme implantés	2	0,9	59 000 000	0	6	55 873 000	0,95	-	6,34	-
Vote et adoption du projet de loi portant code foncier et domanial	Fiatuwo Kwadjo SESSENOU, Ministre	Loi portant code foncier et domanial	1	1,0	0	0	7	0	0	0	0	0
Adoption du décret de réglementation des loyers des baux d'habitation et de fixation des prix des loyers à usage professionnel	Fiatuwo Kwadjo SESSENOU, Ministre	Décret portant réglementation des loyers des baux d'habitation et de fixation des prix des loyers à usage professionnel adopté et signé	1	0	0	0	9	0	0	0	0	0
TOTAL			6	3,4	71 746 000	0	12	40 464 744	0,56	-	21,28	-

a- Interprétation globale des résultats de l'évaluation

Selon le PTBA, le ministère a planifié 71 746 000 F CFA pour atteindre des résultats mesurés à travers quatre (4) indicateurs prévus pour l'année 2018.

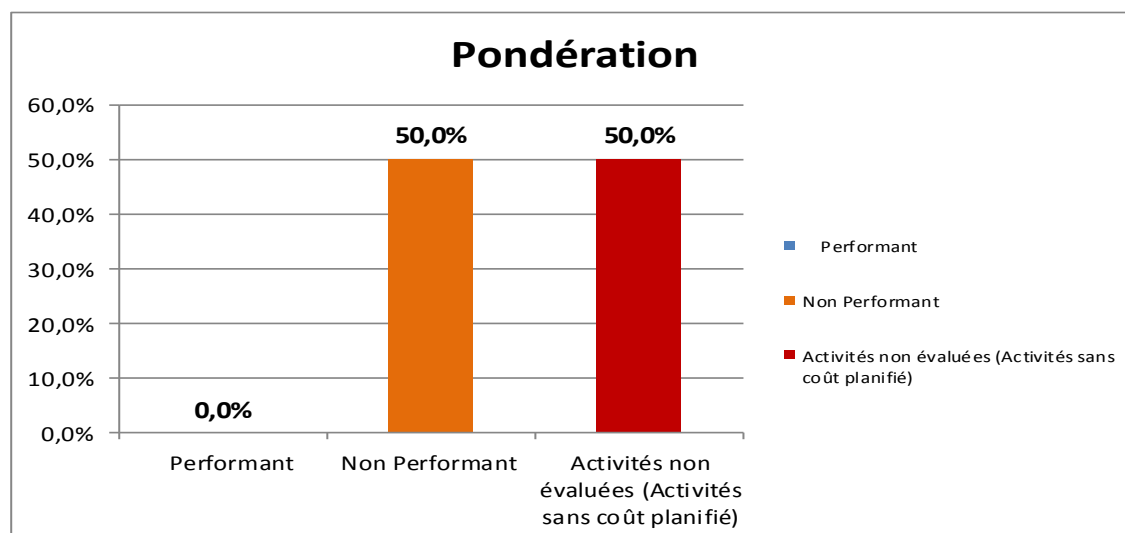
A mi-parcours (fin juin), la valeur acquise de ces quatre (4) indicateurs c'est-à-dire la valeur réelle des résultats atteints est de 40 464 744 F CFA. L'indice de performance sur l'échéancier (IPE) est de 0,56 et l'indice de performance sur les coûts (IPC) n'a pas été calculé car aucune dépense n'a été exécutée. L'estimation de la durée nécessaire pour achever les activités programmées (EDA) est de 21 mois 9 jours. Enfin, l'estimation du coût pour achever la mise en œuvre des activités programmées (ECA) n'a pas été calculée car aucun montant n'a été exécuté.

Au regard des différents résultats obtenus dans le tableau ci-dessus, il faudra 09 mois 9 jours de plus au ministère pour terminer les activités de réformes débutées au premier semestre de l'année 2018.

En conclusion, le ministère de l'urbanisme, de l'habitat et du cadre de vie doit prendre des mesures urgentes pour accélérer la mise en œuvre des activités de réformes au premier semestre de l'année 2018.

Tableau et graphique de l'évaluation de la performance

Activité	Performant	Non Performant	Activités non évaluées (Activités sans coût planifié)
Pondération	0,0%	50,0%	50,0%



b- Interprétation par activité des résultats de l'évaluation

Par rapport à chaque activité, l'évaluation se présente comme suit :

- **Création de l'Institut Géographique National (IGN) : rédaction des statuts, étude organisationnelle et fonctionnelle** : La mise en œuvre de l'activité n'a pas été efficace car l'IPE est de 0,25. L'IPC n'a pas été calculé car aucune dépense n'a été exécutée. Le responsable doit prendre des mesures pour réaliser l'activité dans les délais.
- **Identification et matérialisation des emprises des voiries et des réserves administratives : Implantation de schéma directeur à Défalé et Elavagnon** : la mise en œuvre de l'activité

est efficace car l'IPE est de 0,95. L'IPC n'a pas été calculé car aucune dépense n'a été exécutée. Le responsable doit prendre des mesures pour réaliser l'activité dans les délais.

- **Vote et adoption du projet de code foncier et domanial** : le taux d'exécution de l'activité est 100%.
- **Adoption du décret de réglementation des loyers des baux d'habitation et de fixation des prix des loyers à usage professionnel** : le taux d'exécution de l'activité est 0%.

13.1.2. Etat d'exécution des activités programmées

La programmation des activités de réforme à fin juin 2018 sont au nombre de quatre (4). L'état d'exécution se présente comme suit :

a- Activités partiellement réalisées à fin juin 2018

Une (01) activité a été réalisée. Il s'agit de :

- **Vote et adoption du projet de code foncier et domanial**

Indicateur de l'activité : Loi portant code foncier et domanial

La loi n°2018-005 du 14 juin 2018 portant code foncier et domanial a été votée et adoptée par l'Assemblée nationale le 5 juin 2018.

b- Activités partiellement réalisées à fin juin 2018

Les activités partiellement réalisées sont au nombre de deux (2). Il s'agit de :

- **Création de l'Institut Géographique National (IGN) : rédaction des statuts, étude organisationnelle et fonctionnelle**

Indicateur de l'activité : Statuts de l'IGN et rapport d'étude organisationnelle et fonctionnelle disponibles.

Le processus de signature du contrat pour la réalisation de l'activité est en cours. L'avis de non objection de la direction nationale du contrôle des marchés publics (DNCMP) a été obtenu pour entente directe.

- **Identification et matérialisation des emprises des voiries et des réserves administratives : Implantation de schéma directeur à Défalé et Elavagnon**

Indicateur de l'activité : rapports d'implantation de deux schémas directeurs disponibles.

Le rapport provisoire de l'exécution des travaux a fait l'objet d'étude et d'amendement.

c- Activités non réalisées à fin juin 2018

Une (01) activité est non réalisée. Il s'agit de :

- **Adoption du décret de réglementation des loyers des baux d'habitation et de fixation des prix des loyers à usage professionnel**

Indicateur de l'activité : Décret portant réglementation des loyers des baux d'habitation et de fixation des prix des loyers à usage professionnel adopté et signé.

L'avant-projet de décret corrigé et finalisé a été transmis en février 2018 au Secrétariat général du gouvernement pour programmation en conseil des ministres.

14. Ministère des Enseignements Primaire, Secondaire et de la Formation Professionnelle

14.1. Etat de mise en œuvre des réformes

L'évaluation de la performance par la méthode de la valeur acquise et l'état d'exécution des activités programmées par le ministère des enseignements primaire, secondaire et de la formation professionnelle se présentent comme suit :

14.1.1. Evaluation de la performance par la méthode de la valeur acquise

Activités	Nom et titre du responsable de l'activité	Indicateur de l'activité	COLLECTE DES DONNEES NECESSAIRES POUR L'EVALUATION					EVALUATION PAR LA VALEUR ACQUISE				
			Cible planifiée	Cible atteinte	Valeur planifiée (VP)	Coût réel (CR)	Durée totale planifiée (DTP)	VA	IPE	IPC	EDA	ECA
			(en 2018)	(valeur de l'indicateur atteinte à fin juin 2018)	(dotation)	montant exécuté	(mois)	$VA = VP \times \text{cible atteinte} / \text{cible planifiée}$	$IPE = VA / VP$	$IPC = VA / CR$	$EDA = DTP / IPE$	$ECA = VP / IPC$
Elaboration et mise en œuvre de la carte scolaire	EKON Missodé, DPEE	Etude diagnostique réalisée	1	0,30	150 604 000	35 000 000	7	45 331 804	0,30	1,30	23,26	116 279 070
Mise en place du dispositif d'immatriculation des établissements	EKON Missodé, DPEE	Dispositif d'immatriculation des établissements mis en place	1	0	5 000 000	0	6	0	0	-	-	-
Elaboration du guide et outils de suivi-évaluation	EKON Missodé, DPEE	Guide et outil de suivi-évaluation élaborés	2	0,10	4 000 000	0	4	200 000	0,05	-	80	-
Elaboration de la stratégie nationale de construction scolaire	EKON Missodé, DPEE	Stratégie nationale de construction scolaire élaborée	1	0,63	7 940 000	0	5	5 002 200	0,63	-	7,94	-
Organisation d'une campagne de sensibilisation sur la scolarisation de la jeune fille	Mme TITORA Tawuim, Secrétaire Générale	Ecoles sensibilisées	520	520	6 560 000	6 560 000	2	6 560 000	1	1	2,00	6 560 000
Formation continue des enseignants du préscolaire et du primaire à l'usage des nouveaux manuels	BYAO Kokou, Directeur des Formations	Enseignants formés aux nouveaux manuels	1 593	1 449	529 580 000	3 727 000	7	481 708 362	0,91	129,25	7,70	4 097 385

Elaboration des curricula et rédaction des manuels du préscolaire et du primaire	LANTOMEY, DEPP	Nouveaux manuels élaborés et distribués dans toutes les écoles primaires	4	4	1 720 000	1 517 000	10	1 720 000	1	1,13	10	1 517 000
Introduction de l'enseignement de l'anglais au primaire (Mise en œuvre du projet JOLLY PHONICS)	LANTOMEY, DEPP	Enseignement de l'anglais au primaire est introduit	1	0,105	11 000 000	0	7	1 155 000	0,11	-	66,67	-
Formation des COGEP à l'élaboration des plans d'actions communautaires pour le développement de l'école (Projet d'école)	EKON Missodé, DPEE	COGEP formés à l'élaboration des plans d'actions	100	0	227 134 000	0	7	0	0	-	-	-
Elaboration de la stratégie nationale de l'éducation inclusive	EKON Missodé, DPEE	Stratégie nationale de l'EI est élaborée	1	0	23 000 000	0	4	0	0	-	-	-
TOTAL			2 224	1 974,1	966 538 000	46 804 000	12	857 948 499	0,89	18,33	13,52	52 727 926

a- Interprétation globale des résultats de l'évaluation

Selon le PTBA, le ministère a planifié 966 948 499 F CFA pour réaliser dix (10) indicateurs prévus atteindre des résultats mesurés à travers dix (10) indicateurs prévus sur les 6 mois de l'année 2018.

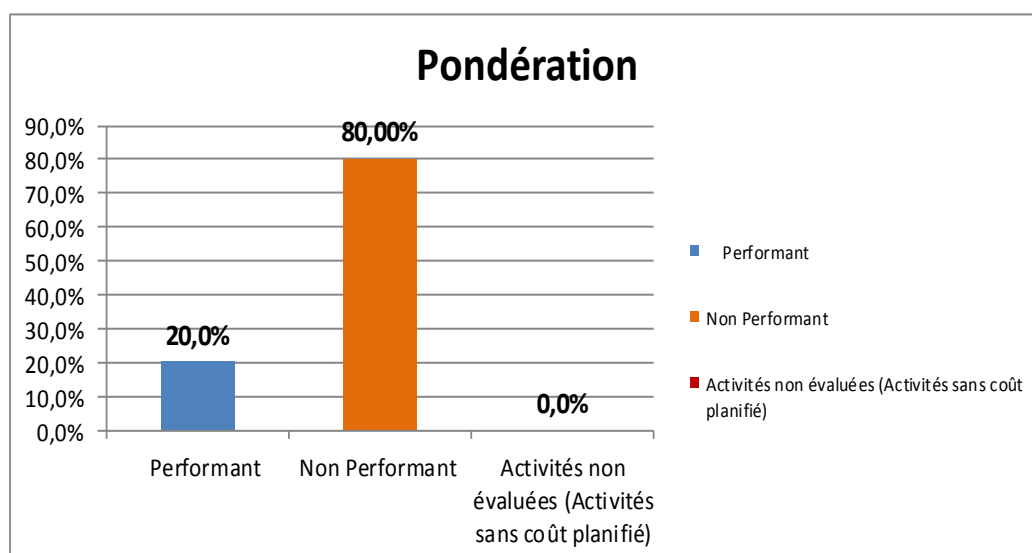
La valeur acquise, c'est-à-dire la valeur réelle des résultats atteints est de 857 948 499 F CFA. L'indice de performance de l'échéancier (IPE) est de 0,89 et l'indice de performance des coûts (IPC) est de 18,33. L'estimation de la durée nécessaire pour achever les activités programmées (EDA) est de 13 mois 16 jours. Enfin, l'estimation du coût pour achever la mise en œuvre des activités engagées est de 52 727 926 F CFA.

Au regard de l'analyse de résultats obtenus dans le tableau ci-dessus, il faudra 1 mois 17 jours de plus au ministère pour terminer les activités de réformes débutée au premier semestre 2018. L'écart entre la valeur planifiée (VP) et l'estimation du coût pour achever la mise en œuvre des activités engagées (ECA) est de 913 810 074 F CFA. Ce qui indique une surestimation de la prévision du coût et de la durée d'exécution des activités de réformes.

En conclusion, si aucune disposition n'est prise, le ministère ne pourra pas achever la mise en œuvre de ses activités avant la fin de l'année. Le taux moyen d'exécution physique de 88,77% à fin juin 2017.

Tableau et graphique de l'évaluation de la performance

Activité	Performant	Non Performant	Activités non évaluées (Activités sans coût planifié)
Pondération	20,0%	80,0%	0,0%



b- Interprétation par activité des résultats de l'évaluation

Par rapport à chaque activité, l'évaluation se présente comme suit :

- **Elaboration et mise en œuvre de la carte scolaire :** La mise en œuvre de l'activité n'a pas été efficace ni efficiente car l'IPE et l'IPC sont respectivement de 0,3 et 1,3. Le responsable doit prendre des mesures pour finir l'activité dans les délais.
- **Mise en place du dispositif d'immatriculation des établissements :** la mise en œuvre de l'activité n'a pas été efficace car l'IPE est nul. L'IPC n'a pas été calculé car aucune dépense n'a été exécutée. Le responsable doit prendre des mesures pour finir l'activité dans les délais.
- **Elaboration du guide et outils de suivi-évaluation :** la mise en œuvre de l'activité n'a pas été efficace car l'IPE est de 0,05. L'IPC n'a pas été calculé car aucune dépense n'a été exécutée. Le responsable doit prendre des mesures pour finir l'activité dans les délais.
- **Elaboration de la stratégie nationale de construction scolaire :** la mise en œuvre de l'activité n'a pas été efficace car l'IPE est de 0,63. L'IPC n'a pas été calculé car aucune dépense n'a été exécutée. Le responsable doit prendre des mesures pour finir l'activité dans les délais.
- **Organisation d'une campagne de sensibilisation sur la scolarisation de la jeune fille :** La mise en œuvre de l'activité est efficace et efficiente car l'IPE et l'IPC sont de 1. Le responsable de l'activité a été performant.
- **Formation continue des enseignants du préscolaire et du primaire à l'usage des nouveaux manuels :** La mise en œuvre de l'activité a été inefficace mais non inefficace car l'IPE et l'IPC sont respectivement de 0,91 et 129,25. Le responsable doit prendre des mesures pour finir l'activité dans les délais.
- **Elaboration des curricula et rédaction des manuels du préscolaire et du primaire :** La mise en œuvre de l'activité est efficace et efficiente car l'IPE et l'IPC sont de 1 et 1,13. Le responsable de l'activité a été performant.
- **Introduction de l'enseignement de l'anglais au primaire (Mise en œuvre du projet JOLLY PHONICS) :** la mise en œuvre de l'activité n'a pas été efficace car l'IPE est de 0,11. L'IPC n'a pas été calculé car aucune dépense n'a été exécutée. Le responsable doit prendre des mesures pour finir l'activité dans les délais.
- **Formation des COGEP à l'élaboration des plans d'actions communautaires pour le développement de l'école (Projet d'école) :** la mise en œuvre de l'activité n'a pas été efficace car l'IPE est nul. L'IPC n'a pas été calculé car aucune dépense n'a été exécutée. Le responsable doit prendre des mesures pour finir l'activité dans les délais.
- **Elaboration de la stratégie nationale de l'éducation inclusive :** la mise en œuvre de l'activité n'a pas été efficace car l'IPE est nul. L'IPC n'a pas été calculé car aucune dépense n'a été exécutée. Le responsable doit prendre des mesures pour finir l'activité dans les délais.

14.1.2. Etat d'exécution des activités programmées

La programmation des activités de réforme à fin juin 2018 sont au nombre de dix (10). L'état d'exécution se présente comme suit :

a- Activités réalisées à fin juin 2018

Les activités partiellement réalisées sont au nombre de deux (2). Il s'agit de :

- **Organisation d'une campagne de sensibilisation sur la scolarisation de la jeune fille**

Indicateur de l'activité : Nombre d'école sensibilisés

Face au faible taux de scolarisation de la jeune fille surtout dans les milieux défavorisés, le MEPSFP a organisé des séances de sensibilisation dans les écoles. 520 établissements ont été ciblés et sensibilisés au cours du premiers semestre 2018.

- **Elaboration des curricula et rédaction des manuels du préscolaire et du primaire**

Indicateur de l'activité : Etude diagnostique disponible

b- Activités partiellement réalisées à fin juin 2018

Les activités partiellement réalisées sont au nombre de cinq (5). Il s'agit de :

- **Elaboration et mise en œuvre de la carte scolaire**

Indicateur de l'activité : Etude diagnostique disponible

Pour ce qui concerne la carte scolaire, seul les termes de références sont élaborés. La sensibilisation des acteurs de l'éducation sur la mise en œuvre de la carte scolaire est faite. Un marché a été lancé pour le recrutement d'un cabinet et les discussions sont en cours avec l'IIPE (UNESCO) pour appuyer l'exécution de l'étude.

- **Elaboration du guide et outils de suivi-évaluation**

Indicateur de l'activité : Nombre de guide outil de suivi-évaluation élaborés

Les TdR sont élaborés et l'activité est en cours de réalisation.

- **Elaboration de la stratégie nationale de construction scolaire**

Indicateur de l'activité : Nombre de stratégie nationale de construction scolaire élaboré

Les TdR sont élaborés et l'activité est suspendue par manque de financement.

- **Formation continue des enseignants du préscolaire et du primaire à l'usage des nouveaux manuels**

Indicateur de l'activité : Nombre d'enseignants du préscolaire et du primaire formé à l'usage des nouveaux manuels

L'activité est en cours de réalisation, les enseignants sont formés à l'usage du nouveau manuel de CP1 et CP2, de même que les inspecteurs, conseillers et directeurs d'écoles se forment les manuels, kits de jeux et guides du préscolaire et du primaire.

- **Introduction de l'enseignement de l'anglais au primaire (Mise en œuvre du projet JOLLY PHONICS)**

Indicateur de l'activité : L'enseignement de l'anglais est introduit au primaire

Les TdR sont élaborés, un voyage d'initiative en Côte d'Ivoire à l'introduction de l'anglais au primaire l'objectif de ce voyage était de s'inspirer de l'expérience ivoirienne en vue d'une éventuelle introduction de l'approche dans le système éducatif togolais.

Plus spécifiquement, il s'agit :

- d'échanger avec des acteurs clés sur la stratégie de l'introduction de l'approche pour l'enseignement de l'anglais dans le système éducatif Ivoirien ;
- de recueillir les réussites et les difficultés de mises en œuvre ;
- de discuter sur les perspectives avec les décideurs et les gestionnaires du système éducatif ivoirien.

M. JOLLY, promoteur de l'initiation à l'introduction de l'anglais apporté des éléments de réponses aux questions portant essentiellement sur la stratégie de l'introduction de l'innovation au Togo, le profil des acteurs de mise en œuvre, l'aspect financier et plus spécifiquement les coûts à supporter par l'Etat togolais tant pour la phase expérimentale que celle de l'extension.

c- Activités non réalisées à fin juin 2018

Les activités non réalisées sont au nombre de trois (3). Il s'agit de :

- **Mise en place du dispositif d'immatriculation des établissements**

Indicateur de l'activité : Aucun dispositif d'immatriculation des établissements n'est mise en place.

L'activité s'est arrêtée par manque de financement.

- **Formation des COGEP à l'élaboration des plans d'actions communautaires pour le développement de l'école (Projet d'école)**

Indicateur de l'activité : Nombre de COGEP formés à l'élaboration des projets d'école

Cette activité est en cours de réalisation et d'ici la fin de l'année tous les COGEP seront formés à l'élaboration des projets d'écoles.

- **Elaboration de la stratégie nationale de l'éducation inclusive**

Indicateur de l'activité : Nombre de stratégie nationale de l'éducation inclusive élaborée

La stratégie n'est pas encore élaborée mais les questions liées à l'éducation inclusive sont prises en compte dans les études et programmations des activités du ministère.

15. Ministère de la Justice et des Relations avec les Institutions de la République

15.1. Etat de mise en œuvre des réformes

L'évaluation de la performance par la méthode de la valeur acquise et l'état d'exécution des activités programmées par le ministère de la justice et des relations avec les institutions de la République se présentent comme suit :

Le rapport du ministère n'a pas été transmis dans les délais.

16. Ministère de la Communication, de la Culture, des Sports et de la Formation Civique

16.1. Etat de mise en œuvre des réformes

L'évaluation de la performance par la méthode de la valeur acquise et l'état d'exécution des activités programmées par le ministère de la communication, de la culture, des sports et de la formation civique se présentent comme suit :

16.1.1. Evaluation de la performance par la méthode de la valeur acquise

Activités	Nom et titre du responsable de l'activité	Indicateur de l'activité	COLLECTE DES DONNEES NECESSAIRES POUR L'EVALUATION					EVALUATION PAR LA VALEUR ACQUISE				
			Cible planifiée	Cible atteinte	Valeur planifiée (VP)	Coût réel (CR)	Durée totale planifiée (DTP)	VA	IPE	IPC	EDA	ECA
			2018	(valeur de l'indicateur atteinte à fin juin 2018)	(dotation)	montant exécuté	(mois)	$VA=VP \times \frac{\text{cible atteinte}}{\text{cible planifiée}}$	$IPE= \frac{VA}{VP}$	$IPC= \frac{VA}{CR}$	$EDA=DTP/ IPE$	$ECA=VP/ IPC$
Elaboration de la politique de la communication	KAINA Bèrènkè, Directeur des études et de la planification	Document élaboré disponible	1	0	25 821 000	0	4	0	0,0	-	-	-
Organisation des formations et recyclage des acteurs de la presse	Mme AMEKE Virginie, Directrice du centre de formation et de recyclage	Nombre d'acteurs de la presse formés	95	85	11 000 000	10 035 400	4	9 842 105	0,9	1,0	4,5	11 216 035
Formation des artistes en conception et élaboration de projets	M. TINAKA Kossi Wédiabalo, SG	Nombre d'artistes formés	300	0	15 000 000	0	2	0	0,0	-	-	-
Organisation d'un appel à projet	M. TINAKA Kossi Wédiabalo, SG	Nombre de projets retenus	26	0	45 300 000	0	1	0	0,0	-	-	-
Vulgarisation des manuels de civisme dans les ENI	M. TINAKA Kossi Wédiabalo, SG	Nombre de projets retenus	1 000	1 000	5 290 500	4 749 500	4	5 290 500	1,0	1,1	4,0	4 749 500
Elaboration du programme d'enseignement de l'EPS	M. TINAKA Wédiabalo Kossi	Document de programme d'enseignement de l'EPS est élaboré	1	0	10 329 000	0	4	0	-	-	-	-
TOTAL			1 423	1 085	102 411 500	14 784 900	6	78 086 070	0,8	5,3	7,9	19 390 703

a- Interprétation globale des résultats de l'évaluation

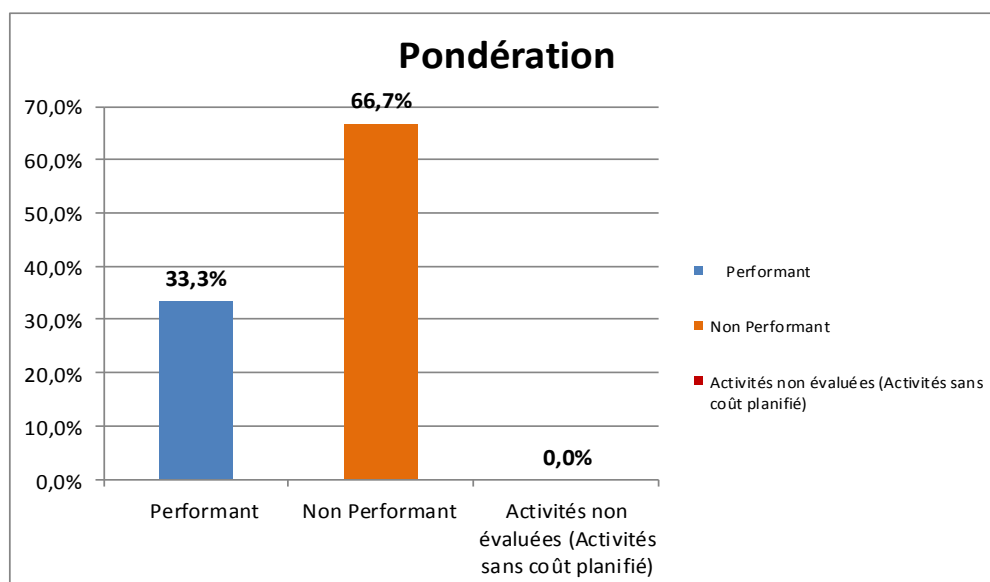
Selon le PTBA, le Ministère a planifié 102 411 500 F CFA pour atteindre des résultats mesurés à travers six (6) indicateurs prévus sur les 6 mois de l'année 2018.

La valeur acquise de ces 06 indicateurs c'est-à-dire la valeur réelle des résultats atteints est estimé à 78 086 070 F CFA. L'indice de performance sur l'échéancier (IPE) est de 0,8 et l'indice de performance sur les coûts (IPC) est de 5,3. L'estimation de la durée nécessaire pour achever les activités programmées (EDA) est environ de 7 mois 27 jours. Enfin, l'estimation du coût pour achever la mise en œuvre des activités engagées est de 19 390 703 F CFA.

Au regard des différents résultats obtenus dans le tableau ci-dessus, il faudra encore 1 mois 27 jours de plus au ministère pour terminer les activités de réformes planifiées à fin juin 2018. L'écart entre la valeur planifiée (VP) et l'estimation du coût pour achever la mise en œuvre des activités engagées (ECA) est de 83 020 797 F CFA. Ce qui indique une surestimation de la prévision du coût et de la durée d'exécution des activités de réformes. Le taux de réalisation de l'indicateur est estimé à 49%.

Tableau et graphique de l'évaluation de la performance

Activité	Performant	Non Performant	Activités non évaluées (Activités sans coût planifié)
Pondération	33,33%	66,7%	0,0%



b- Interprétation par activité des résultats de l'évaluation

Par rapport à chaque activité, l'évaluation se présente comme suit :

- **Elaboration de la politique de la communication** : la mise en œuvre de l'activité n'est pas efficace car l'IPE est de 0. L'IPC n'a pas été calculé car aucune dépense n'a été exécutée. Le responsable doit prendre des mesures pour réaliser l'activité dans les délais.

- **Organisation des formations et recyclage des acteurs de la presse** : la mise en œuvre de l'activité est efficace et efficiente car l'IPE et l'IPC sont respectivement de 0,9 et de 1. Le responsable de l'activité a été performant.
- **Formation des artistes en conception et élaboration de projets** : la mise en œuvre de l'activité n'est pas efficace car l'IPE est de 0. L'IPC n'a pas été calculé car aucune dépense n'a été exécutée. Le responsable doit prendre des mesures pour réaliser l'activité dans les délais.
- **Organisation d'un appel à projet** : la mise en œuvre de l'activité n'est pas efficace car l'IPE est de 0. L'IPC n'a pas été calculé car aucune dépense n'a été exécutée. Le responsable doit prendre des mesures pour réaliser l'activité dans les délais.
- **Production et vulgarisation des manuels de civisme dans les ENI** : la mise en œuvre de l'activité est efficace et efficiente car l'IPE et l'IPC sont respectivement de 1 et 1,1. Le responsable de l'activité a été performant.
- **Expérimentation du programme d'enseignement de l'EPS** : la mise en œuvre de l'activité n'est pas efficace car l'IPE est de 0. L'IPC n'a pas été calculé car aucune dépense n'a été exécutée. Le responsable doit prendre des mesures pour réaliser l'activité dans les délais.

16.1.2. Etat d'exécution des activités programmées

Les activités de réformes programmées pour l'année 2018 sont au nombre de six (6). L'état d'exécution se présente comme suit :

a- Activités réalisées à fin juin 2018

Les activités réalisées sont au nombre de deux (2). Il s'agit de :

- **Organisation des formations et recyclage des acteurs de la presse**

Indicateur de l'activité : Nombre de professionnels de la presse formés

Sur la période de mars à mai 2018, cinq sessions de formations ont permis de renforcer les capacités de 85 acteurs des médias publics et privés sur une prévision semestrielle de 95.

- **Production et vulgarisation des manuels de civisme dans les ENI**

Indicateur de l'activité : Nombre de manuels produits et distribués

Mille (1000) manuels de civisme prévus ont été produits pour être distribué dans les Ecoles Normales d'Instituteurs (ENI). Les documents seront distribués dès la prochaine rentrée dans ces ENI.

b- Activités partiellement réalisées à fin juin 2018

Les activités partiellement réalisées sont au nombre de trois (03). Il s'agit de :

- **Elaboration de la politique de la communication**

Indicateur de l'activité : Document élaboré disponible

Le processus de passation des marchés s'est normalement déroulé jusqu'à la phase de sélection du consultant/cabinet devant élaborer le document. Le 19 avril 2018, le processus d'élaboration a été présenté à toutes les parties prenantes. Cependant, pour cause de collectif budgétaire, les activités ont été suspendues et seront relancées au second semestre 2018 avec l'étape de l'atelier méthodologique de lancement.

- **Organisation d'un appel à projet**

Indicateur de l'activité : Nombre de projets retenus

Les termes de références pour l'invitation des associations à postuler sont disponibles. Le communiqué sera transmis aux médias pour diffusion au second semestre.

- **Expérimentation du programme d'enseignement de l'EPS**

Indicateur de l'activité : Document expérimenté

Le document provisoire d'enseignement de l'Education Physique et Sportive (EPS) a été pré-validé le 22 décembre 2017. Les besoins exprimés par le consultant chargé de l'élaboration des programmes de l'EPS pour l'expérimentation ont été introduits aux finances. Mais à cause du collectif budgétaire, le processus a été suspendu. Ce qui n'a pas permis au consultant de disposer des fonds pour la réalisation de l'activité. Pour ces raisons liées à l'indisponibilité financière, l'expérimentation n'a pu être effectuée durant l'année scolaire 2017-2018. Les efforts sont en cours pour que cette dernière soit effective au premier trimestre de l'année scolaire 2018-2019.

c- Activités non encore entamées à fin juin 2018

Une (01) seule activité est non réalisée. Il s'agit de :

- **Formation des artistes en conception et élaboration de projets**

Indicateur de l'activité : Nombre d'artistes formés

17. Ministère de la Santé et de la Protection Sociale

17.1. Etat de mise en œuvre des réformes

L'évaluation de la performance par la méthode de la valeur acquise et l'état d'exécution des activités programmées par le ministère de la santé et de la protection sociale se présentent comme suit :

17.1.1. Evaluation de la performance par la méthode de la valeur acquise

Activités	Nom et titre de la personne responsable de l'activité	Indicateur de l'activité	COLLECTE DES DONNEES NECESSAIRES POUR L'EVALUATION					EVALUATION PAR LA VALEUR ACQUISE				
			Cible Planifiée	CIBLE ATTEINTE	Valeur planifiée (VP)	Coût réel (CR)	Durée totale planifiée (DTP)	VA	IPE	IPC	EDA	ECA
			2018	Valeur de l'indicateur réalisée à fin juin 2018	(dotations)	(montant exécuté)	(mois)	VP* Cible atteinte/Cible planifiée	VA/VP	VA/CR	DTP/IPE	CTP(VP)/IPC
Elaboration du nouveau Compact (mémoire pour soutenir la mise en œuvre du PNDS 2017-2022)	ISSA, Chef DPCS	Compact signé	1	0,95	25 835 762	25 835 762	12	24 543 974	0,95	0,95	12,63	27 195 539
Mise en place des organes de coordination du secteur élargi à la société civile et au secteur privé au niveau district et région	Prof. VOVOR, DGEPI	Plan de communication publique et de plaidoyer du PNDS 2017-2022 est validé	1	1	336 000	336 000	9	336 000	1,00	1,00	9,00	336 000
Développement de l'approche contractuelle dans cinq structures sanitaires	Dr MALOU	Cinq structures sanitaires bénéficiaires	5	4,5	82 628 000	70 628 000	12	74 365 200	0,90	1,05	13,33	78 475 556
Production des comptes de la santé (2013, 2014)	Dr WOTOBE	Comptes de la santé (2013, 2014) sont produits	1	1	75 905 000	69 951 065	10	75 905 000	1,00	1,09	10,00	69 951 065
Elaboration de l'annuaire des statistiques sanitaires 2017 du Togo	Dr TCHANILEY, Chef DIS	Annuaire des statistiques sanitaires 2017 du Togo est disponible	1	0,9	14 480 000	11 642 610	12	13 032 000	0,90	1,12	13,33	12 936 233
Mise à l'échelle du DHIS2	Dr TCHANILEY, Chef DIS	Outils de collecte des différents sous-systèmes du SNIS sont harmonisés	1	1	126 000 000	112 000 000	12	126 000 000	1,00	1,13	12,00	112 000 000

Elaboration de manuel de procédures de gestion des données du SNIS	Dr TCHANILEY, Chef DIS	Manuel de procédures de gestion des données du SNIS disponible	1	1	4 000 000	4 511 000	8	4 000 000	1,00	0,89	8,00	4 511 000
Conduite de la phase pilote du DHIS2 communautaire	Dr TCHANILEY, Chef DIS	Plan directeur du SNIS est révisé et validé	1	0	15 000 000	-	12	0	0	-	-	-
Mise à jour de la carte sanitaire	Mr ISSA, Chef DPCS	Carte sanitaire est à jour	1	0,5	7 000 000	2 090 200	12	3 500 000	0,50	1,67	24,00	4 180 400
Finalisation des textes d'application du code de la santé publique relatifs à l'hygiène et à l'assainissement	Mr SANI, Chef DAB	Textes d'application du code de la santé publique relatifs à l'hygiène et à l'assainissement sont signés	1	0,45	10 000 000	-	7	4 500 000	0,45	-	15,56	-
Renforcement des capacités techniques des services d'hygiène et assainissement	Mr SANI, Chef DAB	Nombre de services d'hygiène et assainissement dont les capacités techniques sont renforcées	50	50	14 400 000	14 347 740	6	14 400 000	1,00	1,00	6,00	14 347 740
TOTAL			64	61,3	375 584 762	311 342 377	12	359 739 780	0,96	1,16	12,53	325 055 663

a- Interprétation globale des résultats de l'évaluation

Selon le PTBA, le Ministère de la santé et de la protection sociale a planifié 375 584 762 F CFA pour réaliser onze (11) indicateurs prévus pour l'année 2018. Les onze (11) indicateurs ont connu un début de réalisation au premier semestre.

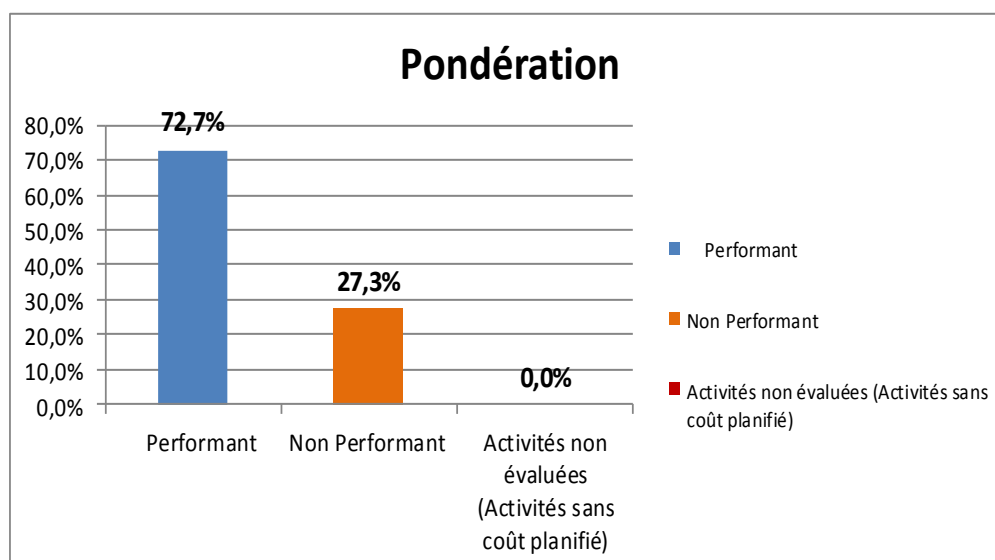
La valeur acquise, c'est-à-dire la valeur réelle des résultats atteints est de 359 739 780 F CFA pour le compte de la première moitié de l'année. Pour la même période, l'indice de performance de l'échéancier (IPE) ou des délais est de 0,96 et l'indice de performance des coûts (IPC) est de 1,16. L'estimation de la durée nécessaire pour achever les activités programmées (EDA) est de 12 mois 16 jours. Enfin, l'estimation du coût pour achever la mise en œuvre des activités engagées est de 325 055 663 F CFA.

Au regard de l'analyse des résultats obtenus dans le tableau ci-dessus, il faudra 16 jours de plus au ministère pour terminer les activités de réformes débutée au premier semestre 2018. L'écart entre la valeur planifiée (VP) et l'estimation du coût pour achever la mise en œuvre des activités engagées (ECA) est de 50 529 099 F CFA. Ce qui indique une surestimation de la prévision du coût des activités de réformes programmées.

En conclusion, si le ministère maintient l'allure de mise en œuvre des activités de réformes, il pourra achever ses activités avant la fin de l'année. Le taux moyen d'exécution physique de 95,78% à fin juin 2018.

Tableau et graphique de l'évaluation de la performance

Activité	Performant	Non Performant	Activités non évaluées (Activités sans coût planifié)
Pondération	72,7%	27,3%	0,0%



b- Interprétation par activité des résultats de l'évaluation

Par rapport à chaque activité, l'évaluation se présente comme suit :

- **Elaboration du nouveau Compact (mémoire pour soutenir la mise en œuvre du PNDS 2017-2022) :** La mise en œuvre de cette activité a été efficace et efficiente car l'IPE et l'IPC sont de 0,95. Le responsable de l'activité a été performant.

- **Mise en place des organes de coordination du secteur élargis à la société civile et au secteur privé au niveau district et région :** La mise en œuvre de cette activité a été efficace et efficiente car l'IPE et l'IPC sont de 1. Le responsable de l'activité a été performant.
- **Développement de l'approche contractuelle dans cinq structures sanitaires :** La mise en œuvre de cette activité n'a pas été efficace mais efficiente car l'IPE et l'IPC sont respectivement de 0,95 et 1,05. Le responsable de l'activité a été performant.
- **Production des comptes de la santé (2013, 2014) :** La mise en œuvre de cette activité n'a pas été efficace mais efficiente car l'IPE et l'IPC sont respectivement de 1 et 1,09. Le responsable de l'activité a été performant.
- **Elaboration de l'annuaire des statistiques sanitaires 2017 du Togo :** La mise en œuvre de cette activité n'a pas été efficace mais efficiente car l'IPE et l'IPC sont respectivement de 0,90 et 1,12. Le responsable de l'activité a été performant.
- **Mise à l'échelle du DHIS2 :** La mise en œuvre de cette activité n'a pas été efficace mais efficiente car l'IPE et l'IPC sont respectivement de 1 et 1,13. Le responsable de l'activité a été performant.
- **Elaboration de manuel de procédures de gestion des données du SNIS :** La mise en œuvre de cette activité n'a pas été efficace mais efficiente car l'IPE et l'IPC sont respectivement de 1 et 0,89. Le responsable de l'activité a été performant.
- **Conduite de la phase pilote du DHIS2 communautaire :** La mise en œuvre de l'activité n'est pas efficace car l'IPE est nul. L'IPC n'a pas été calculé car aucun montant n'a été exécuté. Si aucune disposition n'est prise, elle ne sera pas réalisée dans les délais prévus.
- **Mise à jour de la carte sanitaire :** La mise en œuvre de l'activité n'a pas été efficace et efficiente car l'IPE et l'IPC sont respectivement de 0,50 et 1,67. Si aucune disposition n'est prise, elle ne sera pas réalisée dans les délais prévus.
- **Finalisation des textes d'application du code de la santé publique relatifs à l'hygiène et à l'assainissement :** La mise en œuvre de l'activité n'est pas efficace car l'IPE est de 0,45. L'IPC n'a pas été calculé car aucun montant n'a été exécuté. Si aucune disposition n'est prise, elle ne sera pas réalisée dans les délais prévus.
- **Renforcement des capacités techniques des services d'hygiène et assainissement :** La mise en œuvre de cette activité a été efficace et efficiente car l'IPE et l'IPC sont de 1. Le responsable de l'activité a été performant.

17.1.2. Etat d'exécution des activités programmées

Les activités de réforme programmées au titre de l'année 2018 sont au nombre de onze (11). Toutes ces activités chevauchent les deux semestres L'état d'exécution se présente comme suit :

a- Activités réalisées à fin juin 2018

Les activités totalement réalisées sont au nombre de huit (8). Il s'agit de :

- **Elaboration du nouveau Compact (mémoire pour soutenir la mise en œuvre du PNDS 2017-2022)**

Indicateur de l'activité : Le Compact signé

Le nouveau document Compact (mémoire pour soutenir la mise en œuvre du PNDS 2017-2022) est élaboré et signé.

- **Mise en place des organes de coordination du secteur élargis à la société civile et au secteur privé au niveau district et région**

Indicateur de l'activité : Le Plan de communication publique et de plaidoyer du PNDS 2017-2022 est validé

Le document validé par l'ensemble des acteurs disponible.

- **Elaboration de l'annuaire des statistiques sanitaires 2017 du Togo**

Indicateur de l'activité : L'annuaire des statistiques sanitaires 2017 du Togo est disponible.

L'annuaire des statistiques sanitaires 2017 a été élaboré et validé au cours d'un atelier national.

- **Elaboration de manuel de procédures de gestion des données du SNIS**

Indicateur de l'activité : Manuel de procédures de gestion des données du SNIS disponible

Le document validé par l'ensemble des acteurs disponible

- **Mise à l'échelle du DHIS2**

Indicateur de l'activité : Les outils de collecte des différents sous-systèmes du SNIS sont harmonisés

Le document validé par l'ensemble des acteurs disponible

- **Développement de l'approche contractuelle**

Indicateur de l'activité : Rapport de l'évaluation de la phase pilote de l'approche contractuelle disponible.

La phase pilote qu'est la Gestion des structures hospitalières publiques est amorcée et le développement du cadre juridique et environnemental favorable à l'extension de l'approche contractuelle est bouclée.

L'approche contractuelle est exécutée dans plusieurs centres hospitaliers.

- **Production des comptes de la santé (2013, 2014)**

Indicateur de l'activité : Les comptes de la santé (2013, 2014) sont produits

Le document validé par l'ensemble des acteurs disponible.

- **Renforcement des capacités techniques des services d'hygiène et assainissement**

Indicateur de l'activité : Les capacités du personnel des services d'hygiène et assainissement sont renforcées

Cinquante (50) agents ont été formés sur le marketing des latrines à Kara.

b- Activités partiellement réalisées à fin juin 2018

Les activités partiellement réalisées sont au nombre de deux (2). Il s'agit de :

- **Mise à jour de la carte sanitaire**

Indicateur de l'activité : La carte sanitaire actualisée

Les Ateliers régionaux de validation de la mise à jour de la carte sanitaire nationale sont en cours.

- **Finalisation des textes d'application du code de la santé publique relatifs à l'hygiène et à l'assainissement**

Indicateur de l'activité : Les textes d'application du code de la santé publique relatifs à l'hygiène et à l'assainissement sont signés

Le Projet de texte est disponible. Le taux d'exécution physique de l'activité est de 10%

c- Activités non réalisées à fin juin 2018

Une (1) seule activité n'a pas connu de début Elle est relative à l'hygiène et l'assainissement.

- **Conduite de la phase pilote du DHIS2 communautaire**

Indicateur de l'activité : Le plan directeur du SNIS est révisé et validé

18. Ministère des Mines et de l'Energie

18.1. Etat de mise en œuvre des réformes

L'évaluation de la performance par la méthode de la valeur acquise et l'état d'exécution des activités programmées par le ministère des mines et de l'énergie se présentent comme suit :

18.1.1. Evaluation de la performance par la méthode de la valeur acquise

Activités	Nom et titre de la personne responsable de l'activité	Indicateur de l'activité	COLLECTE DES DONNEES NECESSAIRES POUR L'EVALUATION					EVALUATION PAR LA VALEUR ACQUISE				
			Cible Planifiée	CIBLE ATTEINTE	Valeur planifiée (VP)	Coût réel (CR)	Durée totale planifiée (DTP)	VA	IPE	IPC	EDA	ECA
			2018	Valeur de l'indicateur réalisée à fin juin 2018	(dotations)	(montant exécuté)	(mois)	VP* Cible atteinte/Cibla planifiée	VA/VP	VA/CR	DTP/IPE	CTP(VP)/IPC
Prise de la loi relative à la promotion des énergies renouvelables	NYAKU Komla, DG-ARSE	Loi sur les énergies renouvelables transmis au SGG	1	1	7 000 000	7 010 950	2	7 000 000	1	0,998	2	7 010 950
Opérationnalisation de l'AT2ER	TIEM Bolidja, DG-AT2ER	Deux directeurs recrutés	2	0	0	0	0	0	-	-	-	-
Mise en œuvre des académies solaires	TIEM Bolidja, DG-AT2ER	Consultant pour l'étude de mise en œuvre des académies solaires recruté	1	0,48	69 060 000	0	1	33 148 800	0,48	-	2,08	-
TOTAL			4	1,48	76 060 000	7 010 950	12	28 142 200	0,37	4,01	32,43	18 948 514

a- Interprétation globale des résultats de l'évaluation

Selon le PTBA, le ministère des mines et de l'énergie a planifié 76 060 000 F CFA pour atteindre des résultats mesurés à travers trois (3) indicateurs prévus sur les six (6) premiers mois de l'année 2018.

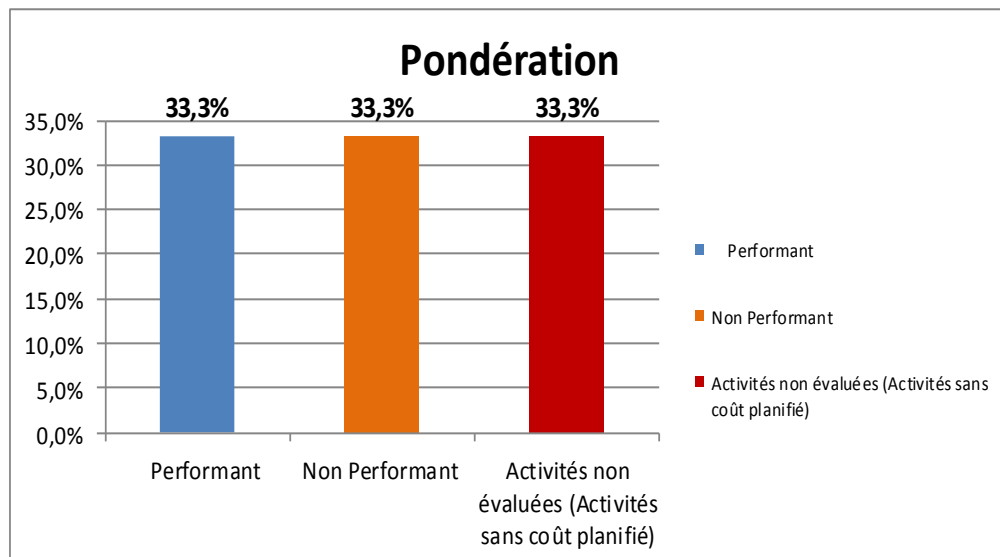
La valeur acquise de ces trois (3) indicateurs c'est-à-dire la valeur réelle des résultats atteints est de 28 142 200 FCFA. L'indice de performance sur l'échéancier (IPE) est de 0,37 et l'indice de performance sur les coûts (IPC) est de 4,01. L'estimation de la durée nécessaire pour achever les activités programmées (EDA) est de 32,43. Enfin, l'estimation du coût pour achever la mise en œuvre des activités engagées est de 18 948 514 FCFA.

Au regard des résultats obtenus dans le tableau ci-dessus, il faudra 20 mois 13 jours de plus au ministère pour terminer les activités de réformes débutées au premier semestre 2018. L'évaluation montre également qu'il faut 57 111 486 FCFA (ECA) de moins au MME pour achever l'exécution des activités prévues pour le premier semestre de l'année 2018.

En conclusion, si aucune disposition n'est prise, le ministère ne pourra pas achever la mise en œuvre de ses activités avant la fin de l'année. En outre, la mise en œuvre nécessitera plus de ressource que prévues.

Tableau et graphique de l'évaluation de la performance

Activité	Performant	Non Performant	Activités non évaluées (Activités sans coût planifié)
Pondération	33,3%	33,3%	33,3%



b- Interprétation par activité des résultats de l'évaluation

Par rapport à chaque activité, l'évaluation se présente comme suit :

- **Prise de la loi relative à la promotion des énergies renouvelables** : la mise en œuvre de cette activité est efficace et efficiente car l'IPE et l'IPC sont respectivement de 1 et de 0,99. Le responsable de l'activité a été performant.
- **Opérationnalisation de l'AT2ER** : le taux d'exécution physique de cette activité est de 16%.

- **Mise en œuvre des académies solaires** : la mise en œuvre de l'activité n'a pas été efficace car L'IPE est de 0,48. L'IPC est nulle car aucune dépense n'a été exécutée. Le responsable doit prendre des mesures pour réaliser l'activité dans les délais.

18.1.2. Etat d'exécution des activités programmées

Les activités des reformes programmées à fin juin 2018 sont au nombre de trois (3). L'état d'exécution se présente comme suit :

a- Activités réalisées à fin juin 2018

Une (01) seule activité est réalisée. Il s'agit de :

- **Prise de la loi relative à la promotion des énergies renouvelables**

Indicateur de l'activité : Loi sur les énergies renouvelables transmis au SGG

Cette activité a été réalisée selon la programmation du PTBA 2018. Le projet de loi est validé par les parties prenantes puis envoyé au Secrétariat général du gouvernement pour avis et validation.

b- Activités partiellement réalisées à fin juin 2018

Une (1) seule activité est réalisée. Il s'agit de :

- **Mise en œuvre des académies solaires**

Indicateur de l'activité : Consultant pour l'étude de mise en œuvre des académies solaires recruté

Les termes de références ont été élaborés et les appels à manifestation d'intérêt lancés. La liste des candidats présélectionnés retenus est toujours en attente de retour de la banque qui doit aussi donner son avis de non objection après celui de la DNCMP.

c- Activités non réalisées à fin juin 2018

Une (01) seule activité est réalisée. Il s'agit de :

- **Opérationnalisation de l'AT2ER**

Indicateur de l'activité : Deux directeurs recrutés

L'activité n'est pas réalisée faute de financement.

19. Ministère de l'Action Sociale, de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation

19.1. Etat de mise en œuvre des réformes

L'évaluation de la performance par la méthode de la valeur acquise et l'état d'exécution des activités programmées par le ministère de l'action Sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation se présentent comme suit :

19.1.1. Evaluation de la performance par la méthode de la valeur acquise

Activités	Nom et titre du responsable de l'activité	Indicateur de l'activité	COLLECTE DES DONNEES NECESSAIRES POUR L'EVALUATION					EVALUATION PAR LA VALEUR ACQUISE				
			Cible planifiée	Cible atteinte	Valeur planifiée (VP)	Coût réel (CR)	Durée totale planifiée (DTP)	VA	IPE	IPC	EDA	ECA
			(en 2018)	(valeur de l'indicateur atteinte à fin juin 2018)	(dotation)	montant exécuté	(mois)	$VA = VP \times \text{cible atteinte} / \text{cible planifiée}$	$IPE = VA / VP$	$IPC = VA / CR$	$EDA = DTP / IPE$	$ECA = VP / IPC$
Réorganisation du ministère	Tchabinandi KOLANI Y. Ministre	Nombre de textes disponible	1	0,3	0	0	10	0	-	-	-	-
Adaptation de l'Ecole Nationale de Formation Sociale (ENFS) au système LMD	Adjendime TCHASSI Directrice ENFS	Nombre de textes disponible	1	0,45	2 000 000	2 000 000	10	900 000	0,45	0,45	22,22	4 444 444
Renforcement des capacités des agents du ministère sur le management et le leadership	Kossi SENYOH Directeur DAAF	Nombre de bénéficiaires	40	0,15	8 000 000	0	9	12 000 000	0,15	0	60	0
Expérimentation du système d'information et de gestion au niveau d'une région	Lakpara ATANGUEGNIM A Directeur DPSE	Nombre de régions bénéficiaires	1	0,13	5 000 000	0	7	650 000	0,13	0	53,85	0
Mise en place le registre social unique (RSU) des pauvres au Togo	Kodjo S. AGBONON Directeur DGAS	Nombre de préfectures bénéficiaires	2	0,7	5 000 000	0	8	1 750 000	0,35	0	22,86	0
Appui à l'autonomisation des réfugiés.	Ablavi KETO Coordinatrice CNAR	Nombre de réfugiés bénéficiaires	108	51	8 050 000	3 000 000	11	3 801 389	0,47	1,27	23,29	6 352 941

Vulgarisation du code des personnes et de la famille	Mazalo TEBIE Directrice DGDF	Nombre d'acteurs formés et sensibilisés	500	360	25 000 000	11 000 000	2	18 000 000	0,72	1,64	2,78	15 277 778
Equiperment et appui au fonctionnement des maisons de la femme et des centres d'écoute	Akanti OURO Directrice générale DGGPF	Nombre de maisons de la femme et de centres d'écoute équipés et appuyés	5	3,55	12 500 000	0	7	8 875 000	0,71	0	9,86	0
Renforcement des capacités des groupements féminins et mixtes en leadership et en gestion des microentreprises	Kossiwa OTIMI Directrice DCPAEF	Nombre de groupements féminins et mixtes bénéficiaires	150	150	15 000 000	15 000 000	6	15 000 000	1,00	1,00	6,00	15 000 000
Contractualisation avec les acteurs pour l'ouverture des centres d'alphabétisation et d'éducation continue (PAAFF)	Ayélé EKLU-KOEVANU Directrice DAFA	Nombre d'acteurs contractualisés	12	12	60 000 000	60 000 000	11	60 000 000	1,00	1,00	11	60 000 000
Contractualisation avec les acteurs pour l'ouverture des centres d'éducation non formelle	Sama SIGNAN Directeur DENFA	Nombre d'acteurs contractualisés	1	1	8 000 000	8 000 000	8	8 000 000	1,00	1,00	8	8 000 000
TOTAL			821	585,13	148 550 000	99 000 000	11	105 872 182	0,71	1,07	15,4	138 907 593

a- Interprétation globale des résultats de l'évaluation

Selon le PTBA, le ministère de l'action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation (MASPFA) a planifié 148 550 000 F CFA pour atteindre des résultats mesurés à travers onze (11) indicateurs prévus pour l'année 2018.

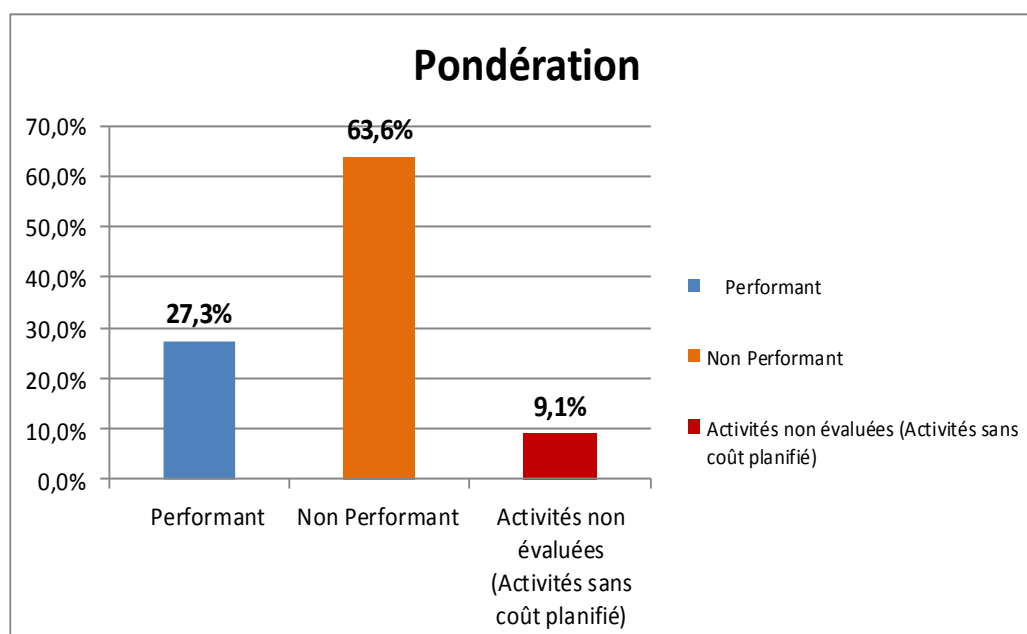
La valeur acquise de ces 11 indicateurs, c'est-à-dire la valeur réelle des résultats atteints est 105 872 182 F CFA. L'indice de performance sur l'échéancier (IPE) est de 0,71 et l'indice de performance sur les coûts (IPC) est de 1,07. L'estimation de la durée nécessaire pour achever les activités programmées (EDA) est de 15 mois 4 jours. Enfin, l'estimation du coût pour achever la mise en œuvre des activités engagées est de 138 907 593 F CFA.

Au regard des résultats obtenus dans le tableau ci-dessus, il faudra 2 mois 3 jours de plus au MASPFA pour terminer les activités de réforme planifiée au titre de l'année 2018. L'écart entre la valeur planifiée (VP) et l'estimation du coût pour achever la mise en œuvre des activités engagées (ECA) est de 9 642 407 F CFA. Ce qui indique une surestimation de la prévision du coût des activités de réformes programmées.

En conclusion, le ministère de l'action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation pourra achever la mise en œuvre de ses activités avant la fin de l'année au regard du rythme actuel.

Tableau et graphique de l'évaluation de la performance

Activité	Performant	Non Performant	Activités non évaluées (Activités sans coût planifié)
Pondération	27,3%	63,6%	9,1%



a- Interprétation par activité des résultats de l'évaluation

Par rapport à chaque activité, l'évaluation se présente comme suit :

- **Réorganisation du ministère** : Le taux d'exécution physique de l'activité est de 30%.

- **Adaptation de l'Ecole Nationale de Formation Sociale (ENFS) au système LMD** : La mise en œuvre de l'activité n'est pas efficace et efficiente car l'IPE et l'IPC sont de 0,45. Le responsable doit prendre des mesures pour réaliser l'activité dans les délais.
- **Renforcement des capacités des agents du ministère sur le management et le leadership** : La mise en œuvre de l'activité n'est pas efficace car l'IPE est de 0,15. L'IPC n'a pas été calculé car aucun montant n'a été exécuté. Le responsable doit prendre des mesures pour réaliser l'activité dans les délais.
- **Expérimentation du système d'information et de gestion au niveau d'une région** : La mise en œuvre de l'activité n'est pas efficace car l'IPE est de 0,13. L'IPC n'a pas été calculé car aucun montant n'a été exécuté. Le responsable doit prendre des mesures pour réaliser l'activité dans les délais.
- **Mise en place le registre social unique (RSU) des pauvres au Togo** : La mise en œuvre de l'activité n'est pas efficace car l'IPE est de 0,35. L'IPC n'a pas été calculé car aucun montant n'a été exécuté. Le responsable doit prendre des mesures pour réaliser l'activité dans les délais.
- **Appui à l'autonomisation des réfugiés** : La mise en œuvre de l'activité n'a pas été efficace et efficiente car l'IPE et l'IPC sont respectivement de 0,47 et 1,27. Le responsable doit prendre des mesures pour réaliser l'activité dans les délais.
- **Vulgarisation du code des personnes et de la famille** : La mise en œuvre de l'activité n'a pas été efficace et efficiente car l'IPE et l'IPC sont respectivement de 0,72 et 1,64. Le responsable doit prendre des mesures pour réaliser l'activité dans les délais.
- **Equiper et appui au fonctionnement des maisons de la femme et des centres d'écoute** : La mise en œuvre de l'activité n'est pas efficace car l'IPE est de 0,71. L'IPC n'a pas été calculé car aucun montant n'a été exécuté. Le responsable doit prendre des mesures pour réaliser l'activité dans les délais.
- **Renforcement des capacités des groupements féminins et mixtes en leadership et en gestion des micros entreprises** : La mise en œuvre de l'activité a été efficace et efficiente car l'IPE et l'IPC sont de 1. Le responsable de l'activité a été performant.
- **Contractualisation avec les acteurs pour l'ouverture des centres d'alphabétisation et d'éducation continue (PAAFF)** : La mise en œuvre de l'activité a été efficace et efficiente car l'IPE et l'IPC sont de 1. Le responsable de l'activité a été performant.
- **Contractualisation avec les acteurs pour l'ouverture des centres d'éducation non formelle** : La mise en œuvre de l'activité a été efficace et efficiente car l'IPE et l'IPC sont de 1. Le responsable de l'activité a été performant.

19.1.2. Etat d'exécution des activités programmées

Les activités de réformes programmées à fin juin 2018 sont au nombre de onze (11). L'état d'exécution se présente comme suit :

a- Activités réalisées à fin juin 2018

Les activités réalisées sont au nombre de trois (3). Il s'agit de :

- **Renforcement des capacités des groupements féminins et mixtes en leadership et en gestion des micros entreprises**

Indicateur de l'activité : Nombre de groupements féminins et mixtes bénéficiaires.

Au total, cent cinquante (150) membres de groupements féminins et mixtes en leadership et gestion des micros entreprises ont été formés.

- **Contractualisation avec les acteurs pour l'ouverture des centres d'alphabétisation et d'éducation continue (PAAFF) :**

Indicateur de l'activité : Nombre d'acteurs contractualisés

Le ministère a contractualisé avec douze (12) opérateurs qui ont ouvert trente (30) centres d'alphabétisation à raison de cinq (5) par région qui ont enregistré neuf cent (900) apprenants en alphabétisation de base et cinq cent quarante (540) autres en post-alphabétisation. Le processus continue.

- **Contractualisation avec les acteurs pour l'ouverture des centres d'éducation non formelle.**

Indicateur de l'activité : Nombre d'acteurs contractualisés.

Un (1) opérateur a été contractualisé et a ouvert trois (3) centres d'éducation non formels dont un (1) à Lomé et deux (2) à Vogon pour quatre-vingt-cinq (85) apprenants.

b- Activités partiellement réalisées à fin juin 2018

Les activités partiellement réalisées sont au nombre de huit (8). Il s'agit de :

- **Réorganisation du ministère**

Indicateur de l'activité : Nombre de texte disponible

Le décret qui fixe les attributions du ministre et qui porte organisation et fonctionnement du ministère a été adopté en conseil des ministres le 09 décembre 2015. Il prend en compte la synergie des actions des trois domaines et rend cohérent la coordination des interventions du ministère. Un atelier d'harmonisation de tous les décrets des ministères s'est tenu à Kpalimé pour prendre en compte les réformes intervenues dans certains domaines. Le processus est en cours.

- **Adaptation de l'Ecole Nationale de Formation Sociale (ENFS) au système LMD**

Indicateur de l'activité : Nombre de texte disponible

Les curricula de formation ont été validés. Le processus de mise en place de la commission mixte (MASPFA & MESR) pour l'élaboration des textes est en cours.

- **Renforcement des capacités des agents du ministère sur le management et le leadership**

Indicateur de l'activité : Nombre de bénéficiaires.

Les activités préparatoires pour la réalisation de l'activité, en l'occurrence le financement sont en cours.

- **Expérimentation du système d'information et de gestion au niveau d'une région**

Indicateur de l'activité : Nombre de régions bénéficiaires

Les termes de référence de l'activité sont élaborés. La région des savanes a été choisie pour l'expérimentation. Elle sera équipée de quatre (4) ordinateurs de bureau, de trois (3) onduleurs, d'une (1) imprimante et d'un (1) scanner. Une formation neuf (9) cadres de la région des savanes intervenant dans la chaîne planification et suivi-évaluation à l'utilisation du logiciel SESAME est prévue. Le financement est attendu pour l'exécution de l'activité.

- **Mise en place du registre social unique (RSU) des pauvres au Togo**

Indicateur de l'activité : Nombre de préfectures bénéficiaires.

L'activité est pilotée de concert avec le ministère chargé du développement à la base. Le registre est destiné à cibler les plus pauvres et les plus vulnérables en vue d'assurer leur éligibilité aux programmes et projets d'assistance sociale et de filets sociaux. Les documents relatifs aux critères

d'identification des ménages pauvres, le guide méthodologique d'identification communautaire et la fiche d'inscription ont été élaborés. Le ciblage communautaire s'est déroulé dans deux (2) préfectures pilotes, Blitta et Tône. Le traitement et apurement des données PMT est en cours en collaboration avec le ministère chargé du développement à la base. Une formation des cadres et agents sociaux est prévue dans ce sens. Le processus est en cours.

- **Appui à l'autonomisation des réfugiés**

Indicateur de l'activité : Nombre de réfugiés bénéficiaires

Cent huit (108) personnes réfugiées ont été prévues pour être assistées à l'autonomisation économique. Pour ce semestre, cinquante-un (51) réfugiés ont été appuyés à raison de trente un (31) en agriculture, seize (16) en activités génératrice de revenus (petit commerce) et quatre (4) mises en formation professionnelle. Le suivi est en cours.

- **Vulgarisation du code des personnes et de la famille**

Indicateur de l'activité : Nombre d'acteurs formés et sensibilisés.

L'activité consiste à organiser des ateliers de formation et de sensibilisation à l'endroit des préfets, des conseils de préfectures et de mairies, des magistrats, des officiers de police judiciaires, des chefs traditionnels, des leaders religieux, des agents d'état civil et des responsables des organisations pour une meilleure connaissance et application du code des personnes et de la famille modifiée. Dix mille (10 000) exemplaires du code ont été édités. Le code a été traduit en français facile. Un comité de vulgarisation mis en place se chargera de l'exécution de l'activité.

- **Equiperment et appui au fonctionnement des maisons de la femme et des centres d'écoute**

Indicateur de l'activité : Nombre de maisons de la femme et de centres d'écoute équipés et appuyés.

Le marché est lancé depuis le 21 mai pour faire fonctionner deux (2) maisons de la femme et trois (3) centres d'écoute. Le marché est actuellement attribué à un établissement. Le processus continue.

20. Ministère de la Planification du Développement

20.1. Etat de mise en œuvre des réformes

L'évaluation de la performance par la méthode de la valeur acquise et l'état d'exécution des activités programmées par le ministère de la planification du développement se présentent comme suit :

20.1.1. Evaluation de la performance par la méthode de la valeur acquise

Activités	Nom et titre du responsable de l'activité	Indicateur de l'activité	COLLECTE DES DONNEES NECESSAIRES POUR L'EVALUATION					EVALUATION PAR LA VALEUR ACQUISE				
			Cible planifiée	Cible atteinte	Valeur planifiée (VP)	Coût réel (CR)	Durée totale planifiée (DTP)	VA	IPE	IPC	EDA	ECA
			(en 2018)	(valeur de l'indicateur atteinte à fin juin 2018)	(dotation)	montant exécuté	(mois)	$VA=VP \times \frac{\text{cible atteinte}}{\text{cible planifiée}}$	$IPE = \frac{VA}{VP}$	$IPC = \frac{VA}{CR}$	$EDA = \frac{DTP}{IPE}$	$ECA = \frac{VP}{IPC}$
Appui et accompagnement aux ministères sur les outils de la chaîne PPBSE et sur la planification basée sur les ODD	M.BAMBAH, Directeur Général de la DGPD	Nombres de ministères accompagnés dans la mise en place des outils de la chaîne PPBSE	5	0	5 000 000	0	12	0	0	-	-	-
Réalisation de la Vision du Togo à l'horizon 2030	M.BAMBAH, Directeur Général de la DGPD	Document de vision du Togo à l'horizon 2030	1	0,25	40 000 000	15 500 000	12	10 000 000	0,25	0,65	48	62 000 000
Elaboration et actualisation du PIP triennal glissant sur la base de l'analyse avantage-coût	M.MEATCHI, Directeur de la DPPD	PIP 2017-2019 actualisé et PIP 2018-2020 élaboré	1	0,5	10 000 000	5 000 000	12	5 000 000	0,5	1	24	10 000 000
Suivi physique des projets et des programmes de développement	M.MEATCHI, Directeur de la DPPD	Nombre de projets de développement suivi sur le terrain	25	0	10 000 000	0	12	0	0	-	-	-
Evaluation des projets et des programmes de développement (Phase de mise en place des outils de suivi-évaluation)	Mme AKPABI, Directrice générale Adjoint	Niveau de mise en place des outils de suivi-évaluation	1	0,5	35 378 956	0	12	17 689 478	0,5	-	24	-
Animation des organes du DIPD (Comités sectoriels, CED, CNPPD et RAP)	Monsieur KAMAGA, Secrétaire technique de la SCAPE	Rapports (Comités sectoriels, CED, CNPPD et RAP)	1	0,3	20 000 000	9 179 500	12	6 666 667	0,33	0,73	36	27 538 500
Elaboration d'un schéma d'aménagement transfrontalier intégré local	M. DEMAKOU, Directeur DOST	Schéma d'aménagement transfrontalier disponible	1	0,25	10 000 000	0	12	2 500 000	0,25	-	48	-
TOTAL			35	1,83	130 378 956	29 679 500	12	6 829 374	0,05	0,23	229,09	566 608 636

a- Interprétation globale des résultats de l'évaluation

Selon le PTBA de l'année 2018, le ministère a planifié 130 378 956 F CFA pour atteindre des résultats mesurés à travers 7 indicateurs.

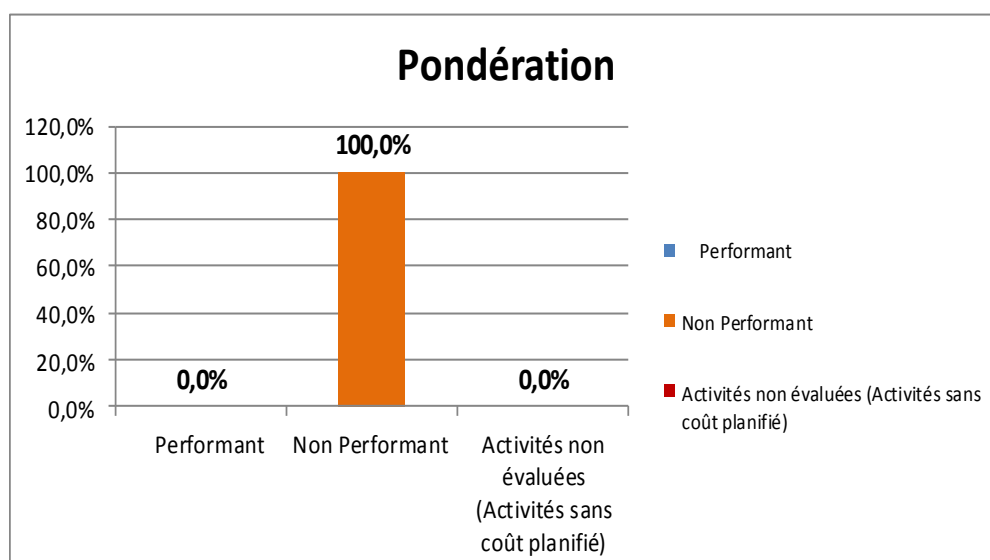
La valeur acquise, c'est à dire la valeur réelle des résultats atteints est de 6 829 374 F CFA pour le premier semestre 2018. Pour la même période, l'indice de performance de l'échéancier (IPE) ou des délais est de 0,05 et l'indice de performance des coûts (IPC) est de 0,23. L'estimation de la durée nécessaire pour achever la mise en œuvre des activités engagées est de 229 mois 27 jours. Enfin, l'estimation du coût pour achever la mise en œuvre des activités engagées est de 566 608 636 F CFA.

Au regard des différents résultats obtenus dans le tableau ci-dessus, il faudra 217 mois et 3 jours de plus au ministère pour terminer les activités de réformes programmées pour l'année 2018. L'écart entre la valeur planifiée (VP) et l'estimation du coût pour achever la mise en œuvre des activités engagées (ECA) est de 436 229 680 F CFA. Ce qui indique une surestimation de la prévision du coût et une sous-estimation de la durée d'exécution des activités de réformes pour l'année 2018.

En conclusion, le ministère de la planification du développement est en retard dans la mise en œuvre de ses réformes au cours du premier semestre de l'année 2018

Tableau et graphique de l'évaluation de la performance

Activité	Performant	Non Performant	Activités non évaluées (Activités sans coût planifié)
Pondération	0,0%	100,0%	0,0%



b- Evaluation de la mise en œuvre des réformes par activité

Par rapport à chaque activité dont le financement a été renseigné, l'évaluation se présente comme suit :

- **Appui et accompagnement aux ministères sur les outils de la chaîne PPBSE et sur la planification basée sur les ODD** : la mise en œuvre de l'activité n'a pas été efficace car l'IPE est nul. L'IPC n'a pas été calculé car aucune dépense n'a été exécutée. Le responsable doit prendre des mesures pour finir l'activité dans les délais.
- **Réalisation de la Vision du Togo à l'horizon 2030** : la mise en œuvre de l'activité n'a pas été efficace mais efficiente car l'IPE et l'IPC sont respectivement de 0,25 et 0,65. Le responsable doit prendre des mesures pour finir l'activité dans les délais.
- **Elaboration et actualisation du PIP triennal glissant sur la base de l'analyse avantage-coût** : la mise en œuvre de l'activité n'a pas été efficace mais efficiente car l'IPE et l'IPC sont respectivement de 0,5 et 1. Le responsable doit prendre des mesures pour finir l'activité dans les délais.
- **Suivi physique des projets et des programmes de développement** : la mise en œuvre de l'activité n'a pas été efficace car l'IPE est nul. L'IPC n'a pas été calculé car aucune dépense n'a été exécutée. Le responsable doit prendre des mesures pour finir l'activité dans les délais.
- **Evaluation des projets et des programmes de développement (Maintenance évolutive du logiciel de suivi-évaluation "SESAME" dans la perspective du système informatisé intégré de suivi-évaluation)** : la mise en œuvre de l'activité n'a pas été efficace car l'IPE est de 0,5. L'IPC n'a pas été calculé car aucune dépense n'a été engagée. Le responsable doit prendre des mesures pour finir l'activité dans les délais.
- **Animation des organes du DIPD (Comités sectoriels, CED, CNPPD et RAP)** : la mise en œuvre de l'activité n'a pas été efficace mais efficiente car l'IPE et l'IPC sont respectivement de 0,33 et 0,73. Le responsable doit prendre des mesures pour finir l'activité dans les délais.
- **Elaboration d'un schéma d'aménagement transfrontalier intégré local** : la mise en œuvre de l'activité n'a pas été efficace car l'IPE est de 0,25. L'IPC n'a pas été calculé car aucune dépense n'a été engagée. Le responsable doit prendre des mesures pour finir l'activité dans les délais.

20.1.2. Etat d'exécution des activités programmées

Les activités de réformes programmées à fin juin 2018 sont au nombre de sept (7). L'état de mise en œuvre se présente comme suit :

a- Activités partiellement réalisées à fin juin 2018

Les activités partiellement réalisées sont au nombre de quatre (4). Il s'agit de :

- **Elaboration et actualisation du PIP triennal glissant sur la base de l'analyse avantage-coût**

Indicateur de l'activité : PIP 2017-2019 actualisé et PIP 2018-2020 élaboré sur la base de l'analyse coût-avantage

Le lancement de l'élaboration du PIP et la formation des acteurs impliqués sur le remplissage de la fiche PIP s'est fait le 5 février 2018. De février à fin mars, il a été organisé, les collectes des fiches de projets. La première version du PIP a été validée par le Comité PIP le 6 avril 2018.

- **Elaboration d'un schéma d'aménagement transfrontalier intégré local**

Indicateur de l'activité : schéma d'aménagement transfrontalier intégré local disponible

Les termes de référence et le budget de l'activité sont disponibles.

- **Evaluation des projets et des programmes de développement**

Indicateur de l'activité : Nombre d'études d'impact réalisées dans différents secteurs

Un contrat a été signé avec la DNCMP et le Ministre des Finances pour le recrutement d'un consultant pour la Maintenance évolutive du logiciel de Suivi-Evaluation "SESAME". La première version du logiciel SESAME a été élaborée et a élaboré un rapport des spécifications fonctionnelles. Ce rapport est actuellement en cours d'amendement et le logiciel subit des tests. Les observations seront faites au consultant pour finalisation.

- **Réalisation de la Vision du Togo à l'horizon 2030**

Indicateur de l'activité : Document de la Vision Togo 2030 adopté

Dans le cadre de la poursuite des activités de la vision 2030, l'identification et la formulation des cibles sectorielles 2018-2030 a été réalisée ainsi que la relecture et synthèse de la version avancée du document. Il reste à élaborer une stratégie de communication, valider techniquement le document au niveau central et dans les régions puis finaliser le document en tenant compte des thématiques émergentes.

b- Activités non réalisées à fin juin 2018

Les activités partiellement réalisées sont au nombre de trois (3). Il s'agit de :

- **Animation des organes du DIPD (Comités sectoriels, CED, CNPPD et RAP)**

Indicateur de l'activité : Les différents rapports des organes du DIPD sont disponibles

Une retraite est prévue du 23 au 28 juillet 2018 pour l'élaboration du rapport bilan 2017 de mise en œuvre de la SCAPE. Ce rapport fera objet d'examen par le Comité Etat-donateurs avant la tenue de la session du Conseil national de pilotage des politiques de développement (CNPPD).

- **Appui et accompagnement aux ministères sur les outils de la chaîne PPBSE et sur la planification basée sur les ODD**

Indicateur de l'activité : Nombre de ministères accompagnés dans la mise en place des outils de la chaîne PPBSE ; Nombre de cadres formés sur la planification basée sur les ODD

L'activité n'a pas encore démarré.

- **Suivi physique des projets et des programmes de développement**

Indicateur de l'activité : Nombre de projets de développement suivi sur le terrain

L'activité n'a pas encore démarré.

21. Ministère chargé de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle

21.1. Etat de mise en œuvre des réformes

L'évaluation de la performance par la méthode de la valeur acquise et l'état d'exécution des activités programmées par le ministère chargé de l'enseignement technique et de la formation professionnelle se présentent comme suit :

21.1.1. Evaluation de la performance par la méthode de la valeur acquise

Activités	Nom et titre de la personne responsable de l'activité	Indicateur de l'activité	COLLECTE DES DONNEES NECESSAIRES POUR L'EVALUATION					EVALUATION PAR LA VALEUR ACQUISE				
			Cible Planifiée	CIBLE ATTEINTE	Valeur planifiée (VP)	Coût réel (CR)	Durée totale planifiée (DTP)	VA	IPE	IPC	EDA	ECA
			2018	Valeur de l'indicateur réalisée à fin juin 2018	(dotations)	(montant exécuté)	(mois)	VP* Cible atteinte/Cibla planifiée	VA/VP	VA/CR	DTP/IPE	CTP(VP)/IPC
Elaboration de la stratégie de développement de la formation technique et professionnelle répondant aux besoins du marché du travail	ADJAKLO Directeur adjoint DSRP	Document de stratégie élaboré	1	0,85	37 139 766	30 236 996	8	31 568 801	0,9	1	9,4	35 572 936
Elaborer/réviser les curricula de formation selon l'approche par compétences (APC)	Mme YABI D. A. DPP	Programmes de formation selon l'approche par compétences (APC) élaborés	6	2	12 000 000	4 000 000	11	4 000 000	0,3	1	33	12 000 000
Formation des apprenants du dual de type coopératif	TCHENDO Directeur DFPA	Nombre d'apprenants en dual de type coopératif formés	200	0	30 000 000	0	9	0	0	-	-	-
Formation continue des formateurs du dual de type coopératif	TCHENDO Directeur DFPA	Nombre de formateurs en dual de type coopératif formés	100	30	0	0	7	0	-	-	-	-
Extension de la formation dual de type coopératif dans d'autres villes du pays	TCHENDO Directeur DFPA	Nombre de villes couvert par la formation duale	3	0	6 700 000	0	12	0	0	-	-	-
Elaboration des livrets de formation de 2e et 3ème année dans les cinq métiers	Mme YABI D. A. DPP	Nombre de livrets de formation de 2e et 3ème année dans les cinq métiers élaborés	30	0	0	0	9	0	-	-	-	-
Formation des inspecteurs de l'ETFP au DACUM I, II et III	TCHENDO Directeur DFPA	Nombre d'inspecteurs de l'ETFP formés au DACUM	25	0	8 145 000	0	5	0	0	-	-	-
Elaboration/adaptation de matériels didactiques d'alphabétisation fonctionnelle dans le système dual	Mme YABI D. A. DPP	Document de matériels didactiques disponible	5	0	0	0	10	0	-	-	-	-
TOTAL			370	32,85	93 984 766	34 236 996	12	8 344 323	0,96	1,18	135	385 622 177

a- Interprétation globale des résultats de l'évaluation

Selon le PTBA, le ministère délégué chargé de l'enseignement technique et de la formation professionnelle a planifié 93 984 766 FCFA pour atteindre des résultats mesurés à travers cinq (5) indicateurs prévus à fin juin 2018.

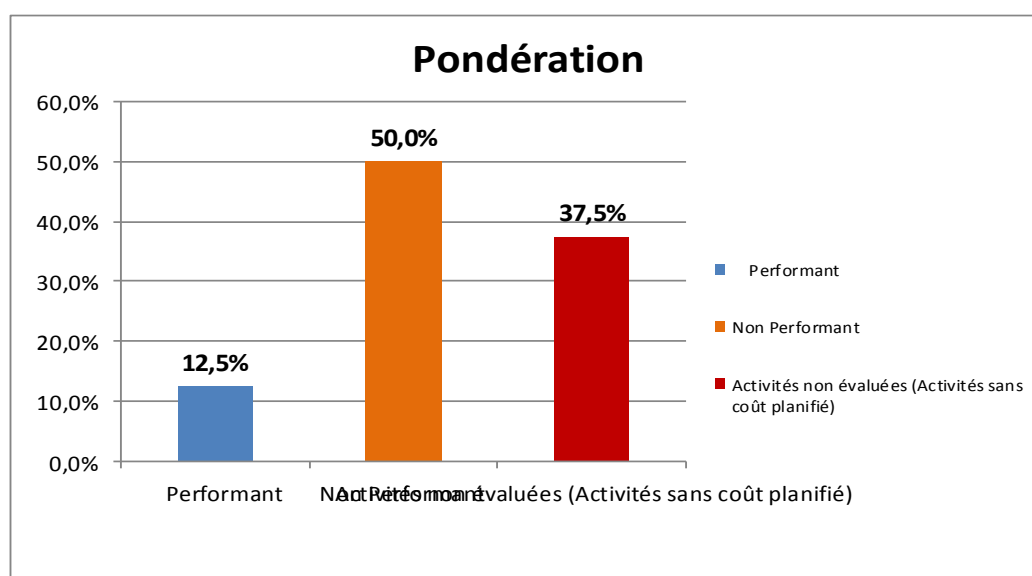
La valeur acquise, c'est-à-dire la valeur réelle des résultats atteints est de 8 344 323 FCFA. L'indice de performance de l'échéancier (IPE) ou des délais est de 0,96 et l'indice de performance des coûts (IPC) est de 1,18. L'estimation de la durée nécessaire pour achever les activités programmées (EDA) est de 135 mois. Enfin, l'estimation du coût pour achever la mise en œuvre des activités engagées est de 385 622 177 FCFA.

Au regard des résultats obtenus dans le tableau ci-dessus, il faudra 123 mois de plus au ministère pour terminer les activités de réformes débutée au premier semestre 2018. L'écart entre la valeur planifiée (VP) et l'estimation du coût pour achever la mise en œuvre des activités engagées (ECA) est de 56 796 829 F CFA. Ce qui indique une surestimation de la prévision du coût des activités de réformes programmées.

En conclusion, si aucune disposition n'est prise, le ministère ne pourra pas achever la mise en œuvre de ses activités avant la fin de l'année. Le taux moyen d'exécution physique de 8,88% à fin juin 2018.

Tableau et graphique de l'évaluation de la performance

Activité	Performant	Non Performant	Activités non évaluées (Activités sans coût planifié)
Pondération	12,5%	50,0%	37,5%



b- Evaluation de la mise en œuvre des réformes par activité

Par rapport à chaque activité, l'évaluation se présente comme suit :

- **Elaboration de la stratégie de développement de la formation technique et professionnelle répondant aux besoins du marché du travail :** la mise en œuvre de cette

activité a été efficace et efficiente car l'IPE et l'IPC sont respectivement de 0,9 et 1. Le responsable de l'activité a été performant.

- **Elaborer/réviser les curricula de formation selon l'approche par compétences (APC) :** la mise en œuvre de l'activité n'a pas été efficace mais efficiente car l'IPE et l'IPC sont respectivement de 0,3 et 1. Le responsable doit prendre des mesures pour finir l'activité dans les délais.
- **Formation des apprenants du dual de type coopératif :** la mise en œuvre de l'activité n'a pas été efficace car l'IPE est nul. L'IPC n'a pas été calculé car aucune dépense n'a été exécutée. Le responsable doit prendre des mesures pour finir l'activité dans les délais.
- **Formation continue des formateurs du dual de type coopératif :** Le taux d'exécution physique de l'activité est égal à 30%.
- **Extension de la formation duale de type coopératif dans d'autres villes du pays :** la mise en œuvre de l'activité n'a pas été efficace car l'IPE est nul. L'IPC n'a pas été calculé car aucune dépense n'a été exécutée. Le responsable doit prendre des mesures pour finir l'activité dans les délais.
- **Elaboration des livrets de formation de 2e et 3ème année dans les cinq métiers :** Le taux d'exécution physique de l'activité est égal à 0%.
- **Formation des inspecteurs de l'ETFP au DACUM I, II et III :** la mise en œuvre de l'activité n'a pas été efficace car l'IPE est nul. L'IPC n'a pas été calculé car aucune dépense n'a été exécutée. Le responsable doit prendre des mesures pour finir l'activité dans les délais.
- **Elaboration/adaptation de matériels didactiques d'alphabétisation fonctionnelle dans le système dual :** Le taux d'exécution physique de l'activité est égal à 0%.

21.1.2. Etat d'exécution des activités programmées

La programmation des activités de réforme à fin juin 2018 sont au nombre de huit (8). L'état d'exécution se présente comme suit :

a- Activités partiellement réalisées à fin juin 2018

Les activités partiellement réalisées sont au nombre de trois (3). Il s'agit de :

- **Elaboration de la stratégie de développement de la formation technique et professionnelle répondant aux besoins du marché du travail**

Indicateur de l'activité : Document de stratégie de développement de la formation technique et professionnelle élaboré

Le document de la stratégie de développement de la formation technique et professionnelle répondant aux besoins du marché du travail a été déjà élaboré. Seule la validation qui était prévue pour le mois d'août reste encore non réalisée.

- **Formation continue des formateurs de dual de type coopératif**

Indicateur de l'activité : Nombre de formateurs formés

Aucune information n'est disponible dans le cadre du perfectionnement technique des formateurs de centres.

- **Elaboration/révision des curricula de formation selon l'approche par compétences (APC)**

Indicateur de l'activité : Nombre de curricula élaborés/révisés selon l'APC

Il y a eu la mise en place d'une équipe qui a déjà identifié les modules de formation ou les syllabus selon l'APC.

b- Activités non réalisées à fin juin 2018

Les activités non réalisées sont au nombre de cinq (5). Il s'agit de :

- **Formation des apprenants en dual de type coopératif**

Indicateur de l'activité : Nombre d'apprenants en dual formés

La formation des apprentis en dual de type coopératif se poursuit mais il y a eu la disponibilité des informations utiles.

- **Formation des inspecteurs de l'ETFP au DACUM I, II et III**

Indicateur de l'activité : Nombre d'inspecteurs formés

Cette formation n'a pas eu lieu faute de financement.

- **Elaboration des livrets de formation de 2^{ème} et 3^{ème} année dans les métiers**

Indicateur de l'activité : Nombre de livrets de formation de 2^{ème} et 3^{ème} année dans les métiers élaborés

Les livrets à élaborer sont identifiés et les termes de référence élaborés.

- **Elaboration de matériels didactiques d'alphabétisation fonctionnelle dans le système dual**

Indicateur de l'activité : Document du matériels didactiques d'alphabétisation fonctionnelle dans le système dual élaboré

L'équipe qui se chargera de l'élaboration de ces matériels didactiques d'alphabétisation fonctionnelle a été for

- **Extension de la formation duale de type coopératif dans d'autres villes du pays**

Indicateur de l'activité : Nombre de villes couvert par la formation duale

Pour l'extension de la formation duale de type coopératif dans les trois villes (Atakpamé, Kara et Dapaong), les métiers dans lesquels se déroulera la formation sont identifiés.

22. Ministère de l'Industrie et du Tourisme

22.1. Etat de mise en œuvre des réformes

L'évaluation de la performance par la méthode de la valeur acquise et l'état d'exécution des activités programmées par le ministère de l'industrie et du tourisme se présentent comme suit :

22.1.1. Evaluation de la performance par la méthode de la valeur acquise

Activités	Nom et titre de la personne responsable de l'activité	Indicateur de l'activité	COLLECTE DES DONNEES NECESSAIRES POUR L'EVALUATION					EVALUATION PAR LA VALEUR ACQUISE				
			Cible Planifiée	CIBLE ATTEINTE	Valeur planifiée (VP)	Coût réel (CR)	Durée totale planifiée (DTP)	VA	IPE	IPC	EDA	ECA
			2018	Valeur de l'indicateur réalisée à fin juin 2018	(dotations)	(montant exécuté)	(mois)	VP* Cible atteinte/Cibla planifiée	VA/VP	VA/CR	DTP/IPE	CTP(VP)/IPC
Poursuite de la Réorganisation du Ministère	ATARA T'faraba /Secrétaire Général	Décret d'organisation du MITo	1	0,25	0	0	12	0	0	0	0	0
Opérationnalisation des structures de la qualité et du Fonds National de Promotion de la Qualité (FNPQ)	KPAKPO	Structures de la qualité et le FNPQ opérationnels	5	2	10 000 000	5 000 000	12	4 000 000	0,4	0,8	30	12 500 000
Extension des sites industriels à l'intérieur du pays : Acquisition du site industriel de la Kara	FEOU	Site industriel acquis	1	0	50 000 000	0	8	0	0	0	0	0
TOTAL			7	2,25	60 000 000	5 000 000	12	19 285 714	0,32	3,86	37,33	15 555 556

a- Interprétation globale des résultats de l'évaluation

Selon le PTBA, le ministère a planifié 60 000 000 F CFA pour atteindre des résultats mesurés à travers 03 indicateurs prévus sur les 12 mois de l'année 2018.

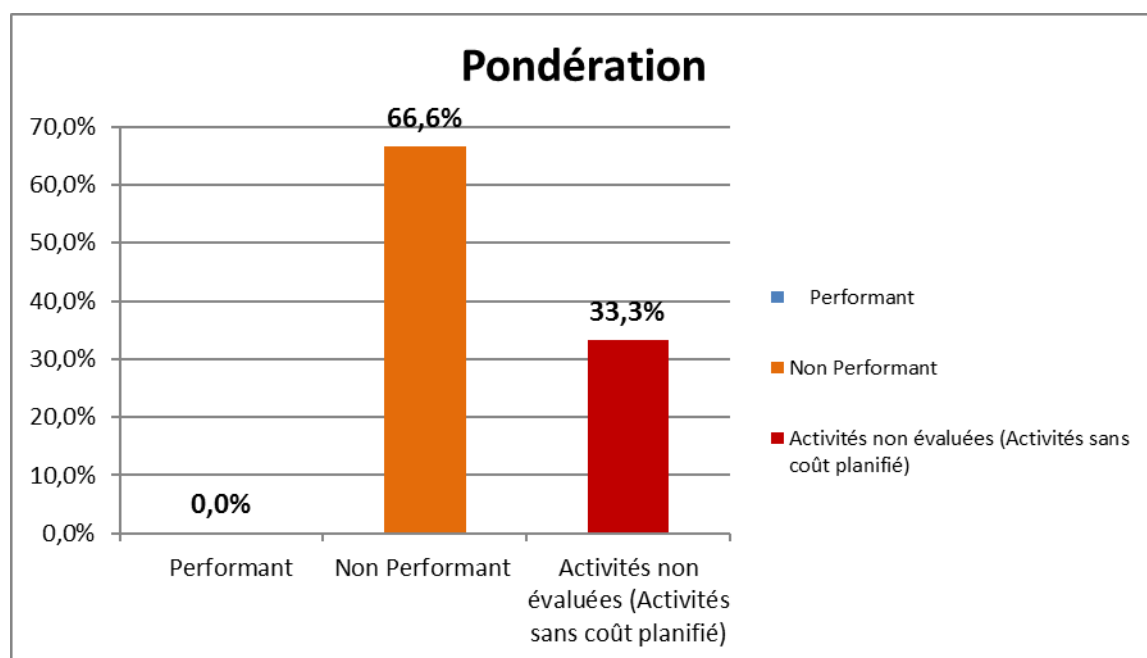
La valeur acquise de ces 03 indicateurs c'est-à-dire la valeur réelle des résultats atteints est 19 285 714 F CFA. L'indice de performance sur l'échéancier (IPE) est de 0,32 et l'indice de performance sur les coûts (IPC) est de 3,86. L'estimation de la durée nécessaire pour achever les activités programmées (EDA) est de 37 mois 10 jours. Enfin, l'estimation du coût pour achever la mise en œuvre des activités engagées au premier semestre est de 15 555 556 F CFA.

Au regard des différents résultats obtenus dans le tableau ci-dessus, il faudra 25 mois 20 jours de plus au ministère pour terminer les activités de réformes programmées pour le premier semestre de l'année 2018. L'écart entre la valeur planifiée (VP) et l'estimation du coût pour achever la mise en œuvre des activités engagées (ECA) est de 44 444 444 F CFA. Ce qui indique une surestimation de la prévision du coût et une sous-estimation de la durée d'exécution des activités de réformes.

En conclusion, le Ministère de l'Industrie et du Tourisme doit prendre des mesures urgentes pour terminer la mise en œuvre des activités de réformes démarrées au premier semestre 2018.

Tableau et graphique de l'évaluation de la performance

Activité	Performant	Non Performant	Activités non évaluées (Activités sans coût planifié)
Pondération	0,0%	66,67%	33,3%



b- Interprétation par activité des résultats de l'évaluation

Par rapport à chaque activité, l'évaluation se présente comme suit :

- **Poursuite de la réorganisation du Ministère** : Le taux d'exécution physique de cette activité est de 25 %.

- **Opérationnalisation des structures de la qualité et du Fonds National de Promotion de la Qualité (FNPQ) :** la mise en œuvre de cette activité n'est ni efficace ni efficiente car l'IPE et l'IPC sont respectivement de 0,4 et 0,8. Le responsable doit prendre des mesures pour finir l'activité dans les délais.
- **Extension des sites industriels à l'intérieur du pays : Acquisition du site industriel de la Kara :** La mise en œuvre de l'activité n'a pas été efficace car l'IPE est nul.. L'IPC n'a pas été calculé car aucune dépense n'a été exécutée. Le responsable doit prendre des mesures pour finir l'activité dans les délais.

22.1.2. Etat d'exécution des activités programmées

Les activités de réformes programmées à fin juin 2018 sont au nombre de trois (3). L'état d'exécution se présente comme suit :

a- Activités partiellement réalisées à fin juin 2018

Toutes les activités partiellement réalisées. Il s'agit de :

- **Poursuite de la réorganisation du Ministère**

Indicateur de l'activité : décret d'organisation du MITo

Le décret et l'arrêté ont été examinés en première lecture en Conseil des Ministres suivi d'intégration des amendements au niveau du ministère puis renvoyés au Secrétariat Général du Gouvernement.

- **Opérationnalisation des structures de la qualité et du Fonds National de Promotion de la Qualité (FNPQ)**

Indicateur de l'activité : Structures de la qualité et le FNPQ opérationnels

Le comité d'opérationnalisation a été mis en place et les textes de fonctionnement desdites structures sont élaborés et finalisés.

- **Extension des sites industriels à l'intérieur du pays : Acquisition du site industriel de la Kara**

Indicateur de l'activité : Site industriel acquis

Les missions de prospection ont été réalisées et trois sites identifiés (Sarakawa, Kpenzindè et Djamdè dans la préfecture de la Kozah).

23. Secrétariat d'Etat chargé des Droits de l'Homme

23.1. Etat de mise en œuvre des réformes

L'évaluation de la performance par la méthode de la valeur acquise et l'état d'exécution des activités programmées par le secrétariat d'Etat chargé des droits de l'homme se présentent comme suit :

23.1.1. Evaluation de la performance par la méthode de la valeur acquise

Activités	Nom et titre de la personne responsable de l'activité	Indicateur de l'activité	COLLECTE DES DONNEES NECESSAIRES POUR L'EVALUATION					EVALUATION PAR LA VALEUR ACQUISE				
			Cible Planifiée	CIBLE ATTEINTE	Valeur planifiée (VP)	Coût réel (CR)	Durée totale planifiée (DTP)	VA	IPE	IPC	EDA	ECA
			2018	Valeur de l'indicateur réalisée à fin juin 2018	(dotations)	(montant exécuté)	(mois)	VP* Cible atteinte/Cibla planifiée	VA/VP	VA/CR	DTP/IPE	CTP(VP)/IPC
Réorganisation du secrétariat d'Etat chargé des droits de l'homme	M. ATCHOLE Essodong /SG	Projet de décret transmis au SGG	1	0,72	0	0	5	0	-	-	-	-
Organisation d'un atelier d'appropriation du plan d'action national de mise en œuvre des recommandations au titre du 2ème cycle de l'EPU et des organes de traités par les structures étatiques	Mme HODO/DPC	Rapport de l'atelier d'appropriation du plan disponible	1	1	5 570 400	5 570 400	7	1 448 304	1	1	7	5 570 400
Elaboration et soumission du rapport initial sur la convention pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées	Mme HODO/DPC	Rapport élaboré et soumis	1	0,36	3 250 000	0	8	1 235 000	0,38	-	21,1	-
Sensibilisation sur les valeurs des droits de l'homme et promotion de la citoyenneté (Diffusion de supports de communication)	Mme MESSAN-PIERUCCI Tchotcho Marcelline / DGCD/DGDH	Nombre de contrat de diffusion avec les médias	22	22	7 500 000	7 500 000	9	7 500 000	1	1	9	7 500 000
Formation des inspecteurs et conseillers pédagogiques en éducation aux droits de l'homme	Mme MESSAN-PIERUCCI Tchotcho Marcelline / DGCD/DGDH	Nombre des inspecteurs et conseillers pédagogiques formés	40	0	2 500 000	0	3	0	0	-	-	-
Organisation d'une rencontre de réflexion, d'échanges et de partage avec les institutions de la République sur la culture démocratique	M. ODIE Kossi N'kpako/ DRD	Nombre d'acteurs rencontrés	40	0	2 660 000	0	4	0	0	-	-	-

Organisation d'un cadre d'échanges avec les acteurs sociopolitiques sur le rôle des femmes dans la prévention des conflits	M. ODIE Kossi N'kpako/ DRD	Nombre d'acteurs rencontrés	50	0	2 660 000	0	5	0	0	-	-	-
TOTAL			155	24,10	24 140 400	13 070 400	9	3 753 443	0,16	0,29	57,88	84 062 739

a- Interprétation globale des résultats de l'évaluation

Selon le PTBA, le ministère a planifié 24 140 000 F CFA pour atteindre des résultats mesurés à travers 7 indicateurs prévus sur les 12 mois de l'année 2018.

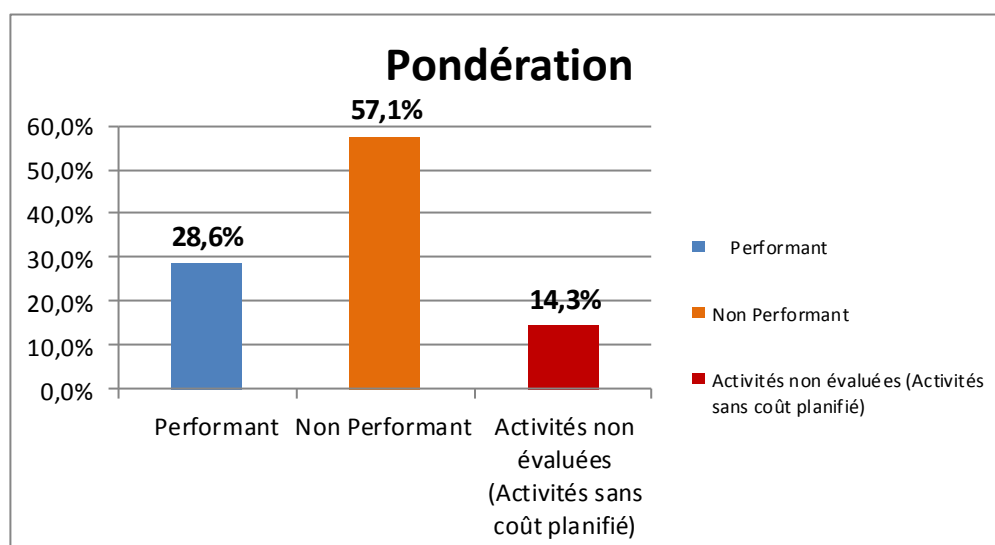
La valeur acquise de ces 7 indicateurs c'est-à-dire la valeur réelle des résultats atteints est 3 753 443 F CFA. L'indice de performance sur l'échéancier (IPE) est de 0,16 et l'indice de performance sur les coûts (IPC) est de 0,29. L'estimation de la durée nécessaire pour achever les activités programmées (EDA) est de 57 mois 26 jours. Enfin, l'estimation du coût pour achever la mise en œuvre des activités engagées au premier semestre est de 84 062 739 F CFA.

Au regard des différents résultats obtenus dans le tableau ci-dessus, il faudra 45 mois 4 jours de plus au Secrétariat d'Etat pour terminer les activités de réformes programmées pour l'année 2018.

En conclusion, si aucune disposition n'est prise, le Secrétariat d'Etat ne pourra pas achever la mise en œuvre de ses activités démarrées au premier semestre 2018 avant la fin de l'année.

Tableau et graphique de l'évaluation de la performance

Activité	Performant	Non Performant	Activités non évaluées (Activités sans coût planifié)
Pondération	28,6%	57,1%	14,3%



a- Interprétation par activité des résultats de l'évaluation

Par rapport à chaque activité, l'évaluation se présente comme suit :

- **Réorganisation du secrétariat d'Etat chargé des droits de l'homme** : le taux d'exécution de cette activité est de 72%.
- **Organisation d'un atelier d'appropriation du plan d'action national de mise en œuvre des recommandations de l'EPU et des organes de traités** : la mise en œuvre de l'activité a été efficace et efficiente car l'IPE et l'IPC sont de 1. Le responsable de l'activité a été performant.

- **Elaboration et soumission du rapport initial sur la convention pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées** : la mise en œuvre de l'activité n'a pas été efficace car l'IPE est de 0,38. L'IPC n'a pas été calculé car aucune dépense n'a été exécutée. Le responsable doit prendre des mesures pour finir l'activité dans les délais.
- **Sensibilisation sur les valeurs des droits de l'homme et promotion de la citoyenneté (Diffusion de supports de communication)** : la mise en œuvre de l'activité a été efficace et efficiente car l'IPE et l'IPC sont de 1. Le responsable de l'activité a été performant.
- **Formation des inspecteurs et conseillers pédagogiques en éducation aux droits de l'homme** : la mise en œuvre de l'activité n'a pas été efficace car l'IPE est de 0. L'IPC n'a pas été calculé car aucune dépense n'a été exécutée. Néanmoins le taux d'exécution physique de l'activité est de 33,7%. Le responsable doit prendre des mesures pour finir l'activité dans les délais.
- **Organisation d'une rencontre de réflexion, d'échanges et de partage avec les institutions de la République sur la culture démocratique** : la mise en œuvre de l'activité n'a pas été efficace car l'IPE est de 0. L'IPC n'a pas été calculé car aucune dépense n'a été exécutée. Néanmoins le taux d'exécution physique de l'activité est de 36,9%. Le responsable doit prendre des mesures pour finir l'activité dans les délais.
- **Organisation d'un cadre d'échanges avec les acteurs sociopolitiques sur le rôle des femmes dans la prévention des conflits** : la mise en œuvre de l'activité n'a pas été efficace car l'IPE est de 0. L'IPC n'a pas été calculé car aucune dépense n'a été exécutée. Néanmoins le taux d'exécution physique de l'activité est de 36,9%. Le responsable doit prendre des mesures pour finir l'activité dans les délais.

23.1.2. Etat d'exécution des activités programmées

Les activités de réformes programmées à fin juin 2018 sont au nombre de sept (7). L'état d'exécution se présente comme suit :

a- Activités réalisées à fin juin 2018

Deux (02) activités ont été réalisées. Il s'agit de :

- **Organisation d'un atelier d'appropriation du plan d'action national de mise en œuvre des recommandations au titre de l'EPU et des organes de traités par les structures étatiques**

Indicateur de l'activité : Rapport de l'atelier d'appropriation du plan disponible.

Dans le cadre de l'amélioration constante de la situation des droits de l'homme au Togo, l'atelier de vulgarisation et d'appropriation du plan d'action national des recommandations au titre de l'examen périodique universel (EPU) et des organes de traités a été organisé à l'hôtel le Berceau de Notsè en début juillet 2018 avec l'appui du PNUD. Au cours de ces travaux, une cinquantaine de participants notamment les secrétaires généraux et chefs de programmes de l'administration centrale des départements ministériels et autres institutions publiques ont été sensibilisés sur l'importance de leurs rôles et sur la nécessité de leur implication dans la prise en compte des recommandations issues de l'EPU et des organes de traités dans les stratégies et actions de développement.

Ils ont également été sensibilisés sur leur responsabilité dans le processus de suivi de la mise en œuvre et de collecte des données et informations à mettre à la disposition des points focaux

membres de la commission interministérielle de rédaction des rapports initiaux et périodiques (CIRR).

- **Sensibilisation sur les valeurs des droits de l'homme et promotion de la citoyenneté (Diffusion de supports de communication)**

Indicateur de l'activité : Nombre de contrats de diffusion avec les médias.

Les termes de référence de l'activité sont élaborés, validés et transmis aux PTF pour financement. Les messages sur les valeurs des droits de l'homme et la promotion de la citoyenneté ont été conçus et enregistrés. Les contrats ont été signés avec vingt-deux radios sélectionnées. La diffusion de ces messages est en cours. La fin de l'activité est prévue pour décembre 2018.

b- Activités partiellement réalisées à fin juin 2018

Les activités en cours de réalisation sont au nombre de cinq (05). Il s'agit de :

- **Réorganisation du secrétariat d'Etat chargé des droits de l'homme**

Indicateur de l'activité : Projet de décret transmis au SGG.

L'avant-projet de décret d'organisation du SEDH, l'organigramme, le document des liens fonctionnels entre les services SEDH ont été élaborés par les services techniques et transmis au secrétariat permanent pour le suivi des politiques de réformes et des programmes financiers (SP-PRPF) pour observations et transmission au secrétariat général du Gouvernement (SGG).

- **Elaboration et soumission du rapport initial sur la convention pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées**

Indicateur de l'activité : Rapport élaboré et soumis.

L'activité est en cours. Les termes de référence de l'activité sont élaborés et transmis aux PTF pour financement. Les fonds ont été décaissés par le PNUD, la phase de collecte des informations a débuté.

- **Formation des inspecteurs et conseillers pédagogiques en éducation aux droits de l'homme**

Indicateur de l'activité : Nombre des inspecteurs et conseillers pédagogiques formés.

Les termes de référence de l'activité ont été élaborés et soumis au ministère de l'économie et des finances, les engagements ont été effectués. Le SEDH est toujours dans l'attente du décaissement des fonds.

- **Organisation d'une rencontre de réflexion, d'échanges et de partage avec les institutions de la République sur la culture démocratique**

Indicateur de l'activité : Nombre d'acteurs rencontrés.

Les termes de référence de l'activité sont élaborés. Les engagements ont été effectués au MEF. Le SEDH est dans l'attente du mandatement de la dépense.

- **Organisation d'un cadre d'échanges avec les acteurs sociopolitiques sur le rôle des femmes dans la prévention des conflits**

Indicateur de l'activité : Nombre d'acteurs rencontrés.

Les termes de référence de l'activité sont élaborés. Les engagements ont été effectués au MEF.
Le SEDH est dans l'attente du mandatement de la dépense.

Conclusion et recommandations

L'évaluation de la performance des réformes à fin juin 2018 fait ressortir des insuffisances qu'il convient de corriger dans la mise en œuvre des activités inscrites dans les plans de travail et budget annuel (PTBA) de l'année 2018.

Les besoins portent principalement sur le financement des réformes. Le Gouvernement lance ainsi un appel aux Partenaires Techniques et Financiers pour soutenir ces réformes engagées.

Ceci permettra aux ministères et institutions d'accélérer la mise en œuvre desdites réformes pour les prochains mois.